

AFRIQUE

Rhodésie

Le Vatican exprime son « amertume » après la condamnation de Mgr Lamont

La condamnation à dix ans de travaux forcés pour « non-déclaration de guerres » de l'évêque d'Umtali (Rhodésie), Mgr Donald Lamont (le Monde du 2 octobre), suscite de vives réactions dans le monde. Le Saint-Siège, dans un communiqué publié le vendredi 1^{er} octobre, exprime « sa surprise et son amertume » et « s'élève contre une décision aussi grave qui frappe un pasteur plein de sagesse et de mérite pour un motif qui ne peut le dire sans hésitation, contre les principes de justice et d'humanité ». Le cardinal Balle, archevêque de Westminster, primate catholique de l'Angleterre, a manifesté sa « profonde inquiétude ».

Mgr Lamont a fait appel vendredi au jugement. Il a également indiqué qu'il avait reçu, juste avant sa condamnation, un message du pape lui exprimant sa sympathie et son inquiétude à l'occasion de cet « événement malheureux ».

MM. Schaefele et Rowlands rencontrent M. Machel

D'autre part, les consultations se poursuivent en vue de la réunion d'une conférence chargée de mettre en place un gouvernement de transition à Salisbury. MM. William Schaefele, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, et Ted Rowlands, secrétaire adjoint au Foreign Office, ont eu vendredi 1^{er} octobre, à Maputo, un entretien avec le président mozambicain, M. Samora Machel.

Avant de quitter Gaborone — capitale du Botswana, où il venait d'assister aux cérémonies marquant le dixième anniversaire de l'indépendance, M. Rowlands a confirmé qu'il s'était entretenu avec les présidents Kaunda (Zambie) et Khama (Botswana).

TOUT EST TRANQUILLE SAUF...

L'Office rhodésien d'information à Paris communique : « Il est peut-être intéressant pour vous de connaître les réactions de notre rhodésien aux derniers événements ».

« Dans le secteur rural, tout est tranquille, sauf naturellement la continuation de l'activité terroriste aux frontières ».

« Dans les zones tribales, nombreux sont ceux qui expriment leur soulagement de savoir que le gouvernement intérimaire reste blanc pour moitié ».

« Dans les secteurs urbains, tout est calme mais beaucoup semblent anxieux d'attendre leur mot à dire dans le choix d'un gouvernement responsable et se demandent pourquoi les Noirs qui entrent dans le gouvernement intérimaire doivent être choisis par des étrangers, tels que les présidents de Zambie, etc., et non par le peuple rhodésien. Il est fait référence à la commission Pearce et à l'insistance mise par la Grande-Bretagne pour que le peuple rhodésien soit consulté ».

Ouganda

LE PRÉSIDENT IDI AMIN DADA a subi, jeudi 30 septembre, une opération « très réussie », a indiqué vendredi la radio ougandaise, qui ne donne aucune précision sur la nature de cette intervention chirurgicale. (Reuters.)

EXPOSITION D'OBJETS D'ART DE CHINE

SAMEDI 2 au JEUDI 7 OCTOBRE de 10 heures à 21 heures à l'HOTEL GEORGE-V, 31, avenue George-V SALON LOUIS-XIII

ivoires pierres dures

SCULPTÉS DANS LA MASSE, ET PORCELAINE FINE

SCULPTES : LAPIS-LAZULI, JADES, CORAUX, TURQUOISES, AMÉTHYSTES, ZOISITE RUBIS (Boudha), MALACHITES, AGATES CORNALINES, etc...

Estimation GRATUITE d'ivoires et pierres dures

EUROPE

Grande-Bretagne

Le congrès de Blackpool a mis à nu les profondes divisions des travaillistes

De notre correspondant

Blackpool. — Alors que le congrès travailliste terminait ses délibérations à Blackpool vendredi 1^{er} octobre, le premier ministre, M. Callaghan, n'a pas craint de prédire que l'échec du mouvement travailliste provoquerait « des désordres dans le pays ». M. Callaghan, n'a pas craint de prédire que l'échec du mouvement travailliste provoquerait « des désordres dans le pays ».

La véritable situation avait sans doute été définie de façon un peu plus sobre, au début de la semaine, M. Callaghan avait expliqué alors que l'accord actuel entre le gouvernement et les syndicats en vue de limiter les hausses de salaires et de combattre l'inflation représente « la seule voie » possible vers un redressement de l'économie britannique.

DIPLOMATIE

AUX NATIONS UNIES

Le représentant tanzanien met en cause la France à propos de Mayotte et de Djibouti

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Les travaux de l'Assemblée générale de l'ONU ont été marqués, le vendredi 1^{er} octobre, par une intervention de M. Ibrahim Kaduma, ministre des affaires étrangères de Tanzanie, qui a surtout parlé de l'Afrique australe, dont la population a-t-il dit, souffre « de la forme la plus barbare de la déchéance humaine ».

La crise de l'Afrique australe aurait pu être évitée, a-t-il affirmé, si les grandes puissances occidentales n'avaient pas refusé de mettre fin à leur collaboration avec les forces du racisme et de l'oppression. Selon lui, la déclaration au mois d'avril du secrétaire d'Etat américain à l'Assemblée a exprimé une attitude nouvelle et importante des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique. « Nous avons toujours soutenu », a-t-il dit, « que si les Etats-Unis pensent de tout leur poids sur l'Afrique du Sud, la paix et la justice pourraient être rétablies rapidement en Afrique australe ».

Le ministre a aussi exprimé la préoccupation de son gouvernement concernant la politique de la France à Mayotte. « Ce n'est pas, a-t-il dit, un cas sérieux de violation de la charte, mais un exemple d'abus de pouvoir ». Il a aussi pressé le gouvernement français de faciliter l'indépendance de Djibouti.

Venant de la Tanzanie, dont le comportement diplomatique aux Nations unies est toujours distingué par sa modération, ces avertissements prennent un relief particulier.

M. G. Macavescu, ministre des affaires étrangères de Roumanie, a évoqué ensuite le nouvel ordre international et la liquidation des vieux rapports de force.

Le général Romulo, ministre des affaires étrangères des Philippines, a déclaré pour sa part que son pays avait entrepris une révision fondamentale de sa politique étrangère, établissant des relations avec l'Union soviétique.

Avec le président Ford

M. LOUIS DE GUINGAUD A ÉVOQUÉ LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE ET LES RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES

Washington (A.F.P.). — Le ministre français des affaires étrangères, M. Louis de Guingaud, a eu, vendredi 1^{er} octobre, un entretien de près d'une heure avec le président Ford, dans le bureau du président, à l'occasion d'un séjour à Washington. M. de Guingaud a déclaré que la conversation avait porté sur les principaux problèmes internationaux, et notamment sur la situation en Afrique australe. Il a réaffirmé l'appui de la France aux initiatives prises par M. Kissinger pour parvenir à un règlement pacifique des problèmes rhodésien et namibien.

Répondant à une question relative à l'attitude des Etats-Unis sur la « prolifération nucléaire », M. de Guingaud a fait ressortir que la position américaine ne pourrait pas gêner la vente à l'Afrique du Sud de deux centrales nucléaires, celles-ci étant destinées uniquement à produire de l'électricité et « n'ayant rien à voir avec l'atome militaire ».

Le président Ford a exprimé, pour sa part, à son interlocuteur sa « satisfaction de l'amélioration des relations franco-américaines en raison des fréquentes consultations qu'il a eues avec le président Giscard d'Estaing ces dernières années ».

Une déclaration publiée par la Maison Blanche souligne que M. Ford et M. de Guingaud « ont réaffirmé l'intention des gouvernements français et américains de poursuivre une coopération : des consultations étroites ».

À l'occasion du 21^e anniversaire de la République populaire de Chine, vendredi 1^{er} octobre, le Tchecoslovaquie, la Pologne et la Bulgarie ont, par le canal des journaux, exprimé le désir d'avoir à nouveau de bonnes relations avec Pékin, désir déjà affirmé par l'U.R.S.S. (le Monde du 3 octobre).

L'ait encore plus remarquable : aux yeux du premier ministre, le cabinet travailliste a aujourd'hui des rapports plus cordiaux avec les syndicats qu'avec le Labor. Le congrès de Blackpool laisse le mouvement travailliste profondément divisé. En majorité, les militants se sont prononcés pour la nationalisation des banques et des compagnies d'assurance. Ils ont voté contre les économies budgétaires. Ils ont protesté contre le contrôle des salaires. Ils ont réclamé une « économie de siège », idée que celle-ci ait été dénoncée avec véhémence par le chancelier de l'Échiquier lorsqu'il a eu l'occasion de parler, pendant quelques minutes, devant le congrès, jeudi après-midi.

Toutes les revendications formulées à Blackpool vont directement à l'encontre de la politique du gouvernement, qui ne manquera pas de le faire savoir. Celui-ci doit tenir compte non seulement des réalités économiques et de la situation internationale, mais aussi de l'attitude des grands syndicats, qui tiennent certes au maintien d'une certaine politique sociale, mais qui refusent de pousser le pays vers le « socialisme » tel que l'envisagent les extrémistes du parti.

En dépit des apparences, le cabinet Callaghan ne se trouve pas dans une position aussi faible qu'on pourrait l'imaginer à la lecture du compte rendu du congrès. L'alliance du gouvernement et des plus puissants leaders syndicaux demeure. M. Jack Jones, secrétaire général de la Fédération des ouvriers spécialisés et des transports, n'a pas cédé le moindre bout de terrain devant les attaques de la gauche. Sur le plan politique, M. Michael Foot, ex-idole des révolutionnaires, se livre sans doute à quelques excentricités verbales, mais continue de respecter la discipline collective du cabinet.

Que cela plaise ou non aux congressistes, l'avenir du mouvement travailliste dépend pour une bonne part — dans l'immédiat tout au moins — de l'attitude de la communauté internationale. La crise financière de cette semaine va encore accroître les dettes déjà considérables du pays. M. Callaghan et Healey proclament que, à leur avis, le Fonds monétaire international n'apportera pas de conditions inacceptables à un nouvel emprunt de 200 millions de livres. En fait, il est permis de penser que le gouvernement compte quand même sur l'assistance internationale pour imposer certaines règles de contrôle budgétaire que les dirigeants travaillistes n'ont pas proposé eux-mêmes.

La manœuvre est très délicate. A Whitehall, on sait très bien qu'un nouveau tour de vis est nécessaire pour rétablir un peu plus de confiance dans la livre. Mais il est tout aussi manifeste qu'une démarche trop spectaculaire placerait les dirigeants syndicaux dans une position impossible et risquerait de provoquer la chute du gouvernement. Dans d'autres pays et dans d'autres circonstances un tel changement pourrait offrir une solution. En Grande-Bretagne, à l'heure actuelle, la défaite du mouvement travailliste conduirait sans doute à une confusion très dangereuse. Les conservateurs sont à l'heure actuelle aussi profondément divisés que le mouvement travailliste. En outre, leur retour au pouvoir encouragerait immédiatement les syndicats à abandonner toute modération.

JEAN WETZ.

Turquie

DEVANT L'AGGRAVATION DU CLIMAT POLITIQUE

M. Demirel menace de décréter l'état de siège

De notre correspondant

Ankara. — Un ouvrier et un étudiant tués en deux jours : le climat politique et social risque de s'aggraver davantage alors que le gouvernement a pris des mesures susceptibles de provoquer de vives réactions dans l'opposition. Le ministre de l'Intérieur a déclaré, vendredi 1^{er} octobre, le ministre d'Ankara, M. Dalokay, membre du parti républicain, pour « avoir encouragé la grève illégale des éboueurs de la municipalité et manqué de prendre des mesures qui s'imposaient pour sauvegarder l'hygiène publique ». Le ministre a pris cette décision en invoquant une loi datant de 1913, du temps de l'Empire ottoman.

M. Dalokay, qui avait été élu avec plus de 80 % des voix en novembre 1974, a aussitôt affirmé qu'il refusait de s'incliner. Il compte demander au conseil d'Etat, l'annulation de la décision du ministre.

Les ouvriers municipaux en grève ne sont pas payés depuis deux mois faute d'argent. D'autre part, un tribunal d'Ankara a ordonné vendredi la libération de plusieurs dirigeants syndicalistes et ouvriers municipaux grévistes placés sous garde à vue depuis

Portugal

Les administrateurs militaires de la télévision sont démis de leurs fonctions

Lisbonne (A.F.P.). — Une crise vient d'éclater à la radiotélévision portugaise. Son nouveau président, le capitaine Tomas Rosa, ancien ministre du Travail, proche de l'aile modérée du P.S. et du Parti populaire démocratique, vient en effet de démettre de leurs fonctions tous les administrateurs militaires de la R.T.P. Par solidarité, les autres militaires travaillant dans le secteur technique ou à la direction des programmes ont démissionné. La plupart, faisant partie de l'équipe mise en place par le président Ramalho Eanes lorsque celui-ci était responsable de la télévision. Le directeur de l'information, un civil, M. Veiga Pereira, avait lui-même démissionné quelques jours auparavant parce qu'il doutait du « pluralisme » de l'information.

Les milieux de gauche considèrent qu'il s'agit là d'épuration. L'hédo-madral O Jornal assure, en outre, que le nouveau président préparait la réintégration de personnes écartées après le 25 avril 1974 pour avoir été trop liées à l'ancien régime.

Le gouvernement demande l'abrogation de la loi sur l'unicité syndicale

D'autre part, le gouvernement a demandé, le 30 septembre, à l'Assemblée d'abroger la loi sur l'unicité syndicale. L'adoption de cette mesure remettrait en cause le monopole de l'intersyndicale, fortement

influencée par des sympathisants du parti communiste.

Cette loi avait été adoptée en avril 1975 par les anciens dirigeants militaires de gauche, malgré l'opposition du parti socialiste (P.S.).

L'annonce de la demande d'abrogation de la loi est intervenue à l'issue d'une réunion de cabinet au cours de laquelle des mesures tendant à porter remède à la situation chaotique qui règne dans le domaine social ont été proposées. Le gouvernement a élaboré une liste d'instructions justifiant le licenciement immédiat des travailleurs. Cette liste va être soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale. Aux termes de la législation actuelle, il est virtuellement impossible pour les entreprises de licencier des travailleurs. Les propositions adoptées par le cabinet prévoient que les travailleurs qui aient été licenciés sans raison sérieuse à leurs supérieurs pourront être renvoyés. Seront également passibles du renvoi l'absentéisme injustifié et répété, les dégâts causés aux biens des entreprises, les blessures physiques infligées à des personnes. Ces mesures constituent une nouvelle manifestation d'autorité du gouvernement minoritaire socialiste au pouvoir depuis deux mois. Celui-ci a déjà commencé à restituer à leurs propriétaires légitimes les terres illégalement occupées par les paysans.

(1) Dans son discours du 9 septembre, M. Mario Soares avait annoncé que cette loi allait être annulée.

Espagne

Deux généraux hostiles à la politique de réforme sont mis à la retraite

Les mouvements d'opposition groupés dans la Coordination démocratique ont organisé, le vendredi 1^{er} octobre, une « journée de lutte » dans la province de Madrid. Ils ont organisé une manifestation contre la mort d'un étudiant tué le 27 septembre apparemment par des éléments d'extrême droite. La région de Madrid compte 1 100 000 travailleurs. Les autorités affirment que 30 000 ouvriers seulement ont suivi le mot d'ordre de grève générale. Les organisations syndicales, elles, estiment à 100 000 environ le nombre de personnes qui ont cessé le travail.

Des affrontements ont eu lieu en fin de journée, et la police a procédé à plusieurs dizaines d'arrestations. En même temps, le gouvernement a décidé la mise à la retraite anticipée de deux officiers généraux connus pour leur hostilité à la politique de réforme.

De notre correspondant

Madrid. — Le roi d'Espagne, sur proposition du conseil des ministres, a signé, le 1^{er} octobre, deux décrets mettant à la retraite anticipée les généraux Fernando de Santiago (premier vice-président du gouvernement jusqu'au 22 septembre) et Carlos Iniesta (membre du Conseil national, chef de file de l'extrême droite militaire aux Cortes).

Le général de Santiago avait démissionné du gouvernement parce qu'il n'était pas d'accord avec le roi sur l'objet d'une décision des Cortes et d'un référendum le 22 septembre. Il a été remplacé par le général Manuel Gutiérrez-Mellado, connu pour ses opinions libérales en vigueur, qui ne reconnaît que les syndicats officiels. Ainsi serait ouverte la voie au pluralisme, voire à la légalisation des commissions ouvrières. Le vice-président démissionnaire, dans une lettre adressée à quelques-uns de ses compagnons

d'armes, a affirmé qu'il considérait que ce projet était anticonstitutionnel parce qu'il était incompatible avec l'un des principes fondamentaux du Mouvement national. D'autre part, l'éventuelle légalisation des commissions ouvrières serait, estime-t-il, une façon déguisée de légaliser le parti communiste.

Le général de Santiago s'opposait à la procédure du décret-loi, estimant que la réforme syndicale devait faire l'objet d'une décision des Cortes et d'un référendum le 22 septembre. Il a été remplacé par le général Manuel Gutiérrez-Mellado, connu pour ses opinions libérales en vigueur, qui ne reconnaît que les syndicats officiels. Ainsi serait ouverte la voie au pluralisme, voire à la légalisation des commissions ouvrières. Le vice-président démissionnaire, dans une lettre adressée à quelques-uns de ses compagnons

Le 27 septembre, le général Iniesta publiait dans le quotidien El Alcázar (organe de la Confédération nationale des anciens combattants), une lettre ouverte au général de Santiago, intitulée : « Leçon d'honnêteté et de patriotisme ».

« Je t'invite notamment : « Te jure de renoncer à la haute charge que tu exerçais ne pouvant pas nous donner, qu'il t'ait venu le moment où continuer de l'exercer aurait été incompatible avec le serment sacré que tu prononças au moment d'y accéder. » N'accusait-il pas ainsi implicitement de perfidie les autres ministres militaires ?

La décision du roi et de son gouvernement, dont le conseil supérieur de l'armée, réuni à Madrid, avait été informé la veille, semble montrer que le souverain et ses ministres ne sont pas disposés à tolérer la moindre velléité d'indiscipline dans les forces armées.

Et qu'ils sont résolus à mener à bien la réforme politique.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

M. Francisco Aya Zaldúa, réfugié politique basque espagnol qui avait été condamné, le 2 septembre dernier, à trois ans de prison (dont deux avec sursis) pour participation à une extorsion de rançon réclamée par l'ETA, a vu sa peine confirmée, mercredi 30 septembre, par la cour d'appel de Pau. Il avait été appréhendé, le 25 mai, dans un bar de Bayonne, au moment où il devait percevoir les fonds réclamés par l'Organisation autonome basque espagnole à un industriel d'Irun. M. José Legaza Ubría.

ARTUN UNSAL

AMÉRIQUES

Argentina

Une répression tous azimuts

THIERRY MALINIAK.

Renseignez-vous auprès de :
TRANSALPINO-14, rue Lafayette
75009 PARIS Tel 770.81.44

Bureaux de vente dans la majorité
des grandes villes françaises

PROCHE-ORIENT

IRAN : mythes et réalités

(Suite de la première page.)

Les paradoxes — engendrés par le désordre dans lequel s'accomplit l'évolution économique — ne transigent pas non plus. La capitale compte quelque neuf cent mille voitures particulières (malgré leur prix exorbitant), mais ne dispose pas d'un réseau de transports en commun digne de ce nom. Tandis que des foules attendent patiemment l'arrivée d'un hypothétique autobus, des embouteillages monstres paralysent la circulation aux heures de pointe. Le métro — dont la construction a été, en définitive, confiée à une entreprise iranienne — ne sera pas terminé avant dix ou quinze ans. Le système téléphonique est, lui aussi, particulièrement défectueux (par exemple, les abonnés se voient attribuer un nouveau numéro plusieurs fois par an), ce qui n'empêche pas certaines industries de pointe de se doter d'un matériel électronique. D'élégantes boutiques regorgent d'articles de luxe importés de l'étranger, mais des produits de consommation courante — tels que la viande, le riz, les œufs, le fromage — font souvent défaut et ne peuvent être achetés alors qu'au marché noir, à des prix prohibitifs.

Deux postulats

Les déséquilibres qui caractérisent l'économie iranienne proviennent, pour une large part, de l'ambition des dirigeants, qui veulent, à bref délai, édifier tout à la fois une économie de haute technologie et une société de grande consommation. Le premier ministre, M. Abbas Amir Hoveyda, nous disait il y a trois ans, sans sourciller, que, dans une trentaine d'années, le niveau de vie des Iraniens « dépassera celui du Japon », et que, alors, l'empire des Pahlévi produira davantage d'acier que toute l'Europe réunie, davantage que l'U.R.S.S. avant... 1983. Le chah, pour sa part, ne cesse de proclamer qu'il

fera de son pays « l'une des cinq puissances industrielles avant la fin du siècle », que la « grande civilisation » qu'il instaurera dans une dizaine d'années constituera un modèle non seulement pour l'ensemble du tiers-monde, mais aussi pour l'Occident, dont il déplore la « décadence ».

Cette assurance « sans faille » — qui s'est accentuée après le quadruplement du prix du pétrole en décembre 1973 — est fondée sur deux postulats : tout est possible quand on dispose de moyens financiers ; les revenus de l'Iran croîtront au fil des années. Persuadé que le monde industrialisé continuera à acheter son pétrole dans des quantités et à des prix toujours plus élevés, ne tenant pas compte de l'éventualité — pourtant prévisible — d'une hausse correspondante du coût des biens d'équipement et de consommation que devra importer l'Iran, le chah décide, en août 1974, le doublement des investissements du cinquième plan quinquennal en cours (1973-1978). Il estime alors que l'économie est en mesure d'absorber, sans contre-coup, quelque 60 milliards de dollars, au lieu des 36 milliards initialement prévus. La mesure lui paraissait d'autant plus raisonnable qu'il prévoyait un revenu de 102 milliards de dollars pendant ce même laps de temps.

Nombre d'experts économiques ne partageaient pas ce bel optimisme. Même si l'on devait tenir l'hypothèse que le flot des pétrodollars continuera à déferler avec une intensité croissante, faisaient-ils valoir, il serait hasardeux de croire que le capital constitue le seul facteur déterminant dans le développement harmonieux d'un pays arriéré, et illusoire de comparer l'Iran au Japon, dont l'industrialisation s'est accomplie en l'espace d'un siècle, dans des conditions très particulières. Certains conseillers du chah auraient plaidé, mais en vain, en faveur de la prudence, d'un rythme de développement contrôlé qui épargnerait au pays d'inevitables problèmes de mal-

œuvre, d'encadrement, d'infrastructure et de recherche. S'expliquant récemment auprès d'un journaliste américain, le souverain déclarait notamment : « Le secret de la réussite est de prendre systématiquement le contre-pied des conseils prodigués par les technocrates ».

Dépendance accrue à l'égard de l'étranger

Le bilan établi à cet égard par divers observateurs — l'Iran n'est pas exempt de contradictions — n'est pas probant. Trois ans après la mise en œuvre du plan quinquennal, l'Iran paraît s'éloigner de son objectif, qui est de se transformer en une puissance industrielle, ne dépendant plus des recettes pétrolières, dont on escompte le tarissement avec l'épuisement, avant la fin du siècle, des réserves de naphte.

Pour atteindre cet objectif, l'empire des Pahlévi devrait s'industrialiser à outrance et vendre à l'étranger des produits pour un montant au moins égal à ce que lui rapportent actuellement ses hydrocarbures. Or, ses exportations non pétrolières sont non seulement en sensible baisse (de 31 % en tonnage en 1975 par rapport à l'année précédente), mais elles sont, en outre, constituées à plus de 80 % d'articles traditionnels (tels que les tapis) et de matières agricoles (de coton, notamment). Le ministre de l'économie, M. Houshang Ansari, persiste néanmoins à déclarer que l'Iran exportera, dans les cinq prochaines années, des produits manufacturés, de l'acier et du cuivre.

À la suite d'une enquête approfondie menée en Iran l'année dernière, le rapport de l'Unesco sur le développement des pays en développement, bien différentes (1). « L'hebdomadaire britannique estime, en citant des spécialistes, qu'il faudra au moins une dizaine d'années pour que la production du cuivre puisse suffire à la consommation intérieure, que l'Iran continuera à importer de l'acier, probablement jusqu'à la fin du siècle, et

peut-être au-delà. Il en trait, de même pour l'industrie pétrochimique, laquelle ne produira, cette année, malgré les impressionnantes complexions en état de fonctionnement, que la moitié des 800 000 tonnes d'engrais requis par le pays. Quant aux industries « légères », — pour la plupart de transformation ou de montage — elles ne parviennent même pas, dans leur quasi-totalité, à satisfaire la demande locale. Celle-ci est en constante augmentation en raison de la frénésie de consommation qui a saisi, en particulier, la nouvelle bourgeoisie.

Les observateurs sont unanimes à estimer que la faible productivité des ces industries (2), leurs coûts élevés de production, la qualité — relativement médiocre — de leurs produits réduisent singulièrement leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Il faudrait ajouter à cela que la tâche des exportateurs iraniens n'est pas facilitée par les barrières douanières qu'élevèrent les pays voisins, qui aspirent également à s'industrialiser. S'il est vrai que le marché intérieur iranien est trop limité pour assurer la rentabilité, à échelle, de la grande entreprise, l'inquiétude que nourrissent certains économistes iraniens et étrangers ne serait pas infondée, malgré l'augmentation de la production industrielle, évaluée officiellement à 21 % pour 1975-1976 par rapport à l'année précédente.

Force est de constater que loin de conquérir son autonomie, l'Iran accroît sa dépendance à l'égard de l'étranger. Ses importations, en effet, ont quintuplé en trois ans, passant de 3 milliards de dollars en 1972 à 15 milliards de dollars l'année dernière (y compris les 4 milliards de dollars consacrés à l'armement). Elles s'élevaient cette année à plus de 18 milliards de dollars, représentant près de 30 % du produit national brut. Ces achats massifs auraient été, à la rigueur, justifiés s'ils servaient essentiellement au développement de l'économie. Or des observateurs étrangers relèvent que cette progression

spectaculaire des importations est due moins à l'achat de biens d'équipement (39 % des importations, en excluant les armements) qu'à l'acquisition d'articles de luxe ou de consommation courante. La stagnation de la production agricole a fait de l'Iran — qui, dans les années 60, était en mesure de nourrir sa population — un grand importateur de denrées alimentaires.

Les goulots d'étranglement

Le déferlement de marchandises étrangères a eu une autre conséquence : l'encombrement des ports, aéroports, routes et voies ferrées.

Il est courant que des centaines de camions fassent la queue sur 5 à 10 kilomètres à la frontière irano-turque. À la fin de l'année dernière, quelque quatre cents navires attendaient leur tour pour débarquer leurs cargaisons dans les ports de Chahmahar et de Bandar-Shepar. Les délais de déchargement (de cinq mois en moyenne) ont coûté aux importateurs, en 1975-1976, plus d'un milliard de dollars, versés à titre de compensation aux compagnies de navigation pour l'immobilisation de leurs navires. À cela, il faudrait ajouter les dommages incalculables subis par les entreprises qui n'ont pas pu prendre livraison du matériel ou des matières premières en temps voulu, et les pertes subies du fait de la destruction de milliers de tonnes de denrées périssables, entreposées des mois durant dans les ports et sur les aéroports, faute de moyens de transports.

Il serait sans doute moins malaisé d'atténuer ce goulot d'étranglement que de surmonter la pénurie, beaucoup plus grave, de main-d'œuvre qualifiée. Celle-ci manque cruellement dans un pays où, pour 60 %, la population ne se sent pas encore adaptée à l'ère industrielle. D'autre part, une partie des élites choisissent de s'expatrier pour des raisons politiques (3).

Les auteurs du V^e Plan ont estimé qu'il faudrait, pour mener à bien leur entreprise, 2,1 millions de travailleurs supplémentaires, qualifiés ou semi-qualifiés. Ils admettent que les structures actuelles ne permettront pas de dispenser une formation professionnelle à 725 000 d'entre eux. Même si l'on devait accepter cette estimation, bien au-dessous de la réalité — selon des observateurs étrangers — le « déficit » humain est loin d'être comblé. En raison de multiples difficultés, l'Iran n'a autorisé jusqu'à présent l'« importation » que de quelque 60 000 travailleurs (indiens, pakistanais, philippins, sud-coréens, afghans, etc.) auxquels sont venus s'ajouter des émigrants clandestins des pays voisins, pour la plupart des manœuvres qui font concurrence au prolétariat rural ou au sous-prolétariat urbain. S'il est vrai — comme le soutient l'Economist — qu'il faudrait quinze à vingt ans pour que l'Iran puisse se doter de structures éducatives aptes à répondre aux nécessités de son programme de développement, on ne voit pas comment celui-ci pourrait être réalisé sans un apport considérable, et surtout onéreux, de personnels spécialisés.

Déjà le gouvernement iranien

a du mal à maîtriser une inflation gonflée non seulement par le renchérissement de la main-d'œuvre (de 30 à 48 % en 1975 pour certaines catégories d'ouvriers), mais surtout par l'injection de capitaux à haute dose dans l'économie, la consommation abusive, l'augmentation des importations, les goulots d'étranglement qui relèvent de 50 % le coût des produits importés, les gaspillages, la spéculation, la corruption, etc.

L'euphorie aura donc été de courte durée. Une année à peine après le quadruplement du coût du pétrole, en décembre 1974, la vente des hydrocarbures sur les marchés occidentaux a contraint l'Iran à réduire d'abord sa production, ensuite ses prix. En 1975-1976, ses exportations ont diminué de 11 %, et ses revenus de 4 milliards de dollars par rapport au niveau escompté (17,9 milliards de dollars au lieu de 24 milliards). Grâce à diverses mesures, cependant, les enlèvements ont retrouvé, depuis mars dernier, leur niveau de 1974.

Ce redressement n'a pas pour autant dissipé le désenchantement que l'on peut constater dans les milieux d'affaires iraniens, et qui est à la mesure des illusions engendrées par le « boom » de 1974. Beaucoup se rendent compte que les recettes pétrolières plafonneront désormais, et estiment que l'Iran est peut-être déjà entré dans une phase de récession.

Le budget de l'Etat, la balance des paiements, étant déficitaires, le gouvernement procède à des coupes sombres dans le V^e plan quinquennal, ajourne le règlement des factures impayées, contracte des emprunts à l'étranger, sollicite des facilités de paiements de ses fournisseurs pour tous les projets d'équipement. Il envisagerait même d'élaborer un nouveau plan de développement. Certains grands commis de l'Etat sont persuadés qu'il conviendrait de fixer un taux de croissance annuel de 10 ou 12 % seulement (contre 42 % en 1974-1975). « Nous vivons trop grand », nous a dit l'un d'eux, et il est grand temps que nous tirions les leçons du passé. Cependant, le chah ne paraît pas prêt à renoncer à certains projets grandioses, de prestige ou autre, soit parce qu'il les juge indispensables, soit parce qu'il lui est difficile de se déjuger. Il a donc choisi de porter remède aux tensions sociales engendrées par la politique de croissance accélérée en multipliant les mesures d'apaisement vis-à-vis des uns tout en acceptant la répression vis-à-vis des autres.

ERIC ROULEAU.

(1) Voir le supplément de l'Economist publié le 23 août dernier sous les auspices de David Rousseau, ancien correspondant à Téhéran.
(2) À titre d'exemple, on rapporte que le montage d'une voiture Opel en Iran nécessite quatre-vingt-cinq heures de travail, alors que la même voiture est produite avec vingt-cinq heures de travail en Allemagne fédérale.
(3) Selon l'Economist, sur les cent mille jeunes qui poursuivent leurs études à l'étranger, quelque trois mille seulement trouvent chaque année dans leur pays pour y chercher un emploi.

Prochain article :

REZA R...
POÈTE EN LIBERTÉ

Israël

Plusieurs affaires à rebondissements portent atteinte à l'autorité du gouvernement

Jérusalem. — La campagne électorale, qui est virtuellement ouverte en Israël (la Knesset devra être renouvelée en novembre 1977), s'engage assez mal pour M. Itzhak Rabin et le parti travailliste, qui ont les principales responsabilités dans le gouvernement actuel. La presse, sous toutes ses formes, ne sait plus,

De notre correspondant

depuis une dizaine de jours, s'il faut donner la priorité à la « une » aux aventures à épisodes du rabbin Moshe Levinger, à l'affaire Yadin ou aux fuites de documents politiques ultra-secrets. Trois

sujets passionnants par leurs rebondissements, par leurs aspects souvent burlesques et par leurs simplifications politiques, qui ont relégué au second plan les discours de MM. Kissinger et de Giscard d'Estaing aux Nations unies, et même l'angoissante situation économique du pays.

d'autres personnes, afin de découvrir l'origine d'un document ultra-secret rédigé par M. Rosenne est parvenu au rédacteur politique du Haaretz, M. Mati Golan, qui en a publié de larges extraits.
Le rapport Rosenne révélait que la société américaine qui était en conflit avec Israël au sujet de forages dans le golfe de Suez, était en réalité une société égyptienne, travaillant sous le couvert d'une grande firme américaine qui avait obtenu par un boycott arabe d'Israël. Ce rapport n'était connu que d'un nombre restreint de personnes, mais il a été divulgué par un détecteur de la police. Cette information a été démentie. Mais plusieurs hauts fonctionnaires y seront soumis.
ANDRÉ SCÉMAMA.

M. JULES BRAUNSCHVIG EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'ALLIANCE ISRAËLITE UNIVERSELLE

L'Alliance israéliite universelle (1) a élu au cours d'une réunion de son conseil tenue à Paris, le 29 septembre 1976, M. Jules Braunschvig, président, en remplacement de René Cassin, décédé en février dernier.

Lors de la même séance, MM. Raymond Aron, professeur au Collège de France, Bernard Halpern, membre de l'Académie de médecine et des sciences, professeur d'immunologie au Collège de France, et Raymond Levy, vice-président de la société El-Aquiline, ont été cooptés au comité central.

M. Jules Braunschvig, diplômé de l'École des sciences politiques, industriel à la retraite, est membre du comité central de l'Alliance depuis 1922. Après la deuxième guerre mondiale, il contribua, aux côtés de René Cassin, à la réalisation de l'Alliance, dont il devint vice-président en 1948. L'occupant plus spécialement des écoles, M. Jules Braunschvig était devenu président délégué de l'Alliance, qui compte aujourd'hui, dans le monde, soixante écoles fréquentées par quatre mille élèves.
(1) 43, rue La Bruyère, 75009 Paris.

Le détecteur de mensonges

Ce communiqué est peu convaincant, et ses auteurs, s'ils veulent être crus, devront subir l'épreuve du détecteur de mensonges, comme l'avait subi jeudi 30 septembre, le directeur général du ministère des affaires étrangères, le professeur Shlomo Avineri, chef de cabinet, M. Moshe Arad, et le conseiller juridique du même ministère, M. Meir Rosenne. Ces trois éléments fonctionnaires ont été soumis à ce test dans les locaux de la police, où ils seront suivis par

une ancienne synagogue portant le nom de Moshe Pless Abram, et devenue propriété d'un musulman hébreu. C'est là que les choses ont commencé à se gâter avec la population locale, qui a adressé de véhéments protestations au gouverneur militaire. Des musulmans lui ayant paru menaçants, le gouverneur rabbin a, un jour, ordonné l'expulsion de sa municipalité, semant la panique autour de lui.

Les avertissements des autorités militaires n'ayant eu aucun effet, le gouverneur est allé en personne lui remettre devant l'entrée de la synagogue un avis lui notifiant l'interdiction de pénétrer dans la ville de Hébron. Après avoir jeté un rapide coup d'œil sur le document, le rabbin le déchira soigneusement en petits morceaux sous le regard éberlué du colonel-gouverneur.

Pour que soit réparé cet affront, abondamment commenté dans les cafés de Hébron, le rabbin Levinger a été convoqué par l'administration militaire, qui a engagé contre lui une action en justice. Encore fallait-il que la convocation lui fût remise : le rabbin s'était enfermé dans son appartement H.L.M. de Kyriat Arba, refusant tout contact avec les représentants de l'ordre. Ceux-ci assiégèrent le petit immeuble, mais furent rapidement noyés dans un flot de fidèles. Il fallut amener des renforts, et bientôt, dans les rues grouillantes de civils échangeant des horions, tandis que, dans d'autres, ils engageaient des débats passionnés sur le Talmud.
Le général commandant supérieur de la région du Centre arriva à son tour et s'avance dignement vers l'entrée de l'immeuble. C'est à ce moment — est-ce un hasard ou le général était-il visé ? — que d'une fenêtre du deuxième étage un message vide un plein senti d'eau sur la tête de cet officier supérieur, qui est l'un des grands chefs de Tsahal (l'armée israélienne). Ce n'est qu'après de longues palabres que le chef du Bloc de la foi a consenti à se rendre à l'administration militaire, où il a été officiellement informé que ses mouvements étaient limités dans la région de Hébron.

Le scandale Yadin

Le rabbin Levinger a sérieusement ébranlé le prestige du gouvernement en le bafouant publiquement. Sur l'affaire de Hébron se greffe maintenant, bien que relevant d'un tout au-

Le fief du rabbin Levinger

Kyriat Arba, fief du rabbin Levinger, est leur première réalisation. C'est une agglomération distante de 4 ou 5 kilomètres de la ville de Hébron. Le rabbin et ses amis ont voulu, au lendemain de la guerre de 1967, s'installer dans cette ville même où, depuis le massacre d'une partie de la population juive, en 1927, aucun juif ne vivait. Après plusieurs mois de discussions entre les colons et le gouvernement, on a abouti à un compromis : l'installation ne se ferait pas dans la ville — où, rappelés-on, sont enterrés les patriarches Abraham, Isaac et Jacob et leurs épouses, — mais sur une colline voisine, et la localité s'appellerait Kyriat Arba. Le rabbin Levinger n'est pas content de ce demi-succès, et on a vu sa longue silhouette d'ascète au visage de moine mongol, en complet veston noir, à la tête des cortèges conspuant Kissinger, ou rompu, dans la nuit, les barrières de l'armée gardant les accès de Sébastia et de Kadmou pour y installer les tentes d'un nouveau village.

Récemment, le rabbin Levinger a engagé une opération subtile à Hébron. Avec quelques complices, il a commencé — qui pouvait l'en blâmer ? — à restaurer le cimetière juif où sont enterrés les personnages vénérables, ainsi que les victimes du pogrom de 1927. Puis il a entrepris de récupérer

150 000 000

150

PROCHE-ORIENT

La Commission internationale de juristes a publié deux rapports sur la répression en Iran

Deux rapports sur la répression en Iran viennent d'être publiés, en anglais, par la Commission internationale de juristes, dont le siège est à Genève (1). L'un a été rédigé par M. William J. Butler, président du comité exécutif et membre du barreau de New-York, l'autre par M. Georges Levasseur, spécialiste de droit pénal comparé, professeur à l'université de Paris II. Les deux auteurs, qui s'étaient rendus en Iran l'année dernière, condamnent les juridictions militaires et surtout la police politique (Savak) dont ils dénoncent l'arbitraire.

M. Butler se place davantage sur le terrain des faits historiques et sociologiques. Son rapport permet de mesurer le gouffre existant entre les garanties théoriques offertes aux Iraniens, fort bien décrites par M. Levasseur, et les pratiques des tribunaux militaires et de la police politique.

M. Butler rappelle l'évolution qui a mené l'Iran de la démocratie parlementaire à un régime autoritaire fondé sur un parti unique. Ce faisant, il n'oublie pas de souligner les aspects positifs de ce régime et les progrès accomplis sous l'égide de la « révolution blanche » déclenchée par le chah. Il mentionne les efforts entrepris pour résoudre la question agraire, réduire l'analphabétisme, améliorer l'hygiène. Quant au respect des droits de l'homme, l'auteur constate que, contrairement aux engagements souscrits par Téhéran, notamment vis-à-vis des Nations unies en juin 1975, il n'existe pas en Iran, dans la pratique, de liberté de parole et de presse. De même, en dépit de l'adoption, à partir de 1959, d'un système judiciaire inspiré de la législation française, les juridictions militaires ont un code propre et se chargent des affaires politiques. Le juriste note aussi que la plupart des procès se déroulent à huis clos.

M. Butler dénonce surtout l'omnipotence de la Savak. Les officiers de cette police politique, fait-il observer, peuvent agir en « magistrats militaires ». Tous les fonctionnaires y ont leur dossier. Des prisonniers de la Savak les détenus passent au bout d'une période indéterminée devant des tribunaux militaires, dont la compétence a encore été élargie depuis 1975.

A propos des conditions de détention, M. Butler affirme : « Dans l'opinion de l'auteur de ce rapport, il ne peut y avoir aucun doute que la torture a été systématiquement appliquée pendant un grand nombre d'années contre les suspects récalcitrants interrogés par la Savak. Le nombre des allégations détaillées qui ont été faites, l'absence de toute investigation impartiale et le fait que la Savak est et a été en elle-même la loi, tout cela conduisent inévitablement à cette conclusion (...). Il y a des preuves abondantes montrant l'usage systématique de mesures inadmissibles de tortures psychologiques et physiques de certains suspects pendant leur interrogatoire. »

A la fin de son rapport, M. Butler adresse des « recommandations » au gouvernement iranien. Il lui suggère de transférer aux tribunaux civils les pouvoirs judiciaires actuellement détenus par les tribunaux militaires, de garantir l'indépendance de l'organisation judiciaire, d'assurer la liberté de la presse, de permettre à des observateurs internationaux et à des journalistes étrangers de suivre les procès d'opposants politiques, d'autoriser des enquêtes sur les cas de torture, d'interdire l'emploi de celle-ci, etc.

Dans sa description du système juridique de l'Iran, le professeur Levasseur fait ressortir deux

points : d'une part, l'étendue des garanties théoriquement offertes aux accusés, qu'il s'agisse du civil ou du pénal, et d'autre part, le fait que l'Iran dispose de juridictions d'excellente qualité. Lui aussi « exprime l'espoir que les fonctions des juridictions militaires resteront les limites de compétence normalement apportées à de telles juridictions, et que la procédure suivie devant elles se rapprochera davantage de celle des juridictions de droit commun ».

ROLAND DELCOUR.

(1) Des exemplaires de la brochure contenant ces deux rapports peuvent être obtenus contre 6 francs suisses pour frais de port en adressant à la Commission internationale de juristes, 109, route du Chêne, 1224 Chêne-Bougeries, Genève, Suisse.

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Les forces de droite prépareraient Vers une « table ronde » ?

De notre correspondant

Beirut. — Un calme étrange régnait ce samedi matin 3 octobre dans la région d'Aley, soumise la veille à un intense bombardement de la part des forces de droite, qui avaient lancé une offensive sur deux axes contre cette localité charnière du dispositif militaire des forces de gauche.

Jusqu'à tard dans la nuit on entendait des rafales de mitrailleuses au loin et, parfois, des explosions d'obus. Le centre de villégiature d'Aley, qui était impossible d'atteindre vendredi, était ce samedi d'un accès normal. Cependant, tout au long de la route qui y mène à partir du secteur palestinien-progrèsiste, d'innombrables impacts d'obus dans la chaussée témoignent de la violence du pilonnage de cette voie de communication. La localité même d'Aley a subi des dégâts, mais ils ne sont guère importants.

Selon le témoignage des responsables militaires aussi bien progressistes libanais que palestiniens, les positions n'ont pratiquement pas changé depuis vendredi. Ils affirment que, après avoir gagné quelques centaines de mètres à partir de Khabat, les forces de la droite chrétienne ont été repoussées jusqu'à leur point de départ. De même, sur la seconde ligne de front, une perée qui avait amené ces forces jus-

qu'au village de Komatieh avait été anéantie.

La droite chrétienne avait annoncé la veille qu'elle avait déclenché « la guerre de libération d'Aley », et avait lancé des appels à la population lui demandant d'attendre dans le calme la fin des opérations. Certains chefs militaires participant à l'offensive étaient même allés jusqu'à déclarer qu'Aley tomberait en vingt-quatre heures. La majeure partie de l'armée libanaise a refait son unité pour la première fois en vue de participer à l'offensive contre Aley, le haut commandement resté neutre jusqu'alors, s'étant joint aux troupes des colonels Barakat et Molek, déjà ralliés à la droite chrétienne.

Les palestiniens progressistes ont replié sur la région d'Aley trois mille à trois mille cinq cents hommes qui, jusqu'à mercredi, tenaient l'enclos dans la montagne chrétienne. Ils se disent confiants dans leur capacité de repousser l'offensive de la droite. « Au moins, que l'armée syrienne n'entre une fois de plus en action aux côtés de leurs alliés. Les unités de Damas se trouvent à 2 et 3 kilomètres d'Aley, sur deux routes différentes, et, selon des témoins, auraient renforcé leurs positions. »

LUCIEN GEORGE.

(Suite de la première page.)

Le ministre égyptien aurait alors demandé à la France de prendre une initiative diplomatique (ou, selon certaines indications, de se joindre à l'égypte pour en prendre une) tendant à mettre en présence les adversaires du conflit libanais.

M. Giscard d'Estaing, quelque peu échauffé par la levée de bouillottes qu'avait suscitée sa suggestion, en mai, d'une « intervention » française au Liban, avait réagi avec beaucoup de prudence et demandé à réfléchir. Aucun nouveau rendez-vous n'était pris avec M. Fakhri, qui s'apprêtait à repartir, vendredi en fin de matinée, quand il reçut, à Orly, un coup de téléphone lui disant que le président de la République dans l'après-midi. Entre-temps, on peut penser que M. Giscard d'Estaing s'était livré à quelques consultations, qu'il avait parlé au ministre des affaires étrangères, M. de Guiringaud, actuellement à New York, et qu'il s'était enquis des dispositions des principaux intéressés.

Il est à noter que l'ambassadeur de Syrie à Paris, M. Abdel Karim, a été reçu jeudi soir par M. Pierre Cerles, directeur des affaires d'Afrique du Nord et du Levant au Quai d'Orsay. M. Karim a d'autre part été reçu vendredi après-midi par le secrétaire général de l'Elysée, M. François-Poncet. L'ambassadeur a d'ailleurs

assuré, sans tout à fait convaincre, que sa visite était sans rapport avec les événements en cours et qu'il avait simplement voulu saluer « un vieux ami ».

Quelques heures plus tard, M. Fakhri revenait à l'Elysée pour sa seconde visite, et repartait en disant :

« Mon entretien avec le président de la République a porté largement sur la situation internationale et les relations franco-égyptiennes, ainsi que sur la situation au Proche-Orient. Nous avons aussi parlé du Liban, tous les gouvernements en parlent en ce moment. »

Cependant, dans les milieux français, alors qu'on avait minimisé l'entretien de jeudi, on ne cachait plus que celui de vendredi portait sur une « affaire très importante ». Certains rappelaient que la France avait déjà été « terre d'accueil », et qu'elle restait « un lieu où les gens peuvent parler ».

En tout état de cause, la démarche de la France dans cette affaire restera très prudente. Dans un premier temps au moins ses initiatives ne porteront que sur la procédure. Il s'agit seulement de faciliter la rencontre des adversaires, la responsabilité des solutions de fond devant incomber aux Libanais, et à eux seuls.

Il était donc tout à fait ouvert au rôle que la France entend jouer avant la visite que devait faire à Paris pendant le week-end M. Kamal Joumblatt. Il est clair qu'aux yeux des Français la position du chef de file de la gauche libanaise sera déterminante. Or, samedi matin, on ne semblait pas encore assuré, dans les milieux officiels, que la visite de M. Joumblatt, qui voyage actuellement au Proche-Orient, devait bien avoir lieu.

M. D.

● M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a adressé vendredi 1^{er} octobre à M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, un télégramme dans lequel il écrit :

« Tout se passe comme si était mis systématiquement en œuvre un plan concerté à démanteler le Liban et à exterminer le peuple palestinien. (...) Je vous demande donc, monsieur le secrétaire général, d'user de votre haute autorité auprès de tous les gouvernements et de leurs représentants à l'Assemblée générale qui se tient actuellement, pour obtenir de toute urgence l'arrêt des combats, le retrait des troupes syriennes, le respect de la souveraineté et de l'intégrité du Liban, la sauvegarde de la population palestinienne. »

MORT DE M. FOUAD NASSAR
PREMIER SECRÉTAIRE
DU P.C. JORDANIEN

L'Humanité annonce, ce samedi 3 octobre, la mort de M. Fouad Nassar, premier secrétaire du parti communiste jordanien, dont les obsèques ont eu lieu vendredi à Amman.

M. Fouad Nassar, d'origine palestinienne, était né le 26 novembre 1914 à Nazareth. Il s'était engagé très jeune dans les combats menés par les nationalistes arabes contre l'administration britannique et les organisations sionistes. Il avait adhéré au parti communiste palestinien en 1934. Il devait militer ensuite au sein de la Ligue de libération nationale, organisation communiste arabe de Palestine, créée en 1944. Il en était devenu en 1948 le président. La Ligue s'étant transformée, en 1961, en Parti communiste jordanien, M. Fouad Nassar accéda alors au poste de premier secrétaire. Les autorités jordanaises ayant interdit le nouveau parti, M. Nassar fut arrêté, jugé et condamné en 1952 à dix années de travaux forcés. Il fut interné au camp d'El-Jah et ne devait retrouver la liberté qu'en avril 1965.

M. Fouad Nassar avait rencontré au mois de juillet dernier, hors d'Israël, M. Meir Viner, le secrétaire général du P.C. israélien (Rakah). A l'issue de ces entretiens, les deux partis avaient publié un communiqué commun (le Monde du 30 juillet) pour préciser leurs vues sur les conditions d'un règlement du conflit israélo-arabe. C'était la première fois qu'un parti arabe signalait publiquement une déclaration commune avec une formation israélienne.

(Publié)
GROUPE
de
PROFESSEURS LIBANAIS
organise des cours
d'arabe à
L'ÉCOLE GERSON
31, rue de la Pompe - 75016 PARIS
— Conformez aux progr. libanais.
— Pour dièses de tous niveaux.
— Pour tous renseignements :
Tél. 555-47-56

EDITION HORS-SERIE LE NOUVEL Observateur

Pour la première fois toutes les informations politiques, économiques, géographiques, pays par pays, dans

ATLASECO

VIENT DE
PARAITRE
20 F
seulement

170 pays
228 pages
82 cartes
360 tableaux

atlas économique et politique mondial

Pour chaque pays :
● organisation politique
● tableau des
60 productions agricoles et des
40 productions minières
pays par pays en 1975
● l'économie des 170 pays
en 1975 (PNB, Commerce
extérieur, taux inflation,
chômage, aide reçue ou donnée...)

en vente chez tous les marchands de journaux

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France
Le Monde
présente une
Sélection
hebdomadaire
Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

150

ÉDUCATION

Le Conseil de l'enseignement supérieur approuve la transformation de deux U.E.R. d'Amiens

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), réuni vendredi 1^{er} octobre, a approuvé un projet de décret accordant un statut dérogatoire (par rapport à la loi d'orientation) à deux unités d'enseignement et de recherche de l'université d'Amiens. Les crédits de ces deux U.E.R. — sciences et techniques à Saint-Quentin, sciences juridiques à Amiens — leur seront désormais attribués directement par le secrétariat d'Etat aux universités et non plus par le conseil de l'université. Ce texte a été adopté par 45 voix contre 35.

A l'issue de la réunion, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) et de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Ex-Renouveau) ont dénoncé « la collusion gouvernement-patron » réaction au sein du CNESER, qui vient de décider la partition du service public d'enseignement. Les deux organisations ont ajouté : « Nous ne plions pas devant l'arbitraire. »

Le Conseil a, d'autre part, adopté un projet de décret à propos des instituts universitaires de techno-

logie. Approuvé par 45 voix contre 34, ce texte prévoit que les directeurs d'I.U.T. seront nommés directement par le secrétaire d'Etat aux universités. Celui-ci ne sera plus tenu de suivre l'avis du conseil d'administration de l'I.U.T. Les chefs de départements d'I.U.T. seront, pour leur part, nommés directement par les recteurs après avis du directeur du conseil d'I.U.T. et du conseil du département intéressé. Ils seront nommés pour trois ans.

● Mme Alice Samia-Selhi, secrétaire d'Etat aux universités, est arrivée, vendredi 1^{er} octobre à Djakarta, pour une visite officielle de deux jours à l'occasion de l'inauguration d'une labora-

toire électronique et d'un centre de documentation franco-indonésien à l'Institut technologique de Bandung. (A.F.P.)

● Le président de l'association « L'école, instrument de la paix » (E.I.P.) observe à Genève, depuis neuf jours, une grève de la faim, qu'il a l'intention de poursuivre jusqu'à ce que soit résolu le problème financier de son organisation. L'E.I.P. a besoin, pour mener à bien sa tâche, de 500 000 francs suisses. Cette association, qui compte plus de dix mille membres, a pour objectif d'obtenir que dans chaque établissement scolaire soit enseigné « un civisme international dépourvu des aspects nationaux, la compréhension réciproque, le respect de la vie et des hommes, la tolérance et la responsabilité. » (Corresp.)

● La grève des conseillers d'éducation et des conseillers principaux d'éducation des lycées et collèges qui a eu lieu vendredi 1^{er} octobre a été suivie, selon le ministère, par 16 % et selon les syndicats par 60 % des personnels de ces catégories.

ANCIENS COMBATTANTS

Le comité du souvenir aux mutilés du Mont-Vallier organisera sa cérémonie annuelle à la mémoire des quatre mille cinq cents fusillés par les occupants nazis entre août 1940 et août 1944, le 9 octobre à 15 heures, au Memorial de la France combattante.

A LA FRANGE DU CATHOLICISME

Le gaspillage des schismes

Les abus du centralisme romain et l'uniformité de l'Eglise catholique — réalité d'hier mais encore pour une part d'aujourd'hui — sont une chose. L'incroyable émiettement des Eglises chrétiennes en est une autre : c'est ne compenser pas cela. Ce sont au contraire deux phénomènes également irritants parce qu'anormaux : ils contredisent non seulement l'idéal de l'Evangile, fondé sur la liberté et l'amour, mais aussi le commandement de Jésus : « Soyez un comme mon Père et moi sommes un ».

On compte dans le monde près de trois mille dénominations chrétiennes en additionnant aux grandes Eglises, qui comportent des centaines de millions de fidèles, les divers rameaux confessionnels ou sectes se réclamant du Nouveau Testament.

Particulièrement chaotique sur le plan de l'unité institutionnelle et doctrinale l'Eglise catholique, on le sait, a subi ou provoque depuis vingt siècles des dissidences — schismes ou hérésies — sur lesquelles elle a jeté l'anathème, pour reprendre une vieille expression qui, heureusement, n'a plus cours.

Presque toujours, les conciles ont été convoqués pour rejeter des mouvements théologiques et essayer — sans grand résultat — d'étouffer des courants doctrinaux jugés déviants. Ainsi, l'histoire de l'Eglise est jalonnée de séparations spectaculaires qui ont infléchi, peu ou prou, le destin des peuples au temps où politique et religion étaient étroitement imbriquées.

Outre les deux grands schismes d'Orient (XI^e siècle) et d'Occident (XV^e et XVI^e siècles) (1), les exemples ne manquent pas. Par exemple l'arianisme a été condamné par le concile d'Epheèse (431) ; l'hocisme par Nicée II (787) ; le catharisme par Latran III (1179) ; les Vandéens et les Albigeois par Latran IV (1215) ; les Russes par Constantin (1454-1459) ; le conciliarisme par Latran V (1512-1517), etc.

En 1515-1563, le concile de Trente qui opposa au protestantisme naissant une série de définitions dogmatiques et de réformes disciplinaires, fut la cause avec les luthériens et les calvinistes, privant ainsi les deux parties des richesses propres à chacune. Les conséquences de ce schisme sont lointaines, mais encore, pour bien des points, Vatican II ait jeté beaucoup de lest : à tel point que l'on a pu parler d'une « dé-protestantisation » de l'Eglise romaine, au grand dam des intégristes.

Dissidences en cascades

En définissant le nouveau dogme de l'infalibilité pontificale, Vatican I (1870) a suscité la naissance d'une véritable Eglise schismatique. Dans le sillage du grand théologien allemand, Doellinger, qui mena une campagne contre ce dogme, adopté, il est vrai, dans des conditions particulières et sous la pression de l'empereur, plusieurs prêtres et évêques se séparèrent de Rome pour se rattacher à l'Eglise Vieille-catholique. Les origines de celle-ci remontent au huitième siècle, mais elle connaît un essor particulier au moment du jansénisme lorsque les exilés de Port-Royal se réfugièrent auprès de l'Eglise d'Utrecht. En 1839, une union de ces Eglises (Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Autriche-Hongrie) fut fondée. Depuis 1931, les Eglises Vieilles-catholiques sont en communion avec l'Anglicanisme et sept ans plus tard elles ont adhéré au conseil œcuménique.

Les vieux-catholiques sont de trois cent mille à cinq cent mille dans le monde (treize évêchés, près de six cents prêtres). Leur Doellinger, qui mena une campagne contre ce dogme, adopté, il est vrai, dans des conditions particulières et sous la pression de l'empereur, plusieurs prêtres et évêques se séparèrent de Rome pour se rattacher à l'Eglise Vieille-catholique. Les origines de celle-ci remontent au huitième siècle, mais elle connaît un essor particulier au moment du jansénisme lorsque les exilés de Port-Royal se réfugièrent auprès de l'Eglise d'Utrecht. En 1839, une union de ces Eglises (Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Autriche-Hongrie) fut fondée. Depuis 1931, les Eglises Vieilles-catholiques sont en communion avec l'Anglicanisme et sept ans plus tard elles ont adhéré au conseil œcuménique.

L'Eglise dont nous venons de parler ne doit pas être confondue, malgré l'homonymie avec l'Eglise catholique d'obédience française, qui date de 1865-1868 et dont les paroisses en France se comptent sur les doigts d'une seule main, notamment dans le Sud-Ouest (Bordeaux et Toulouse). Elle serait florissante à New-York et compterait, dit-elle, 35 000 fidèles dans le monde. Les objectifs de cette Eglise sont essentiellement l'infalibilité pontificale dans le cadre de la collégialité et mentionne Paul VI et le patriarche de Constantinople dans sa liturgie. La messe est célébrée en latin. Le pèlerinage de Notre-Dame d'Espérance (près de Montauban) désigné par l'Eglise catholique en 1950, a été restauré par cette confession. Mais ce n'est pas tout. Il existe

(1) Le schisme d'Orient marque la scission entre l'Eglise byzantine et l'Eglise romaine, survenue en 1054 par Chios et consignée par Michel Cerularius en 1054. Jean XXIII et Paul VI ont renoué avec le patriarche œcuménique de Constantinople. Le grand schisme d'Occident divisa l'Eglise catholique de 1378 à 1422 : il y eut plusieurs papes à la fois, l'un à Rome, l'autre à Avignon.

RELIGION

rale et la discipline catholiques, il n'est pas nécessaire — il n'est presque plus nécessaire — de quitter l'Eglise-mère. Les réformes se font mieux du dedans que du dehors et elles sont ainsi plus utiles à l'humanité.

Quant à Mgr Lefebvre, l'Eglise risquerait de s'appauvrir en le rejetant. Une excommunication du fondateur d'Ecône ne serait certes pas injustifiable, mais elle serait mal comprise et impopulaire même auprès de certains de ses adversaires. En outre, elle serait maladroite. Vatican II fut fait à la fois par une majorité progressiste et par une minorité conservatrice. Cette dernière ne s'est pas évaporée. Elle continue

à servir de contrepois. S'il est vrai que l'Eglise a vocation auprès de tous les hommes de bonne volonté, chacun de ceux-ci doit pouvoir s'y sentir à l'aise.

Paul VI le sent parfaitement qui continue à s'efforcer — sans se soucier de paraître faible — de ne rien briser. Le temps travaille davantage pour lui que pour l'ancien archevêque de Dakar.

A notre époque qui a élevé le dialogue au niveau d'une vertu, qui se vante d'entrer dans la psychologie de l'opposant et qui proclame son opposition au schisme, on voudrait croire que le gâchis des schismes n'est plus inévitable.

HENRI FESQUET.

Libres opinions

Le Rassemblement des silencieux de l'Eglise, animé par M. Pierre Debray et Mme Françoise Lurot, a organisé une réunion, ce samedi 2 octobre, de 14 à 24 heures, au Palais de la mutualité, rue Saint-Victor, à Paris (3^e). Cette assemblée devait comporter une large participation de prière (méditation, rosaire, salut du Saint-Sacrement), une table ronde — à 16 heures — et une réunion de commissions. Les orateurs prévus à la « table ronde » sont MM. Chauchard, de Bédaride, Jean Dutoit, Jacques Duquesne.

Le thème de cette réunion portera sur la crise de l'Eglise, l'affaire Lefebvre et les excès des progressistes.

M. Pierre Debray présentera comme centrale la convocation d'un concile national, ainsi qu'il l'expose ci-dessous.

Pour la convocation d'un concile national

par PIERRE DEBRAY (*)

MGR LEFEBVRE fut un révélateur. Il est devenu un alibi. Son cas particulier tend désormais à dissimuler le véritable enjeu de la crise qu'il a provoquée. S'il s'était engagé dans la voie du schisme, 5 % seulement de catholiques pratiquants l'auraient suivi, tandis que 25 % lui sont favorables, et que 3 % déclarent qu'ils participeraient à une messe célébrée selon le rite de saint Pie V, s'ils en avaient l'occasion.

Certes, les sondages ne fournissent que des instantanés. Ils photographient l'état de l'opinion à un moment donné. Même si l'on tient compte du fait que les questions ne sont pas formulées de façon identique, quand on tente de tracer une courbe d'évolution, il apparaît très clairement que l'opinion catholique, massivement favorable, il y a dix ans, au second concile du Vatican manifeste, aujourd'hui, un certain désenchantement. En fait, un pratiquant sur quatre (25 %) estime qu'il a fait plus de mal que de bien à l'Eglise catholique et la même proportion (25 %) que l'Eglise a entamé son déclin. Ces deux réponses ne se recoupent pas. Il est évident que dans leur majorité ces partisans de Mgr Lefebvre croient à un recul passager, provoqué par le concile, non à un déclin. Donc, une proportion non négligeable de catholiques qui continuent de penser que Vatican II a été un événement heureux estiment qu'il n'est pas parvenu, pour autant, à engager un processus de décadence.

Quand le cardinal Marty explique qu'il suffit d'appliquer le concile et de faire preuve de pédagogie, il est permis de lui demander pourquoi il ne l'a pas appliqué plus tôt ? Pourquoi ce souci pédagogique ne se manifeste qu'après l'ébranlement provoqué par « l'affaire Lefebvre » ? Il est bien tard. N'est-il pas trop tard ? De toute façon, le concile n'est pas un bloc. Il comprend des constitutions et des décrets, qui ne sauraient être mis sur le même plan, des constitutions dogmatiques (qui développent, enrichissent la foi de l'Eglise, même si elles ne promulguent pas de dogmes nouveaux) et des constitutions pastorales.

Mgr Lefebvre critique Vatican II, Maurice Clavel, qui ne passe pas pour être de ses amis, le critique. Un catholique pratiquant sur quatre le critique. Ne nous voyons pas la face. De nos jours, l'histoire de l'Eglise tout entière passe au crible de la critique. Aucun concile n'est épargné et l'on sait assez le mauvais sort que la littérature ecclésiastique fait au concile de Trente ou au premier concile du Vatican, depuis quelques années. De quel droit Vatican II serait-il réputé intouchable ? Ce n'est pas l'aspect dogmatique de ce concile qui est mis en question, c'est son aspect pastoral. Ce qu'il a, non de permanent, mais de transitoire. Non d'éternel, mais de temporel. Non de spirituel, mais de charnel. Tous les conciles sont ainsi. C'est la loi de l'incarnation. D'une certaine manière, qui ne passe pas, ils manifestent la foi de l'Eglise d'une autre, plus ou moins durable encore, que toujours périssable, ils expriment un certain rapport de l'Eglise au monde de son temps.

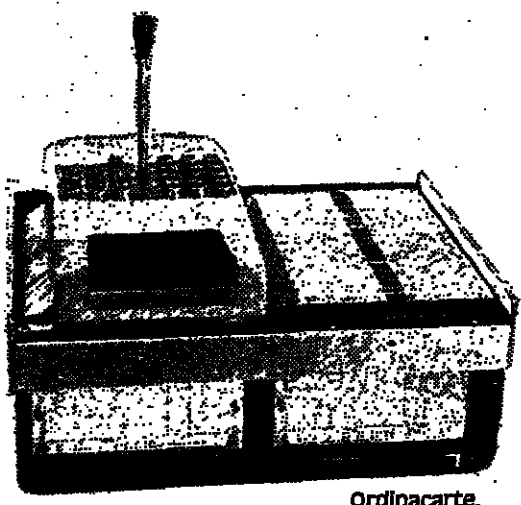
Est-ce le fait de l'accélération de l'histoire ? D'une disposition toute cléricale à un agenouillement devant le monde que les chrétiens de la fin du vingtième siècle n'acceptent plus ? D'une analyse socio-culturelle qui évacue toute prospective ? Peu importe, au niveau du constat. La pastorale de Vatican II, en dix ans, a si mal vieilli que la voici dotée d'une superbe barbe blanche. Alors Vatican III ? N'allons pas vite. D'abord, on ne réunit pas un concile tous les dix ans. Ensuite, il n'est nullement certain qu'en Afrique ou en Amérique du Sud les catholiques voient ces choses de la même façon que nous. Nous ne vivons pas, les uns et les autres, le même type de révolution. La leur touche aux structures socio-économiques. La nôtre au modèle. Nous sommes en pleine révolution culturelle. Il ne s'agit pas de savoir si cette révolution est bonne ou mauvaise, si elle nous plaît ou non. Il suffit de constater que dans les pays occidentaux aucun parti au pouvoir ou susceptible d'y parvenir, qu'il soit de droite ou de gauche, ne prétend modifier radicalement les structures socio-économiques. Un bouleversement provoquerait une catastrophe. D'où de prudents amendements, un peu plus ou un peu moins de nationalisations. Par contre, l'image que l'homme occidental, depuis quatre siècles au moins, se donnait de lui-même se trouve brutalement mise en question. Le modèle que lui fournissait l'humanisme se brise. On n'obtient plus les textes pastoraux de Vatican II. Ils sont fondés sur la recherche d'une réconciliation de l'Eglise et de cet humanisme occidental (fondamentalement anti-chrétien) en pleine décomposition. Tout se passe comme si le catholicisme, qui avait été, au cours de ces quatre siècles, l'unique forteresse qui résistait en Occident au flot battant de l'humanisme, se rendait, se livrait, s'abandonnait à l'heure du reflux.

Ainsi se trouve posée la vraie question : dans cette révolution culturelle (qui débouche si nous n'y prenons garde sur le nihilisme), l'Eglise a quelque chose à dire que personne ne peut dire à sa place. Si nous en jugeons par la pastorale actuelle, elle n'a rien à dire, du moins en Occident. Alors qu'elle cesse de bafouiller. Pour nous être mis à l'écoute de l'Orient chrétien, nous sommes quelquefois à penser tout au contraire que la partie se joue entre le nihilisme et l'eschéologie chrétienne. Que l'on peut vivre la fin des temps comme désastre subi stoïquement ou comme espérance librement assumée.

Nous ne sortons de la crise que si nos évêques, après une large consultation des forces vives du laïcat, dont personne ne sera exclu, remettent en chantier l'ensemble de leur pastorale. Nous demandons que commence, le plus tôt possible, la préparation non d'un concile universel, œcuménique, mais plus humblement d'un concile national où évêques, prêtres et laïcs examineront la seule question qui compte aujourd'hui : qu'est-ce que l'Eglise a à dire que personne d'autre ne peut dire à sa place ? Et comment le dire ?

(*) Fondateur des Silencieux de l'Eglise.

Entre les grands moyens et pas de moyens du tout, voici la solution pour votre classement



Ordinateur.

Pour leur classement, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'un système informatique sophistiqué. Mais aucune entreprise ne peut se passer de classement.

Ordinateur permet la recherche directe des fiches dans leur logement et leur sélection selon des combinaisons multiples. Pas de classement des fiches, Ordinateur se charge de les retrouver.

Exemples d'application : analyses de clientèle, planning d'achat, gestion du personnel, des stocks, documentation...

La gamme Fichier Sélection ? du moyen de classement manuel au moyen de recherche électronique, des équipements éprouvés par des milliers d'applications adaptées à chaque cas.

FICHER SÉLECTION

BP N° 5
92170 Vanves
17 r. Aristide Briand
Tél. 645.21.01

Je souhaite recevoir votre documentation FICHER SÉLECTION. B.P. 5, 92170 Vanves

NOM _____
ENTREPRISE _____
ADRESSE _____
TELEPHONE _____ POSTE _____



OU EN EST LE ROMAN POPULAIRE EN 1976 ?

Hugo, Balzac, Zola sont lus
par tout le monde
Est-ce un but à rechercher
aujourd'hui ?

Et qu'est-ce qu'une littérature populaire ?
Bernard Clavel, Max Gallo,
René-Victor Pilhes
et Claude Simon répondent.

La littérature, c'est aussi un fait politique.

C'est pourquoi Politique-Hebdo en parle.

Egalement au sommaire :

- Plan Barre : les refus.
- Rhône-Poulenc : la saga des Gillet.
- Etranger : les élections en RFA. SOS Algérie.
- Consommation : les patates de Livry-Gargan.

Télévision. Cinéma. Livres. Expos.

Guy Bedos : « La politique c'est ça ».

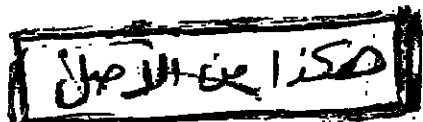
et une ouverture rétro pour un journal d'avenir
par Sempé.

politique hebdo

nouvelle formule



En vente dès aujourd'hui chez tous les marchands de journaux.



150

Le Monde aujourd'hui

AUTO-STOP

Marie et la liberté

« Vous allez à Aurillac ? »
— C'est sur mon chemin. Si je puis vous rapprocher...
C'est une femme, accompagnée d'une fillette, fait de l'auto-stop à la sortie d'Argentan, petite commune de Corrèze.

CROQUIS

Pas un mot à Ramoz

Au comptoir du café, devant un verre de vin, deux magots parlent à haute voix. On dirait qu'ils interprètent le *Cegall* et le *Fémi*, de Pierre Pechin. L'un est Portugais, l'autre Algérien. Ils se racontent leur pays, le soleil, la famille, le fado, le couscous...
A mesure que les verres défilent, leurs rêves deviennent projets :
— A Toulouse, j'en prends 100 000 (tu sais ce que c'est 100 000 ?) et tu viens avec moi au Portugal.
— Et le travail ?
— Tes malades. Tu comprends : l'es malade et moi le suis malade. On va au Portugal. Mais surtout, tu dis rien à personne, même pas à Ramoz. Tu viens chez moi, tu dors chez moi, tu manges chez moi. Tu prends que 100 000.
— Avec 100 000 l'es assez. Mais tu dis rien à personne, même pas à Ramoz. (A la patronne : La même chose s'il vous plaît.)
— Et les papiers ?
— Tu viens avec moi au coussin et je t'arrange ça. T'es compris : au coussin.
— Faut pas le dire.
— A personne, même pas à Ramoz...
Tels ils parlaient dans le café désert, et le flipper seul entendit leurs paroles.

G. DENOY.

VOYAGE

L'AMÈRE PATRIE

Je rentre d'un voyage en France. Je vais régulièrement, souvent que possible, à l'école d'été de la Bécassine dans le passé et l'imaginaire. Une fois de plus me voilà déçu. Je reviens bredouille d'un safari aux mythes, les mains vides, les valises et l'âme dégoûtées. La Bécassine n'a pas eu lieu. Comme Québécoise je suis sans doute à la recherche d'une terre natale perdue, d'un pays mythique dont m'entretenaient avec ferveur et passion mes parents et mes maîtres à l'école. Je suis en quête d'une France parfumée, odorante comme celle de la chanson « Ça sent si bon la France ». C'est décevant de remonter aux sources et de les trouver ou de les croire taries.

Botrel ? Connais pas

A Palmol, j'ai vainement cherché les chansons de Botrel dans plusieurs librairies de la ville, à croire que Botrel est aussi inexistante que le château de Moulinsart et Clocher-Bécassine. Ma requête insolite a été diversement accueillie et on m'a parfois regardée avec une curiosité amusée. Certains Français ignorent jusqu'au nom de ce chanteur des Palmolaises dont les yeux sont plus bleus que le ciel, n'en déplaise à saint Yves le patron des marins quittant leurs genêts et leurs landes pour aller sur pêches d'Irlande ; des crâpes, châtagnes et cendre d'or, mon doux ! Rares ceux qui s'étonnent de voir qu'une Québécoise sache que les gars de Locminé ont de la maillette sous leurs souliers. Mais que des Bretons ignorent Botrel, même si ses chansons sont démodées et un peu mièvres, n'est-ce pas aberrant ? Et quand dans un bar voisinant le calvaire, à Plougastel, le juke-box émet une bruyante musique pop-clamant : « I am going to change », on ne peut réprimer un sentiment de gêne, un malaise. Ça saute pourtant à l'oreille, inutile d'insister, de la chanter sur tous les tons, le changement est déjà là, visible, palpable, audible et parfois regrettable.

Pardonnez-moi si je fais étiage d'érudition mais je lisais Bécassine dans le texte. Bécassine me plaisait comme Tintin à plus à mes fils et j'ai fait jouer le jeu à mon tour en demandant au premier Quimpérois venu de m'indiquer la route de Clocher-Bécassine.

treprise (cette même naïveté qui pousse les Français en voyage au Québec à chercher Maria Chapdelaine ?) La lucidité encombrante prend toujours le pas sur la nostalgie et le sentimentalisme. Au Mont-Saint-Michel, cette roche bourdonnante où les touristes butinent et font leur miel sur mille objets québécoises (les Français disent kitch mais chez nous on est habitué à inventer des mots quand besoin est), c'est d'une tristesse ! Il faut se frayer un chemin parmi les vendeurs du temple et leur caravansérail de bimbeloterie tapageuse pour accéder à l'abbaye. Je l'avoue, j'ai renoncé et me suis repliée sur Saint-Malo, beau port de mer. Là, je n'ai pas cherché les navires chargés d'évoquer, chargés du blé de la chanson, mais un souvenir de Jacques Cartier retrouvé, les traits creux, dans un musée. Toujours à Saint-Malo, s'il est question de Chateaubriand c'est pour entendre : « Saignant ou est point ? » Et comment oser répondre « bien sûr » ? Il faut être de son temps, quitte à rester sur son appât.

La nostalgie d'un pays perdu

Autre chose étonnante, les Français manquent de fantaisie et d'imagination dans certains domaines alors que nous, Québécois, leur prêtons bien volontiers tous les mérites de l'esprit et de la subtilité. S'il renonce aux chaînes (bien nommées) hôtelières, le touriste à l'impression de visiter un interminable zoo : que de Lion d'or, de Cheval blanc, de Cheval rouge sinon nous paye où pourtant même les voyelles ont chacune leur couleur distinctive ! Bien sûr, on ne peut pas prétendre loger tous les soirs à l'auberge de la Grande Ourse, où au lieu des deux ou trois étoiles du petit livre rouge (celui de Michelin) on pourrait compter sur toute une galaxie, mais on le regrette. Servir de rêves on dort moins bien. Et puis le Québécois pur laine a beau endimancher sa langue, il ne

met pas l'accent tonique là où il faut et se perd dans les relents normands dont on rit volontiers à Paris. Enfin Malherbe vint... mais nos ancêtres étaient déjà parties les Français devraient avoir l'élégance d'en tenir compte. Hélas ! quand avec des airs paternalistes ou supérieurs, au lieu de rire sous cape, ils s'attendent, c'est plus vexant encore. Il y a risque, quand on frôle la condescendance, de friser le ridicule. A la lettre B d'un dictionnaire, on trouve la photo de l'actuel premier ministre québécois Bourassa (Robert) et pas celle de Brejnev (Leonid). A notre tour de rigoler doucement. En France aussi le langage évolue à sa façon et même une Québécoise peut y alimenter son ironie. Il n'y a pas si longtemps, pour marquer son admiration, le Français s'écriait : « C'est quelque chose. » Maintenant il dit plutôt : « C'est pas rien. » Nuance. Et gare au Bécassin arrivé de la ville qui ne le sait pas encore. (Tiens, je manque aussi d'élégance.)

GUY IOZIA.

(Lire la suite page 21.)

Au fil de la semaine

UN rapport du ministère de l'intérieur vient de répéter, statistiques à l'appui, que la délinquance juvénile ne cesse d'augmenter en France (1). Le savoir déjà : chaque année, l'avertissement est rituel. Il provoque non moins rituellement de savantes études de psychologues et sociologues, des commentaires angoissés de parents et d'éducateurs, qui, tous, d'un doigt vengeur, désignent les coupables : la télévision, le cinéma, la presse, en ajoutant, pour faire bonne mesure, quelques considérations sur la société, la vie moderne, la crise de civilisation. Puis le silence retombe jusqu'au prochain crime de jeunesse ou jusqu'au prochain rapport.

Qu'en est-il réellement, quelles sont la nature, la portée, les conséquences de la représentation de la violence par les médias ? Et que faire ? A ces questions, deux groupes de travail cherchent des réponses. L'un, présidé par M. Alain Peyrefitte, examine la violence en général dans notre société, et il lui faudra encore un an ou moins avant d'avoir achevé sa tâche. L'autre, dit « commission Chavaron » du nom de son président, se limite précisément à l'étude de la violence dans les médias d'information de masse. Sa mission : « comment surmonter les contradictions qui se présentent dans certains cas de violences dramatiques et flagrantes entre les exigences de l'information et celles de l'ordre public ». Constituée au printemps, cette commission a déjà tenu environ vingt-cinq séances et compte, dès le mois prochain, remettre son rapport au premier ministre, puis le publier.

La France n'est évidemment pas le seul pays qui se préoccupe de cette évolution et de ce problème. En attendant le rapport Chavaron, un document canadien, établi par une commission royale d'enquête chargée d'étudier la violence dans les médias, apporte d'intéressants éléments de réflexion.

La commission canadienne dispose de moyens propres à faire réver M. Chavaron. Elle a d'abord procédé au dépouillement systématique de deux mille ouvrages, rapports et études, sur le sujet, diffusés cinquante mille brochures-questionnaires, fait réaliser un film présenté à cinquante mille spécialistes en douze langues, avec un numéro de téléphone, que l'on peut appeler à tout moment, de jour comme de nuit, un centre pour recueillir les réactions immédiates des téléspectateurs aux images de violence. Après quoi, elle est devenue itinérante et a tenu quarante audiences publiques dans trente-sept localités d'importance diverse pour que les simples citoyens puissent s'exprimer. Ces audiences ont été annoncées à trois reprises dans toute la presse nationale et locale : pour le seul État d'Ontario, par exemple, dans 44 quotidiens et 408 hebdomadaires ou périodiques, et en 23 langues. Et ce n'est pas fini : c'est à la fin de l'année, après une nouvelle série d'audiences publiques, que la commission aura terminé son enquête. Elle vient néanmoins de publier trois gros rapports intermédiaires pour exposer l'état de ses travaux et formuler ses premières conclusions.

Avant de laisser de côté tout ce qui, dans ces documents, concerne uniquement le Canada, relevons quelques données spécifiques : 96 % des foyers ont la télévision, et comme la part des émissions — séries policières et d'aventure notamment — achetées aux États-Unis ne cesse de s'accroître, il n'est pas étonnant que les ondes soient quasi unanimement considérées comme le vecteur principal de la violence. Chaque Canadien regarde la télévision treize heures par semaine en moyenne et les enfants bien davantage : on a calculé qu'à la fin de leurs études qu'à l'école, où ils ont passé en moyenne douze mille heures. S'ils n'atteignent pas le record de l'enfant américain, qui, à l'âge de quinze ans, a pu voir ainsi treize mille meurtres à la télévision, ils sont comme les nôtres, plus même que les nôtres, semble-t-il, abreuvés de scènes de violence physique à la cadence de sept ou huit par heure aux moments de la meilleure écoute.

La première constatation décevante que formule la commission canadienne est que nous sommes très mal renseignés. Partout on admet, on proclame que les médias, en général, et d'abord la télé-

VIOLENCE ET TÉLÉVISION

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

vision, puis, au second rang, la presse écrite, incitent à la violence et on le déplore hautement. Mais très rares et peu satisfaisantes sont, dans le monde entier, les recherches faites pour explorer les mécanismes, mesurer les conséquences, évaluer l'exacte responsabilité des médias. On se borne à des mesures quantitatives en laissant de côté les éléments qualitatifs ; encore n'appréhend-t-on que les scènes de brutalité, de meurtre, de guerre ou de terrorisme, et non la violence psychologique et sociale. Les remèdes proposés sur ces bases très insuffisantes sont, dès lors, de deux ordres : ou bien il ne s'agit que de fâmes palliatifs dont nul n'ignore qu'ils seront sans effets ; ou bien on prône des solutions intrinsèques et absolues dont on sait bien qu'elles seront inopérables.

La violence psychologique et sociale, plus subtile et difficile à saisir, n'a pas moins de conséquences, au moins aussi graves et peut-être davantage que la violence physique. Elle accredit une image déformée de la réalité, mine et détruit l'aversion envers la violence et la sensibilité naturelles et fait finalement admettre comme inévitables, normales, acceptables des stéréotypes qu'il faudrait combattre. Les groupes minoritaires sont généralement sous-représentés, et les professions libérales ou prestigieuses sont largement sur-représentées, particulièrement les policiers, qui apparaissent comme un élément dominant de la société. Les femmes, très sous-représentées, sont généralement cantonnées dans les rôles sexuels, romantiques ou familiaux et sont très souvent malisées, soumises et « popotes ». Jeunes pour la plupart, leur préoccupation essentielle est le mariage. La famille-type a un certain modèle d'automobile, un certain rang social, et possède tous les accessoires de la technologie, ce qui engendre des frustrations chez ceux qui ne peuvent obtenir ce type de vie.

L'impossibilité de satisfaire ces exigences sans cesse croissantes dérive tout naturellement vers la violence physique. Celle-ci est spectaculaire mais propre : les personnages criblés de balles ou poignardés meurent avec peu d'effusion de sang et une simple grimace avant de disparaître de l'écran. Leurs agresseurs sont des inconnus ou des gens ordinaires. La violence est simple, atroce, parfois glorieuse, presque toujours payante et royalement punie. Sa représentation engendre l'imitation, enseigne les techniques, incite au terrorisme montré comme politiquement efficace, désensibilise et démolit devant la violence réelle, enfin répond la positivité en convainquant chacun qu'il est une victime en puissance.

Les journalistes et les professionnels des médias avancent un certain nombre de réponses. Ils font valoir que tout le monde ne voit pas la violence de la même façon : que le public a le droit de savoir ; que le choix est entre les sociétés libérales, avec pour corollaires la concurrence économique, la manipulation des émotions pour attirer le public et vendre, et les systèmes totalitaires où la liberté d'expression est foulée aux pieds, la censure omnipotente. Que faire ? La commission canadienne avance quelques suggestions. Aux hommes des médias, elle demande de modérer l'importation d'une épidémie de violence, de multiplier les avertissements aux téléspectateurs, auditeurs et lecteurs pour éviter qu'ils ne soient surpris par une émission, un film, de repousser les émissions choquantes hors des heures de grande écoute, de mieux filtrer certaines images. Au public, elle suggère de s'organiser collectivement pour des actions de boycottage et des mises en garde, pour poursuivre judiciairement les cas d'excès, et individuellement pour protéger les enfants et les adolescents. Au pouvoir politique, elle propose un certain nombre de mesures allant jusqu'à des sanctions fiscales, mais d'abord la stricte application des lois existantes. Elle écarte cependant la censure pure et simple, non qu'elle adhère au raisonnement de ceux qui allèguent que les lois réglementant la conduite automobile ou l'usage des boissons alcoolisées sont des censures, mais parce qu'elle pense qu'il ne serait pas réaliste d'oublier, en recourant à la contrainte, qu'à côté de leurs défauts et de leurs méfaits les médias ont aussi leurs qualités, leur bienfaits.

(1) En neuf ans, de 1967 à 1975 inclusivement, les crimes et délits commis par des mineurs de dix-huit ans ont augmenté de 145 % et représentés 10,7 % de l'ensemble des crimes. Les faits que la criminalité des adultes s'est accrue de 25 % (Le Monde du 17 septembre 1976).

vision, puis, au second rang, la presse écrite, incitent à la violence et on le déplore hautement. Mais très rares et peu satisfaisantes sont, dans le monde entier, les recherches faites pour explorer les mécanismes, mesurer les conséquences, évaluer l'exacte responsabilité des médias. On se borne à des mesures quantitatives en laissant de côté les éléments qualitatifs ; encore n'appréhend-t-on que les scènes de brutalité, de meurtre, de guerre ou de terrorisme, et non la violence psychologique et sociale. Les remèdes proposés sur ces bases très insuffisantes sont, dès lors, de deux ordres : ou bien il ne s'agit que de fâmes palliatifs dont nul n'ignore qu'ils seront sans effets ; ou bien on prône des solutions intrinsèques et absolues dont on sait bien qu'elles seront inopérables.

La violence psychologique et sociale, plus subtile et difficile à saisir, n'a pas moins de conséquences, au moins aussi graves et peut-être davantage que la violence physique. Elle accredit une image déformée de la réalité, mine et détruit l'aversion envers la violence et la sensibilité naturelles et fait finalement admettre comme inévitables, normales, acceptables des stéréotypes qu'il faudrait combattre. Les groupes minoritaires sont généralement sous-représentés, et les professions libérales ou prestigieuses sont largement sur-représentées, particulièrement les policiers, qui apparaissent comme un élément dominant de la société. Les femmes, très sous-représentées, sont généralement cantonnées dans les rôles sexuels, romantiques ou familiaux et sont très souvent malisées, soumises et « popotes ». Jeunes pour la plupart, leur préoccupation essentielle est le mariage. La famille-type a un certain modèle d'automobile, un certain rang social, et possède tous les accessoires de la technologie, ce qui engendre des frustrations chez ceux qui ne peuvent obtenir ce type de vie.

L'impossibilité de satisfaire ces exigences sans cesse croissantes dérive tout naturellement vers la violence physique. Celle-ci est spectaculaire mais propre : les personnages criblés de balles ou poignardés meurent avec peu d'effusion de sang et une simple grimace avant de disparaître de l'écran. Leurs agresseurs sont des inconnus ou des gens ordinaires. La violence est simple, atroce, parfois glorieuse, presque toujours payante et royalement punie. Sa représentation engendre l'imitation, enseigne les techniques, incite au terrorisme montré comme politiquement efficace, désensibilise et démolit devant la violence réelle, enfin répond la positivité en convainquant chacun qu'il est une victime en puissance.

Les journalistes et les professionnels des médias avancent un certain nombre de réponses. Ils font valoir que tout le monde ne voit pas la violence de la même façon : que le public a le droit de savoir ; que le choix est entre les sociétés libérales, avec pour corollaires la concurrence économique, la manipulation des émotions pour attirer le public et vendre, et les systèmes totalitaires où la liberté d'expression est foulée aux pieds, la censure omnipotente. Que faire ? La commission canadienne avance quelques suggestions. Aux hommes des médias, elle demande de modérer l'importation d'une épidémie de violence, de multiplier les avertissements aux téléspectateurs, auditeurs et lecteurs pour éviter qu'ils ne soient surpris par une émission, un film, de repousser les émissions choquantes hors des heures de grande écoute, de mieux filtrer certaines images. Au public, elle suggère de s'organiser collectivement pour des actions de boycottage et des mises en garde, pour poursuivre judiciairement les cas d'excès, et individuellement pour protéger les enfants et les adolescents. Au pouvoir politique, elle propose un certain nombre de mesures allant jusqu'à des sanctions fiscales, mais d'abord la stricte application des lois existantes. Elle écarte cependant la censure pure et simple, non qu'elle adhère au raisonnement de ceux qui allèguent que les lois réglementant la conduite automobile ou l'usage des boissons alcoolisées sont des censures, mais parce qu'elle pense qu'il ne serait pas réaliste d'oublier, en recourant à la contrainte, qu'à côté de leurs défauts et de leurs méfaits les médias ont aussi leurs qualités, leur bienfaits.

ROLANDE ALLARD-LACERTE.

RADIO-TELEVISION

Rencontres de professionnels autour du petit écran

LES ABSENTS DU VIDCOM

« Trois mille participants sont attendus au VIDCOM », déclarent les organisateurs à la presse. A Cannes, du 23 au 28 septembre, on a surtout remarqué le nombre des absents : aux quelques grands noms de l'électronique qui n'avaient pas jugé nécessaire de louer un stand, répondait une assistance clairsemée de visiteurs à la recherche (vaine) de réelle nouveauté.

« Ceux qui ont tenu à être présents à Cannes en 1976 se déclarent satisfaits », affirme cependant M. Bernard Chevry, commissaire général du VIDCOM, pour qui « il est bien évident qu'il s'agit d'une année de transition ». Si on a suivi l'évolution de ce marché international de la vidéocassette et de la vidéo-communication depuis ses débuts en 1971, la transition devient une sorte de phénomène permanent. Après la « ruée vers l'or » des deux premières années, puis les milliers de dollars engloutis dans des entreprises hasardeuses (du genre E.V.R.), la télévision par câble avait fait maître des espoirs de dénichés collectifs pour des matériels dont le coût demeurait, en général, hors de portée des particuliers.

À l'automne 1976, la situation est plus complexe. Le point de vue des chiffres d'affaires, sous le signe de la stagnation, le VIDCOM 1976 a reflété partiellement la situation. Les deux « grands » du vidéodisque, Thomson et Philips, se sont même abstenus de toute nouvelle démonstration à Cannes, et les difficultés qui restent à surmonter pour la future commercialisation n'ont été évoquées qu'incidemment au cours d'une conférence-débat. Selon M. Larry Finley, directeur de l'ITA (International Tape Association), une récente visite aux usines Philips à Eindhoven l'aurait convaincu qu'un ou deux ans seront encore nécessaires pour mettre le vidéodisque sur le marché. Le prix de l'appareil pourrait être de l'ordre de 500 dollars, à peu près autant que le modèle Thomson.

Dans les couloirs du Palais des congrès, on chuchotait d'autre part qu'une confrontation (secrète) devait avoir lieu à Paris, à l'initiative d'un « Monsieur Bons Officiers », entre Philips et Thomson pour tenter de résoudre quelques difficultés juridiques. Néanmoins, « européenne » d'autant plus nécessaire qu'on annonce que Teledé — première firme à avoir inventé un vidéodisque — vient de fabriquer un modèle sous licence japonaise au prix de 250 dollars. Une fois de plus, la guerre est déclarée entre les fabricants, avant même qu'on ait l'assurance qu'il existe un réel marché pour ce genre de produit.

Aux tergiversations des techniciens, à la trop grande absence de fiabilité et de compatibilité des matériels s'ajoute l'absence de programmes. A qui s'adresseront ces émissions ? Quelles sont les demandes les plus pressantes ? Les plus spécifiques ? Nul ne peut encore le dire.

Idem ou là, en France et ailleurs, des expériences sont tentées, riches d'enseignements, parfois. Quelques industriels mettent leur espoir dans les moyens audiovisuels pour améliorer la communication dans leurs entreprises ou avec leurs clients. Mais la plupart des grandes collectivités nationales — songeons à l'éducation nationale — n'ont pas encore mis à l'épreuve ces nouvelles techniques.

D'autre part, la télédiffusion en France reste à l'état embryonnaire, le pouvoir politique n'ayant ni le désir ni les raisons économiques de favoriser ce nouveau mode de communication. M. Antoine de Clermont-Tonnerre, chargé de ces problèmes auprès du premier ministre, a cependant annoncé que le décret réglementant la distribution — promis depuis d'un an — « sortirait » probablement avant deux mois.

Et la télédiffusion ?

Dans ces conditions peu favorables au développement du marché de l'audiovisuel, les techniciens n'ont pour autant pas moins leurs recherches. C'est ainsi que les ingénieurs du C.C.E.T.T. (Centre commun d'études de télévison et de télécommunication) ont présenté le système Antiope, premier journal télévisé imprimé (le Monde date du 27 septembre). Ce projet du C.C.E.T.T. (Centre commun d'études de télévison et de télécommunication) ont fait à Cannes la démonstration de TICTAC, autre format de texte imprimé sur écran de télévision, mais qui associe le téléphone pour la transmission des questions diverses posées par les abonnés. Une affaire à suivre lorsque le développement du téléphone en France deviendra une réalité.

La firme Microtime Inc (Connecticut, U.S.A.) s'est penchée sur les imperfections qu'on pouvait déceler couramment dans les bandes vidéo. Elle a mis au point un appareil pour la correction de base de temps : le 2020 TBC, dont le modèle F-2020 sera disponible au début de décembre 1976. Le résultat technique est d'une rare perfection. Enfin, on pouvait voir à Cannes présentée par Zynga Electronics Ltd (Grande-Bretagne), un téléprojecteur « mural » (de 1,75 x 1,30) permettant la projection de l'image agrandie à partir d'un appareil recevant aussi bien les émissions d'un réseau national T.V. que les images d'une bande vidéo. Pour qui a la chance d'être assis grandement loin, c'est vraiment le cinéma à domicile. Coût du téléprojecteur : 40 000 F, plus 1 200 F de frais de livraison (depuis l'Angleterre). Quels sont les clients actuels de Zynga ? Réponse : quelques universités, des centres hospitaliers et... des emirs arabes.

On peut se demander, hélas ! si, d'ici longtemps encore, les milliardaires du pétrole ne seront pas les principaux clients du progrès audiovisuel.

CLAUDE DURIEUX.

UN CARGO RÉALISTE AU PRIX ITALIA

QU'EST-CE qu'une dramatique ? Et un documentaire, c'est quoi ? Et une émission musicale, comment faut-il la juger ? Sur la forme ou sur le fond ? Sur l'image ou sur le son ? Ces questions en apparence banales ont leur importance. Au-delà de la simple définition, elles soulignent un courant profond, un désir militant de donner ses vraies dimensions au monde où nous vivons et de permettre aux innombrables Chardons des temps modernes de se voir à l'écran. D'où la tendance de plus en plus répandue au mélange des genres. Ce mélange, les trois jurys du Prix Italia ont au paroxysme du mal à le reconnaître, à l'accepter. Il fallait les voir marquer à la craie les limites exactes de leur territoire et se renvoyer, sourcilieux, agacés, telle ou telle production n'entrant pas, d'après eux, dans la catégorie choisie par les quarante-neuf sociétés de télévision représentant trente-trois nations qui gèrent et financent la rencontre.

À Florence déjà, l'an dernier, à Bologne cette fois-ci — le Prix se promène, c'est l'un de ses traits, à travers la Péninsule — on s'est demandé s'il ne faudrait pas revoir les statuts pour tenter de mieux cerner ce que recouvrent aujourd'hui des étiquettes d'un autre âge. Un exemple : l'Anglais, elle s'est encore classée première et dans la série des documentaires, — l'I.T.V. a présenté une œuvre de fiction qui n'en est pas une. Quentin Crisp, le Fonctionnaire nu, homosexuel patenté, reconnu, plein de tendresse et d'humour, nous a présenté en guise d'introduction cette fidèle adaptation de son autobiographie. J'ajoute, bien sûr, il ne tient pas son propre rôle, inter-

prété par un acteur qui lui ressemble étonnamment.

Dans le même esprit, le second prix, celui de la RAI, est allé à une production allemande, la Vie du poète schizophrène Alexander Mäz, portrait-robot d'un malade mental établi après consultation d'innombrables cas semblables et virulente critique des hôpitaux psychiatriques. Les malades, les accidents du travail, les cancers, les suicides, les bêtises-phoques (victimes de la thalidomide), les opérations à cœur ouvert, on plongeait matin, midi et soir dans un univers cauchemardesque sentant le linoléum et le désinfectant. Le réalisme scandinave a fait école.

C'est sans doute ce qui a incité à aller plus loin encore dans une voie maintenant délaissée, à pousser plus avant la recherche. À lancer avec la participation de la troisième chaîne allemande ce Cargo dans lequel, présenté hors programme, objet de surcroît — il a fait sensation — d'une projection organisée par la municipalité communiste de la ville. Ce téléfilm — nous l'avons vu à Copenhague — s'accompagne, document sur un document, d'un téléfilm en réduction retraçant les étapes de sa réalisation. Responsable : Poul Trier Pedersen, un nom à retenir. Interprètes : des marins de métier invités à établir en studio des liens, des rapports, à noter des situations empruntées à l'observation de la plus stricte réalité et à les exprimer avec des mots à eux.

Phénomène révélateur, ce glissement de terrain, de la fiction à la réalité respecte les sens uniques et s'intéresse vraiment que les dramatiques. Au rayon des

documentaires, notes, on ne veut pas être en reste, on se montre de plus en plus soupçonneux, on ne supporte pas la moindre entorse à la vérité, on abaisse le niveau à la trace et on a récompensé d'enthousiasme la remarquable enquête menée par la télévision polonaise pour aider une jeune femme abandonnée à la naissance à retrouver sa mère.

On attend des commentateurs qu'ils soient concrets, détaillés. Pas de poésie, s'il vous plaît, des chiffres, des faits. Ainsi l'ascension du mont Everest, face sud, par des alpinistes britanniques qu'accompagnait une équipe de la B.B.C. — un de ses opérateurs a trouvé la mort avant d'atteindre au but — n'a pas été primée parce qu'on a négligé de nous dire ce qu'était devenu le cadavre. Je n'invente pas, cela figure — et à mon avis c'est justice — dans les attendus du jury. Même reproche à Michel Fresnel. Sa vision d'une cité de transit, Si près d'ici (A.3), le comble du réalisme à nos yeux, hélas ! habillé à l'obscurité, sentait l'artifice — je cite, — manquait de précision. Combien de travailleurs immigrés sont-ils logés à la même enseigne ? À quoi s'élève leur salaire ? Et leur loyer ? On restait à la surface des choses, on ne parvenait pas à percer les apparences.

Encore une occasion manquée de remonter dans la pierre estimée où l'on nous tient à l'étranger. Un reportage en témoignait, une étude danosée sur la réforme de l'O.R.T.F. et ce qui en est résulté. On en a discuté sans complaisance en marge du Festival, dans le cadre du VIDCOM patronné par Serge Borrelli, maître Jacques plein d'audace et d'idées d'une manifestation que ces a-côtés sau-

vent de l'académisme et de l'auto-satisfaction.

Le renvoi de Maurice Siéglé, ancien directeur d'Europe 1 ; l'interdiction, pardon, la « recommandation » de ne pas passer tel « Dossier de l'écran » ; la fausse objectivité des « Tribunes libres » d'où sont exclus — objecteurs de conscience ou partisans d'un syndicat de soldats — ceux qui s'inscrivent en faux contre le texte de la loi ; des variétés défilées ; un horoscope « sélectement votre » ; des journaux accordant plus de place aux faits divers qu'aux nouvelles de l'étranger ; l'optimisme naïf, moralisateur et rassurant, des présentateurs ; des interviews d'André Rossi, Marcel Juhan, Martin Even et Jacques Thibaut ; au bout de vingt minutes d'émission il ne restait rien de notre télévision.

C'était peut-être un peu sévère ? A peine. Et puis quoi, qui aime bien... Et nos voisins, encore impressionnés par le nouveau roman et la nouvelle vague, s'étonnent de notre retard dans un domaine pourtant si proche du cinéma. Ils s'interrogent : le grand écran ne porterait-il pas ombrage au petit Justement ? Outre-Manche et en-core tout récemment outre-Rhin, on n'avait pas trente-six moyens de s'exprimer par l'image. Faute de production cinématographique conséquente, on allait proposer ses services à la télé. Cela n'explique pas qu'un pays réputé pour la qualité de sa presse écrite supporte sans rechigner certaines atteintes à la liberté d'expression sur les ondes et à l'antenne. Et considère, comme chose inévitable, naturelle, le droit de regard que s'arroge, moins qu'avant sans doute, mais plus qu'ailleurs — le pouvoir sur un monopole qui n'est pas le sien. Que répondre à cela ?

CLAUDE SARRAUTE.

LES GÉRONIMO D'AIX-EN-PROVENCE

À l'about de la vallée longue la mine se meurt, paysage humain sur fond de Cévennes ; mais comment parler d'un pays que le « progrès », enfilant l'idéologie du progrès, condamne sans s'enfermer dans le passé ? Au bout de la vallée longue a été réalisé par Guy Olivier pour Antenne 2 dans la série « La saga des Français ». Le réel et l'imaginaire y dialoguent et s'enrichissent ; cette émission incarne d'autre part les interrogations qui ont traversé les trois semaines Rencontres internationales de télévision d'Aix-en-Provence. Rencontres, non festival, comme le rappelle le sénateur-maire, M. Ciccolini. Des séminaires réunissant ici une cinquantaine de professionnels de la communication autour du concept de « services publics », tandis que des projections non compétitives invitent à lire sur l'écran des œuvres de France et d'ailleurs dont on appréciera la valeur artistique — et la relation avec le réel — comme on peut le faire dans un ciné-club. Sur les deux territoires des Rencontres, l'incertitude du présent et le désir d'inventer (ou de restaurer) un « âge d'or » se confrontaient, et des visions du monde : la télévi-

sion transformait-elle la société, ou la société la télévision...

Il y a du paradoxe là-dedans. Les premières Rencontres d'Aix se sont achevées dans la confusion sur le rejet de la politique des auteurs ; les deuxièmes ont permis d'investir dans des images venues de l'étranger — et sorties de leur contexte — l'aspiration à une télévision qui exprime la réalité de façon assez directe ; les troisièmes, cette année, ont, avec une saison de retard, retenté le désarroi de créateurs, de critiques et de spectateurs auxquels l'O.R.T.F. avait permis de donner un contour à l'idée de communication et qui, dans la nouvelle organisation, ses structures et ses programmes, ne parviennent pas à désigner la cohérence d'un projet. Voici le paradoxe : les animateurs du comité d'Aix — Santelli, Bringuier, Jeannesson, Ozenberger, Falivier — sont reconnus comme des auteurs, ils démontrent les dépositaires français d'une tentative de cinéma national, et ils disposent encore, contrairement à 80 % de leurs confrères, de la possibilité de travailler dans les sociétés nées le 7 août 1974. Mais ils ont aussi en commun une vision déontologique de leur mis-

sion de médiateurs, où l'apparente contradiction des propos et images — contenus peut-être le jalon d'un avenir.

On chassera de son esprit les platanes du cours Mirabeau, la chapelle des pénitents blancs transformée en palais des congrès (à la place de l'autel un écran s'élève pour que le rituel, le spectacle, s'accomplisse) ou encore les odeurs de Provence qui empêchent les échanges à la Baume-Sainte-Marie d'être assésés par la peur du malentendu : on oubliera tout cela, chargé d'images vécues, pour se rendre dans une entreprise, d'électronique, bâtie circulaire dans la zone industrielle des Milles. Là un événement différent, infime, puisqu'il s'agit de communication de masse, mais capital en même temps : devant vingt spectateurs, un créateur s'explique sans éclipse, il expose les conditions d'une émission, le projet, le tournage, le financement, l'idée, la faiblesse, le scénario, les personnages, dans ce désordre-là précisément. — Guy Olivier parle d'au bout de la vallée longue (ce film, on l'évoquera plus abondamment quand il passera à l'antenne). Au sujet d'un retour au pays natal, et par le biais d'un regard étranger, celui d'un chômeur venu de Paris, il s'agit de l'émotion, de la mémoire d'une collectivité isolée par la géographie, et ainsi conservée autour de ses mines où on n'engage plus les jeunes, elle constitue un musée naturel et encore animé : les mineurs et leurs femmes — sans oublier les anciennes ouvrières qui faisaient des journées pour quelques sous — célèbrent le prix de leur liberté à travers des mots et des images qui constituent une culture. Là-dessus Guy Olivier propose une fable : l'histoire de Geronimo chassé de sa terre. La problématique de Geronimo se superpose au psychodrame d'Aix.

Dans les réserves, les Indiens sont voués à la mort lente : les créateurs, dans une télévision commandée par les sondages, c'est pareil. Si l'on désire l'épanouissement d'une télévision différente, il faut relancer la production ; pas seulement donner du travail à ceux des réalisateurs dont le talent est reconnu (même s'ils n'ont qu'une faible audience), mais créer les conditions du renouvellement des hommes et des idées : tourner six cents documents par an si l'on veut en voir soixante qui sortent de l'ordinaire. Et autant pour les « dramatiques ». La télévision est faite de maillons, et si l'on ne supprime ne serait-ce que quelques-uns, c'est tout le langage qui s'effondre ; il n'y aurait pas eu de Guy Olivier s'il n'y

avait pas eu avant lui, toutes familles artistiques et idéologiques confondues, un Santelli, un Krier, un Bringuier, etc. Il n'y aurait peut-être pas de grand cinéma italien s'il n'y avait pas, à côté, trois cents autres films.

Le schéma général des rencontres était placé dans une perspective plus volontariste : on y parlait du « contenu français », et des « structures » (là, s'évoquait le rêve de 68, les unités de production), on traitait aussi du « programme », du « public » et des « publics », sur le thème de « que faire ? ». Avec la com' ? renforcée par les interventions de la journaliste-sociologue canadienne Denise Bombardier, que les problèmes de la télévision lui étaient spécifiques et donc universels. Avec le souhait, aussi, sous-entendu, d'être prêt pour 1978.

Il ne se seront sans doute pas exprimés. Mais les Geronimo de la création, de l'invention, comme préface dire Claude Santelli — auront donné à travers leur sélection une belle illustration de ce que peut être au sens le plus large une télévision le service public : un relais qui permet d'exprimer pleinement des regards sur le monde présent et sur son histoire. José Berzosa a filmé l'élection de Miss Jura avec autant d'acuité que de générosité ; Robert Bober est parti à la recherche du passé d. sa famille à Radom ; Bernard Rothstein a mis Flaubert à nu dans sa mise en scène de Candidat (l'émotion dort depuis deux ans dans les tiroirs, c'est stupide) ; Maurice Falivier a extrait le western qui sommeille dans le quotidien avec les San-gliers, etc. Et on regrettera que cet etc. n'aille pas vraiment jusqu'à Jean-Luc Godard ou jusqu'à Jacques Laurent.

Ces émissions qui inspirent le plaisir, l'émotion, la réflexion, à « programmes », ne disent pas : « il faudrait », ou « devrait ». Mais enfin, pour jouer le jeu, disons-le : il faudrait... Ne plus opposer qualité et audience (et donc reconnaître la qualité spécifique d'une communication à grande écoute, aussi bien que la répercussion réelle sur un auditoire restreint d'un message par lui assimilé)... Ne plus opposer non plus plaisir et intérêt, information et fiction : lorsqu'ils expliquent leurs œuvres, les réalisateurs tiennent des propos de ce type, mais attit qu'ils envisagent le programme ils sont tentés par le machinisme. Le problème à Aix, c'est qu'on ne parle pas de la télévision dans sa complexité, on rêve seulement sur ses temps forts.

MARTIN EVEN.

Écouter - voir

- **MUSIQUE : HISTOIRE D'UNE FLÛTE ET D'UN MUSICIEN.** — France-Musique, les 4, 5 et 6 octobre, à 22 h. 45.

On la retrouve sculptée sur les bas-reliefs assyriens, elle existe toujours : la flûte turque Ney, et c'est Ali, un paysan (on l'a vu sur la scène du T.E.P. dans Les eaux glacées du calcul égoïste), qui la raconte, l'explique, qui en joue dans les trois émissions de Dominique Waniche. On écouterait de vieilles légendes, des textes d'un poète turc du treizième siècle et d'autres, contemporains. On écouterait les bruits de la campagne et ceux de la ville devenir aïes de flûte et aussi les improvisations jazzées d'Ali accompagné d'un piano et d'un tambour.

- **THEATRE MUSICAL : « LE PAVILLON AU BORD DE LA RIVIERE ».** — Mercredi 6 octobre, TF 1, 22 h.

Programme sans ménagements — et sans projection de presse — tout de suite après un jeu policier, la version télévisuelle d'un spectacle qui avait déçu les spectateurs du Festival d'Avignon en 1975 risque de rencontrer à l'antenne pas mal d'incompréhension. Le réalisateur, qui en est également le metteur en scène, Bernard Rothstein — connu au théâtre sous le nom de Bernard Sobel — n'a d'ailleurs (il ne l'a pas dit) de cette heure de cette diffusion (le cas s'est produit récemment pour

Bernard Bouthier). Il n'en fait d'ailleurs pas une affaire personnelle, se bornant à constater le mépris dans lequel sont dévorés mais tenus les hommes de métier et la notion de déshumanisation de la culture. « Problème technique : pas de copie », répond-on à TF 1, sans nier que l'émission ait été programmée « à la hâte » (en bouche-trou ?)

Le théâtre musical, qui aurait tout à gagner d'être convenablement relayé par le petit écran, se retrouve donc, encore une fois, en situation marginale. On écouterait, tel, n'est pas double (paroles plus musique) mais démultiplié : hommage à une tradition théâtrale réaliste-critique (la pièce est adaptée d'un opéra chinois du treizième siècle) ; prolongement des mots et des silences par une musique post-boulienne (de Betsy Jolas) ; climat d'impossibilité laissant filtrer les émissaires les plus extrêmes (violence, amour, cupidité) ; étrangeté et sophistication n'étant qu'un pallier pour atteindre au sens : rapports du peuple et du pouvoir, aliénation de la femme.

- **CHRONIQUE : « LES ANNÉES BONHEUR ».** — Lundi 11 octobre, A 2, 21 h. 55.

La mémoire d'un homme, Gaston Bonheur, écrivain et rédacteur en chef de Paris-Matut, est en contre-point le récit des événements, tel est le schéma choisi par Jean-Jacques Bloch pour une série de douze émissions (le lundi), censées nous faire revivre les années 30. Gaston Bonheur se raconte avec complaisance et son récit est

ponctué par des extraits de films et de bandes d'actualités. Entre les images de la marche des chômeurs sur Washington, celles de Ralieu dans Marquis aucune distinction n'est faite. Tout se mêle (et tout se dilue) dans cette évocation nostalgique des événements politiques, sociaux, sportifs, artistiques et mondains, qui ont marqué la décennie précédant la seconde guerre mondiale. Participe également à ces émissions : MM. Arthur Conte, René Clair, Raymond Abellio, Guy des Cars, André Roussin, etc.

- **HISTOIRE : L'AFFAIRE DREYFUS.** — Dimanche 3 octobre, FR 3, 20 h. 30.

C'est un digest : le film de Jean Chérasse Dreyfus ou l'Indolence vérité durait une heure trente-sept minutes et FR 3, qui en a acquis les droits, n'en diffuse que cinquante minutes. Les extraits choisis laissent de côté les hypothèses sur les causes souterraines de la machination, ainsi que les réflexions que l'affaire Dreyfus avait inspirées aux hommes politiques de toutes tendances invitées par le réalisateur. Il reste le dossier récapitulatif des faits : deux historiens, Marcel Thomas et Henri Guillemin, établissent la chronologie du drame, en relatent toutes les péripéties, de la découverte du bordereau à la réhabilitation de l'officier. Des extraits du film de Mèlès et des scènes d'« actualités reconstituées », des dessins, des caricatures, des titres de journaux, des chansons de l'époque, ponctuent le récit.

Je n'ai pas 150

Jeudi 150

AUJOURD'HUI

... LE MONDE — 3-4 octobre 1976 — Page 11

RADIO-TELEVISION

Samedi 2 octobre



CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Georges Chakiris) ; 21 h. 30. Série : Matt Helm ; 22 h. 25. Magazine du théâtre : L'œil en coulisses.

CHAÎNE 2 : A 2

20 h. 30. Soirée de gala : L'École d'équitation de Vienne ; 22 h. 25. Magazine : Les sens heureux ont une histoire ; 23 h. 10. Cabarets et cafés-théâtres : Droite de baraque.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. (R.J.). Nouvelle Orléans bien-aimée, de J.-Ch. Averty. Première partie : Du Vieux Carré à Storyville ; 21 h. 30. (R.J.).

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. Science-fiction : Une porte sur l'étrange, de R. Heintz, adaptation C. Bourdet, avec J.-P.

Cassol, C. Gensac, P. Mohy ; 21 h. 55. Ad lib. par M. de Bretteville ; 22 h. 55. La fugue du samedi ou « mi-fugue mi-rain » ; 23 h. 50. Pétite.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée lyrique : « Aida » (Verdi), par les chœurs et l'Orchestre lyrique de Turin, direction T. Schippers, avec G. Ciolek, G. Bumbry, P. Gougolov ; 21 h. 15. (R.J.). En direct du square de l'Asombré-Durant ; bal animé par les Groupes Sautier et Bonhomme ; 24 h. 5. Un musicien dans la nuit : Pierre Barboulet.

Dimanche 3 octobre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30. (III). Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III). La séquence du spectateur ; 13 h. 30. (III). Jeu : La bonne conduite ; 14 h. 20. (III). Vite le cirque ! d'A. Salles, prés. J. Fabry ; 14 h. (III). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45. (III). Sports : Direct à la une ; 17 h. 10. Téléfilm : Le Combat dans l'île, réal. A. Smith.

Un satellite américain atterrit dans l'ouest du Pacifique, en territoire hostile ; 18 h. 40. Feuilleton : Les jours heureux ; 19 h. 15. Les animaux du monde ; 20 h. 30. Film : « Max et les Ferrailleurs », de Cl. Sautet (1970), avec M. Piccoli, R. Schneider, B. Fresson, F. Poirier.

Une histoire policière et romantique soviétique racontée en 12 épisodes ; 22 h. 30. Musique : Symphonie pathétique n° 6 de Tchaïkovski, dirigée par K. Kozum.

CHAÎNE 2 : A 2

11 h. 30. Concert : Debussy ; 12 h. Maga-

zine du spectacle : Les farfouilles du dimanche, de P. Bouteiller et J. Artur ; 13 h. 30. Série : Kim le détective (Les bons photographes) ; 14 h. 30. Monsieur Cinéma ; 14 h. 50. Film : « Rendez-vous à Sango-Point », de D. Weiss (1967). Avec M. Mac Clure, R. Montalban, K. Ross.

Un méditerranéen guerrier qui ne manque pas de suspense ; 16 h. 20. Des animaux et des hommes ; 17 h. 10. Résultats sportifs ; 17 h. 15. Jeu : Chacun chez soi (Finale hebdomadaire) ; 18 h. 5. Série : Super Jaimé ; 20 h. 30. Variétés : Récital réal. R. Pradines.

Nicole Crocetta, José Feliciano ; 21 h. 30. (R.J.). Feuilleton : La dynastie des Forsyte ; 22 h. 30. Documentaire : Côte d'Ivoire (première partie), de H. Knapp et J.-Cl. Bringuier, réal. B. Bouthier ; 22 h. 20. Émissions spéciales : Les élections allemandes.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. Science-fiction : Une porte sur l'étrange, de R. Heintz, adaptation C. Bourdet, avec J.-P.

17 h. 35. Pour les jeunes : 17 h. 50. (R.J.). Méditerranée (deuxième partie, La mer) ; Hexagonal (Lyon, Toulouse) ; 20 h. 5. Pour les jeunes.

20 h. 30. (R.J.). Dossier : L'affaire Dreyfus, de H. Guillemin et M. Thomas ; 21 h. 20. (R.J.). Théâtre : Le Grand Magicien, réal. J. Grandjean ; 22 h. 30. (R.J.). Cinéma de minuit : « L'évangile selon saint Matthieu », de P.-P. Pasolini (1964). Avec E. Irazoqui, M. Caruso, S. Pasolini, A. Gatto, G. Morante. (V. O. sous-titrée, N.).

Magnifique fresque réalisée par un cinéaste athés et marxiste, et qui correspond à la vision d'un croyant italien l'Évangile.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Pétite : 7 h. 15. Horizon ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; 8 h. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regards sur la musique ; 12 h. 5. Allégo ; 12 h. 30. Lettre ouverte à l'autre ; 13 h. 45. Musique de chambre ; 14 h. 30. Pétite ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Fémur de Brabant », de G. Ségur ; 16 h. 5. Concert de musique de chambre ; 17 h. 5. Festival d'automne ; 20 h. 30. Présence des arts : « Houdon, sculpteur de l'Amérique » ;

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Répétition ; 12 h. La chanson ; 12 h. 50. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : Portrait d'un musicien français ; à 15 h. Après-midi lyrique : « La Fédra Prométhée » (Haydn), avec L. Cistruas, L. Valentin ; 16 h. 15. École, magazine musical ; 19 h. L'art d'être grand-père ; 19 h. 40. Concours international de guitare ; 20 h. Studio 107 ; 21 h. Trois violoncelles, et P. Devoyen, pianiste ; « Chaconne » (Bach) ; « Sonata en la » (Mozart) ; « Méloides opus 35 » (Prokofiev) ; « Ballade » (Gieseler) ; « Sonata en la mineur opus 51 » (Brahms) ; 21 h. Festival de Schweitzingen, Quartetto Italiano (Schubert, Beethoven, Brahms) ; 22 h. 30. Chronique critique, avec G. Amy et M. Bitor ; 22 h. 55. (R.J.). Histoire d'une fête, par D. Wahiche.

Lundi 4 octobre

CHAÎNE I : TF 1

De 10 h. 30 à 11 h. (III). Émissions scolaires ; 12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 30. (III). Émissions régionales ; 13 h. 50. (III). Récital, donc avec nous ; à 14 h. 50. (R.J.). Série : Colditz ; 17 h. 30. (III). Documentaire : La France est à nous, réal. M. Teulade ; 18 h. 5. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. (R.J.). La caméra du lundi : « Sait-on jamais ? », de R. Vadim (1957), avec F. Arnoul, Ch. Marquand, R. Hossein.

Une ténacité de série noire traitée en style sophistiqué ; 22 h. 5. (R.J.). Portrait : Robert Hossein. Réal. A. Panigel.

CHAÎNE 2 : A 2

13 h. 35. Émissions régionales ; 13 h. 50. (R.J.). Chanteurs et musiciens de rue ; 14 h. 30. Agilour-d'ant, madame ; à 15 h. (R.J.). Série : Sur la piste du crime ; 16 h. 20. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 5. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Chacun chez soi ; 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. (R.J.). Alain Decaux raconte : Alamo ; 22 h. 55. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre ; 20 h. Les jeux de vingt heures ; 20 h. 30. Prestige du cinéma : « Nevada Smith », de H. Hathaway (1966). Avec Steve

McQueen, K. Malden, B. Keith, A. Kennedy. Morceaux de bronzes parfois adhésifs, dans un western de l'ouest.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Pétite : 7 h. 15. Matinales ; 8 h. (R.J.). Les chemins de la connaissance ; à 8 h. 30. Devins, savants et médecins ; par X. Decourt ; 9 h. 7. Les jumeaux de l'histoire : « Boris Vian », de J. Bessy ; 10 h. 45. Musique de chambre ; 11 h. 2. Événement musical ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Éveil à la musique ; 14 h. Pétite ; 14 h. 5. (R.J.). Un livre, des voix : « L'écrit et l'écrit », de N. Sarraute ; 14 h. 40. L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture : Magazine ; à 15 h. 40. Reportage ; à 16 h. 10. Lecture ; à 17 h. (R.J.). Entrevue avec le professeur Eliebi, par J. Montalbet ; 18 h. 2. Dix jours en Bourgogne, cinq jours à France-Culture... XXXIX Fête internationale de la vigne et des Jours d'automne du folklore à Dijon ; 18 h. 30. (R.J.). Feuilleton : « Les Fruits du Congo », d'A. Vialatte ; 19 h. 30. Présence des arts : « Houdon, sculpteur de l'Amérique » ;

20 h. Pétite ; 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Répétition ; 12 h. La chanson ; 12 h. 50. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : Portrait d'un musicien français ; à 15 h. Après-midi lyrique : « La Fédra Prométhée » (Haydn), avec L. Cistruas, L. Valentin ; 16 h. 15. École, magazine musical ; 19 h. L'art d'être grand-père ; 19 h. 40. Concours international de guitare ; 20 h. Studio 107 ; 21 h. Trois violoncelles, et P. Devoyen, pianiste ; « Chaconne » (Bach) ; « Sonata en la » (Mozart) ; « Méloides opus 35 » (Prokofiev) ; « Ballade » (Gieseler) ; « Sonata en la mineur opus 51 » (Brahms) ; 21 h. Festival de Schweitzingen, Quartetto Italiano (Schubert, Beethoven, Brahms) ; 22 h. 30. Chronique critique, avec G. Amy et M. Bitor ; 22 h. 55. (R.J.). Histoire d'une fête, par D. Wahiche.

Mardi 5 octobre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 30. (III). Émissions régionales ; 13 h. 50. (III). Récital, donc avec nous ; à 14 h. 50. (R.J.). Série : Colditz ; 18 h. 5. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. (R.J.). Série : Des autos et des hommes. (Première partie : Aristos et mécanos, 1888-1908). Réal. Cl. Savarit.

Le développement des séries épiques traitant, à l'aide de documents filmés et d'entrevues, de l'histoire de l'automobile ; 21 h. 30. Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1968) ; 22 h. 25. Magazine littéraire : Pléiade page ;

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R.J.). Série : Sur la piste du crime ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 16 h. 30. En direct de l'Assemblée nationale : Débat de politique générale ; 18 h. 15. Fenêtre sur... ; 18 h. 35. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Chacun chez soi ; 20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

20 h. 30. Pétite : 20 h. 5. (R.J.). Itinéraire : Carnets de voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet ; 21 h. 5. L'autre scène, ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 5. Entretiens avec Jean Turtel, par J. Guglielmi ; 23 h. Réver pour l'hiver ; 23 h. 50. Pétite.

سوالی و جوابی

La Belgique en mutation



« BELGIQUE familière et méconnue », tel était le titre du supplément de sept pages que « le Monde » publiait le 23 mai 1971, alors que l'entrée en vigueur de la révision de la Constitution ouvrait pour cette nation voisine et amie les chances d'un destin mieux adapté aux réalités nouvelles. Il s'agit aujourd'hui de dresser un premier bilan des « mutations » intervenues dans la vie quotidienne et le fonctionnement politique de l'Etat. Elles ont essentiellement concerné l'ajustement des structures centralisées. Aussi le moment semble-t-il venu d'évoquer les régions dans leur identité. Ces pages consacrées à la Wallonie seront suivies, au cours des prochains mois, de suppléments consacrés l'un à la Flandre, l'autre à Bruxelles.

En publiant depuis quelques années plusieurs enquêtes consacrées à des régions de pays membres de la Communauté européenne, « le Monde » a pris acte d'une évolution qui n'implique évidemment pas la seule Belgique.

En 1970, le législateur belge a mis en place les instances régionales prévues par la Constitution de 1947 mais demeurées jusqu'alors lettre morte. Le gouvernement français, en dépit des traditions séculaires d'unitarisme national, modelées par la monarchie et renforcées par la révolution, a fait voter en août 1972 un projet de régionalisation, il est vrai relatif. Quant à la République fédérale d'Allemagne, elle poursuit depuis près de trente ans l'expérience d'un fédéralisme imposé par les vainqueurs de la guerre, mais dont les fruits se sont montrés positifs.

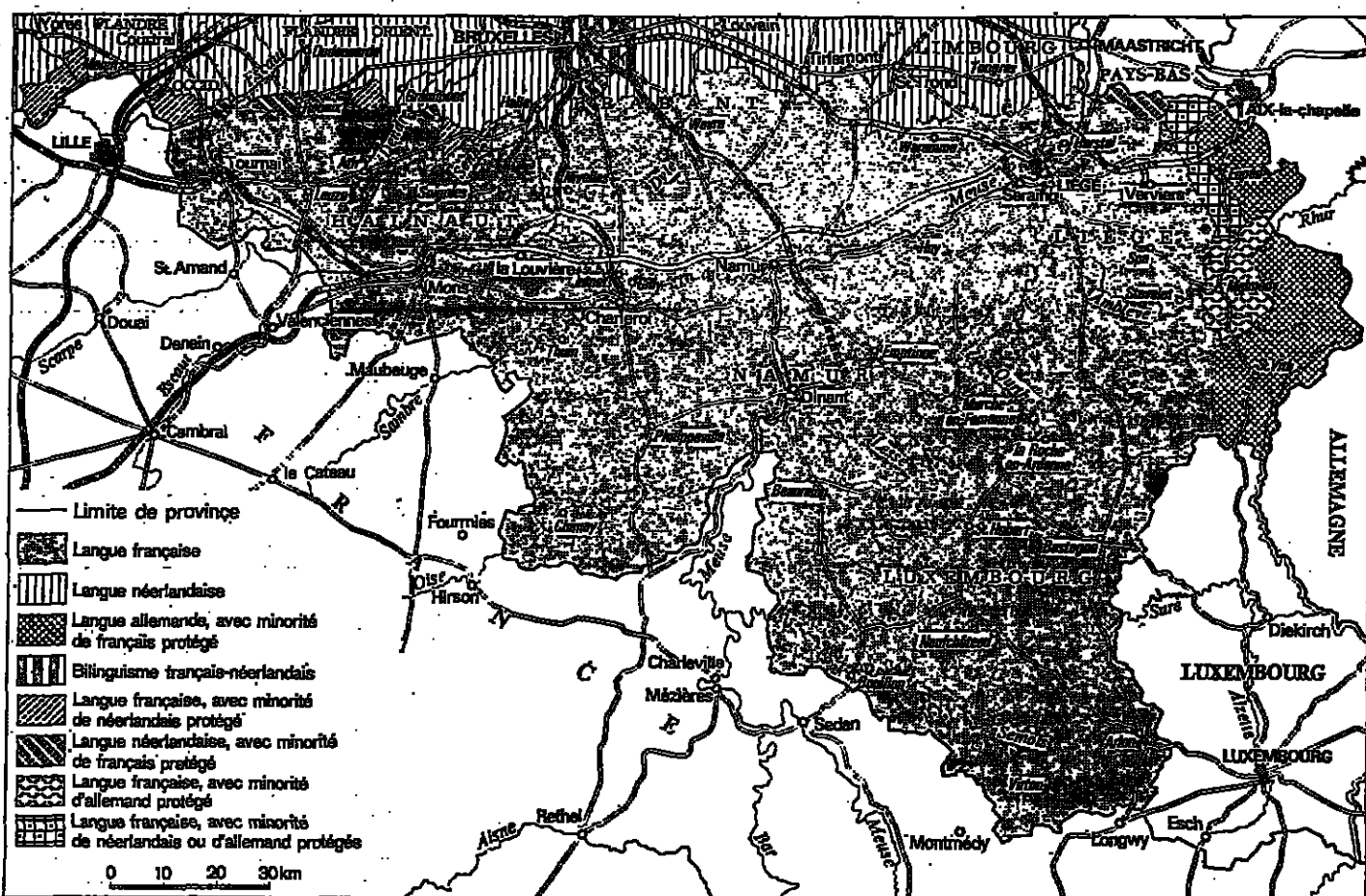
La dialectique ou les tensions entre la nation et la région, entre l'Etat et le pouvoir local, ont en Belgique une coloration très spécifique, puisqu'elles se fondent dans l'union difficile de quatre régions linguistiques, et qu'une certaine frontière de l'Europe occidentale — entre civilisation germanique et civilisation latine — passe dans la nation elle-même. Le patriotisme belge est, en dernière analyse, la source de l'élan affectif et rationnel qui concilie et tempère la confrontation permanente des différences.

C'est sous cette lumière qu'un observateur étranger doit examiner les réalités régionales, en réduisant les impressions hâtives auxquelles risque de porter la communauté de langue, dont trop de drames ont montré qu'elle conduisait aisément aux démesures du racisme et du nationalisme. Intituler ce supplément « Wallonie, terre romane », c'est constater un fait et non suggérer une nostalgie.

Aux côtés de rédacteurs du « Monde », on trouve des études de personnalités wallonnes portant de leur pays et n'engageant que leur ferveur pour lui et leur responsabilité politique propre. Il est bon que les lecteurs français les entendent. Quant à nos amis et lecteurs belges, ils verront, souhaitons-le, dans ce supplément un témoignage d'intérêt et de fidélité.

« LE MONDE ».

WALLONIE TERRE ROMANE



La Wallonie est l'une des trois régions du royaume de Belgique. Elle se compose de la « région linguistique française » : arrondissement de Nivelles (Brabant), provinces de Hainaut, Luxembourg, Namur, et provinces de Liège moins les arrondissements d'Espen et de Saint-Vith. Ces derniers, complétés des cinq communes des arrondissements électoraux d'Aubel et de Malmédy, composent la « région linguistique allemande », qui, administrativement, relève de la Wallonie.

(Carte dressée d'après la carte officielle belge des fusions de communes.)

La coopération des régions d'Europe

par ALFRED CALIFICE (*)

La régionalisation est en marche. Par la révision du 24 décembre 1970, le pouvoir constituant a consacré l'existence de trois régions en Belgique et posé le principe de l'attribution aux futurs organes régionaux de la compétence de régler certaines matières. Par la loi du 1^{er} août 1974, le pouvoir législatif a créé des institutions régionales (conseils régionaux et comités ministériels des affaires régionales), à titre préparatoire à l'application de l'article 107 quater de la Constitution.

Toutefois, ni l'article 107 quater ni la loi du 1^{er} août 1974 n'ont explicitement prévu l'intervention de la région dans les relations internationales.

Pourtant, la mise en œuvre de l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1974 (déterminant les matières pour lesquelles une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie) a démontré que, dans plusieurs de ces matières, la région est appelée à jouer un rôle dans les relations internationales et notamment frontalières. En effet, dans divers domaines, les mesures prises par l'autorité régionale, essentiellement par le comité ministériel des affaires régionales, peuvent s'avérer incomplètes, inefficaces ou inutilement coûteuses en raison de l'existence d'une frontière et de tout ce qu'elle implique : rupture de l'unité d'une zone à aménager, d'une réserve naturelle, d'un réseau de circulation, d'un équipement d'un service ou d'un équipement pour la protection d'un milieu environnant ; défaut de coordination des programmes de développement et des actions de promotion économique ou touristique, etc.

Prenez un exemple parmi d'autres, celui de la politique de l'eau, laquelle figure parmi les matières énumérées à l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1974. Il est évident qu'aucune politique de l'eau n'est praticable à l'échelon régional sans tenir compte de la dimension européenne. La Wallonie se trouve en effet, par la configuration de ses bassins hydrographiques, en liaison avec trois partenaires importants de la Communauté européenne : la France en amont, l'Allemagne et surtout la Hollande en aval. Elle contribue en outre à l'approvisionnement en eau de la région bruxelloise et de la région flamande. Cette situation amène la Wallonie au dialogue obligé et privilégié avec les régions voi-

sines, et sa politique de l'eau est largement tributaire de cette concertation interrégionale.

Encore faut-il trouver un juste équilibre. L'autonomie des organes régionaux ne saurait-elle pas réduire à peu de chose dans le domaine de la gestion des eaux si un traité, à la négociation duquel la région wallonne n'aurait eu aucune part, venait régler les débits et les prélèvements, fixer un délai pour la construction de barrages de soutien de l'étiage, préciser les volumes et les moments de décharge des réserves constituées derrière les barrages, fixer des objectifs de qualité des eaux et les délais pour les atteindre ? Ou serait encore dans ces conditions l'autonomie de la région ?

D'autre part, on ne pourrait d'ailleurs admettre qu'un traité ou un règlement international impose à une région des normes de qualité plus sévères sans prévoir au moins un mécanisme de compensation. Il ne serait pas équitable que l'essor d'autres régions fût en fait payé par la Wallonie, qui se verrait imposer de lourdes servitudes quant à la gestion de ses eaux et aurait de plus à sacrifier certains de ses sites les plus beaux à la construction de barrages.

Il est donc indispensable de trouver un équilibre qui tienne compte

(*) Ministre des affaires wallonnes, président du comité ministériel des affaires wallonnes.

également des intérêts des uns et des autres, et c'est cet équilibre que, pour sa part, le comité ministériel des affaires wallonnes recherche activement.

Les difficultés présentes tiennent notamment au fait que le système actuel de régionalisation ne donne pas encore aux régions la compétence nécessaire pour négocier et coopérer par-dessus les frontières, cette compétence restant quasi exclusivement réservée au département des affaires étrangères. Il en découle que toute solution d'un problème de coopération transfrontalière dans les matières régionales relève non point de ceux qui sont techniquement en mesure de la résoudre, mais d'un ministère dont les attributions traditionnelles et les intérêts sont naturellement tournés vers la politique étrangère et les affaires internationales de caractère général. Il faut à cet égard faire preuve d'imagination et introduire des modifications dans la législation nationale. Les modifications nécessaires pour faire disparaître les obstacles à la coopération interrégionale, comme la recommandation d'élire une résolution du comité des ministres du Conseil de l'Europe du 27 février 1974 (résolution n° 74/2).

Pour notre part, nous croyons que le vote de la loi sur la régionalisation définitive, en exécution de l'article 107 quater de la Constitution, devrait être l'occasion de donner aux régions belges les moyens de jouer un rôle plus actif dans la concertation et la coopération entre les régions européennes.

D'une communauté

par MARCEL THIRY (*)

semble fait toute une riche biologie politique. Elles se superposent en plusieurs plans, comme dans un atlas on voit représenter un pays sur plusieurs cartes, d'après ses différents caractères. Ainsi la France appartient à la communauté par la langue, étendue sur plusieurs continents, la francophonie ; elle lui appartient avec cette Wallonie et avec Bruxelles. Et la France est encore de ces communautés marginales où le lavis du cartographe aurait besoin de plus d'une nuance pour marquer les degrés de l'affinité — celle-ci étant autrement intense avec un Jura bernois qu'avec Jersey, noble cousinage archaïque.

Mais la communauté France-Wallonie peut se réclamer d'une personnalité particulière. L'ancienneté de sa tradition lui est un gage de solidité. On pourrait s'étonner d'entendre parler de tradition ancienne à propos d'un pays à qui le poète Albert Mockel n'a révoqué son nom qu'il y a tout juste quatre-vingt-dix ans, et qui n'a commencé à se constituer en nation que par une assez récente réaction à la poussée de la communauté flamande numériquement plus forte.

Ce serait méconnaître que les Wallons et les pays wallons existaient, et le sentiment wallon pour la France avec eux, bien avant que la Wallonie fût conçue comme une entité. Si c'est Liège — Liège et Dinant, « petite France de Meuse » — qui manifeste au quizième siècle, face à la « paricide maison de Bour-

(*) Membre de l'Académie royale de littérature française.

Car il y en a plus d'une : leur en-

gogne », cette fidélité passionnée à la France et à son roi qui étonne tendrement Michelet et qui va jusqu'à des ténérités impolitiques, c'est que seule la démocratie principauté de Liège est alors indépendante en fait, malgré le lien formel d'allégeance à l'Empire, au milieu de la mosaïque féodale des marquisats et duchés ; c'est aussi que l'évolution culturelle et industrielle y était alors en avance et permettait une plus vive et libre expression des idées populaires. Mais le sentiment français était alors aussi profondément enraciné individuellement dans la Hainaut, par exemple, qu'en « petite France de Meuse », et il l'est resté. Quel souvenir n'ai-je pas des chansons françaises (alors que la langue du foyer était surtout le dialecte) que j'y entendais dans mon enfance ! Sur fond de complaintes comme celle du roi Renaud, c'était le cycle napoléonien ou bien les lamentations sur l'Alsace-Lorraine, voire sur Dreyfus, « vaillant martyr de France ». Il me semble même que ma mère chantait encore à Charleroi l'air du Diable ou l'Oiseau qui vient de France, alors que les autres provinces françaises avaient dû passer de longtemps à un autre répertoire. Cet arriérisme — la frontière fait filtre, ou éclipse, et retarde l'avènement du nouveau — peut avoir son avantage. C'est celui d'une stabilité. L'opinion, en l'espèce le courant affectif qui ramène vers la France le fil du fleuve et des rivières, en devient plus réfléchi, plus constante. Au temps du Front populaire, la réaction devant l'expérience fut bien moins vivement effarouchée dans nos villes wallonnes, alors en général assez modérément progressistes, que dans les villes françaises de même coloration politique. Et c'est d'abord sans doute que le foyer réformiste qu'on voyait s'allumer était loin, la frontière ici faisant écran ; mais c'est aussi qu'agissait l'instinct profond de confiance, et dût cet instinct se tromper quelquefois, dans une finale clairvoyance française. On put assister à un phénomène analogue, mais agissant dans l'autre sens politique et sur une autre couche du public, quand certains vifs coups de barre du général de Gaulle vinrent ébranler l'europanisme : sauf les protagonistes du mouvement, les Wallons pro-européens prirent en général l'événement avec un certain calme et une tendance à peser le pour et le contre avant de condamner le geste d'une France — représentée par un tel Français — qui « ne pouvait mal faire ».

(Lire la suite page 14.)

Les structures politiques

La région wallonne est avec la Flandre et Bruxelles l'une des trois régions au sens politique et économique-social du royaume. Elle ne peut en vertu de la Constitution être dotée d'un pouvoir normatif tant qu'elle n'est dotée d'une majorité spéciale. Mais la Wallonie forme à l'exclusion des cantons d'Espen et de Saint-Vith (de langue allemande), l'essentiel de l'une des quatre régions linguistiques du pays (la région linguistique française), et elle appartient à l'une des trois communautés culturelles (la communauté culturelle française). Pour la communauté culturelle française, un conseil culturel comprend des membres du groupe

linguistique français des deux chambres. Le conseil culturel régit, par décret, les matières culturelles et d'enseignement énumérées par la loi. Sa composition politique est actuellement la suivante : quatre socialistes, quarante-et-un sociaux-chrétiens, trente-neuf F.D.F.-Rassemblement wallon, vingt-six libéraux, quatre communistes, un indépendant. La dotation budgétaire du conseil culturel a été fixée pour 1976 à 5 642,9 millions de francs belges. Le conseil économique régional qui se compose de soixante-dix membres exerce diverses compétences consultatives dont l'établissement du plan quinquennal.

CARTE D'IDENTITÉ

Superficie : 16 842 kilomètres carrés (13 510).
Population : 3,5 millions d'habitants (5,5).
Population active : 1,2 million.
Par secteurs :
agriculture : 5,4 %
industrie : 44,1 %
services : 50,5 %
Produit intérieur brut (1974) : 532 millions de francs belges.
En pourcentage du royaume : 38,5 % (55,8 %).
P.I.B. par habitant : 166 000 francs belges (188 000).
En pourcentage de la moyenne nationale : 87 % (89 %).
(Les chiffres entre parenthèses concernent la Flandre.)



Un kaléidoscope

RECEMMENT, divers groupements et autorités organisèrent à Liège des journées économiques baptisées « Portes ouvertes sur la France ».

En prenant une telle enseigne, les organisateurs faisaient la preuve qu'ils savaient ce que l'Europe veut dire. Tant il est clair que jamais porte ne s'est fermée entre la Wallonie et la France, qui habitent d'ailleurs un peu la même maison.

Un long passé commun, une langue française dont les Wallons, paraplantant Albert Camus, pourraient dire qu'elle est une de leurs parités, une façon presque identique de sentir les choses de l'esprit et de goûter celles de la vie, un souci permanent des libertés individuelles et collectives démontrent à l'unisson dans un passé encore fort présent à notre sensibilité commune : l'inclination est naturelle. Chez nous, en Wallonie, elle s'exprime régulièrement d'une façon spontanée et populaire.

Mais la France nous connaît-elle vraiment ? Sait-elle notre spécificité ? Entrevoyait-elle les extraordinaires possibilités que peut lui offrir, dans le cadre de l'Europe en construction, une région qui, au sein du Benelux, aux portes de l'Allemagne, à l'intersection des grands courants industriels, commerciaux et culturels européens, est sa voisine par la géographie, mais sa sœur par le cœur et l'esprit ? Les industriels, les financiers, les commerçants français, ont-ils mesuré les diverses possibilités d'échanges, d'investissements et d'innovation que leur offre une coopération active avec leurs homologues de la région wallonne ?

Dans le cadre d'une Belgique qui reconnaît désormais la spécificité de ses régions et tente de les organiser politiquement, la Wallonie se doit de présenter à ses voisins, à ses partenaires économiques, sa carte de visite.

Mais suffit-il d'une carte de visite lorsqu'il s'agit de présenter la Wallonie à la France ? Non, certes.

C'est pourquoi j'ai pensé qu'il serait utile que, dans ce supplément du journal *Le Monde* consacré à notre région, et indépendamment des articles rédigés par les collaborateurs habituels du *Monde*, sous leur responsabilité, diverses personnalités wallonnes de divers horizons et aux fonctions très différentes fassent le point sur les multiples facettes de l'activité économique et sociale de la Wallonie.

M. A. Califon, ministre des affaires wallonnes, a bien voulu faire précéder d'un message ces diverses collaborations.

Seront abordés les sujets suivants :

« L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux investissements », par M. R. Charlier ;

« Les institutions financières et le renouveau de la région », par M. R. Hanlon ;

« Diversité et harmonie », par M. A. Haulot ;

« La deuxième industrialisation », par M. J. Delruelle ;

« La concertation sociale », par M. A. Grandjean.

MM. M. Thiry et J. Lejeune ont accepté de recueillir ces diverses contributions dans le cadre de la communauté d'histoire, de pensée et d'intérêts de la France et de la Wallonie.

Au travers de ce kaléidoscope, peut-être le lecteur saisira-t-il comme un scintillement la volonté d'une terre ancienne et d'une race fière et ingénieuse de sortir d'une récente torpeur et de se hisser à la mesure des exigences et des mutations qu'exige l'Europe du dernier quart de siècle.

JEAN GOL,
secrétaire d'Etat à
l'économie régionale wallonne.

D'une communauté

(Suite de la page 13.)

Et sans doute cette ténue fidélité au foyer central d'une civilisation est-elle un attribut naturel des pays de marches : ce sont les zones en bordure, et surtout si elles sont en bordure du côté le plus historiquement exposé, qui sentent avec le plus d'urgence le besoin d'une solidarité avec le centre. Sans doute aussi, pas plus qu'il ne euffit de bons sentiments pour faire de la bonne littérature, il ne suffit pas de reconnaître la permanence de cette attraction pour en faire la base d'une bonne politique supranationale ou transnationale. A considérer cependant le rôle et les destins de ce cap des provinces de langue française qui s'avance extrêmement au nord-est entre Flandre, Pays-Bas et Allemagne, on aperçoit ce qu'il y a de naturelle nécessité dans cette communauté France-Wallonie, communauté que l'histoire, une configuration géographique, la langue et la culture, une semblable conception de la société moderne comme des devoirs et des plaisirs de la vie, ont de très longtemps façonnée.

Mais si ce tissu d'une civilisation commune a été longuement et très intimement trépané par les siècles, la diplomatie et la loi n'ont pas eu tirer toute la leçon de l'atavisme expérientiel. Par exemple, tout ce qui est coopération culturelle entre France et communauté culturelle de Belgique (et donc Wallonie) est resté longtemps en souffrance.

Or cette communauté, œuvre très complexe de la nature, du temps et des hommes, nous avons besoin d'elle, aussi étroite que possible. Nous : non seulement nous Wallons, qui vivons essentiellement d'une certaine vie française et ne voulons pas laisser s'altérer celle-ci, mais aussi l'Europe, donc la France.

La vocation européenne est de supprimer ces cloisons, les frontières. Quant à la Belgique, le décloisonnement s'est fait largement du côté Hollandais, notamment à travers le Benelux. Il reste à décloisonner, le plus totalement possible et dans tous les domaines, côté France.

MARCEL THIRY.

Les institutions financières et le renouveau de la région

Si l'on veut mettre en évidence le rôle joué par les institutions financières dans le renouveau de la Wallonie, il faut épingler deux ensembles d'efforts :

— Les uns, qui s'expriment dans les mécanismes des lois d'expansion économique ;

— Les autres, consentis plus particulièrement par le système bancaire, lequel d'ailleurs joue aussi un rôle important dans la mise en œuvre de ces lois.

1) La Belgique s'est donnée un ensemble de lois dites « d'expansion économique » qui se sont révélées tout à la fois un excellent instrument de développement régional et un moyen efficace de conjurer les efforts des institutions privées et publiques de crédit. Ces lois ont pour but de multiplier les investissements et les créations d'emplois. Elles prévoient une aide de l'Etat sous forme de subside en intérêt ou de garantie. Les crédits peuvent être accordés dans le cadre de ces lois soit par des institutions publiques d'investissement ou de crédit, soit par des organismes internationaux, soit enfin par des organismes privés de crédit, c'est-à-dire la plupart des banques établies en Belgique.

De 1959, date de la mise en vigueur de la première loi d'expansion économique, à 1975, la Wallonie s'est vu attribuer près de 40 % du total, pour cette période, des projets d'investissements étrangers et nationaux en Belgique.

INVESTISSEMENTS PREVUS	En millions de francs belges à prix courant	En %
Wallonie	223 632	39,6
(Hainaut)	182 976	(17,9)
(Liège)	89 286	(14,1)
(Luxembourg)	8 673	(1,2)
(Namur)	11 947	(2)
(Brabant wallon)	19 648	(3,4)
Flandre	238 596	58
Bruxelles-Capitale	13 688	2,4

(Source : ministère des affaires économiques.)

La deuxième industrialisation

TERRE d'histoire et de culture, région de folklorisme et de tourisme, la Wallonie possède aussi une longue tradition d'industrialisation : dès la première moitié du dix-neuvième siècle, celle-ci se développait sur la base des mines de charbon et des industries du fer, du ciment, du verre, des métaux non ferreux et des constructions mécaniques.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la région wallonne a repris ses activités traditionnelles, dominées par l'industrie lourde, tandis que la Flandre — moins industrialisée au départ, mais servie par une démographie croissante et une situation géographique favorable — pouvait se tourner d'emblée vers des secteurs plus dynamiques, nés des récentes découvertes scientifiques, en chimie et en électromécanique, par exemple.

Or l'industrie wallonne lourde exige des entreprises de grande dimension, où les produits nouveaux remplacent plus difficilement les produits traditionnels à longue durée de vie et à faible rentabilité. Or le voit, le passé industriel de la Wallonie est aussi souvent un passé. Le vieillissement structurel s'ajoute aujourd'hui aux effets de la crise conjoncturelle internationale.

Mais les enseignements du passé conjugués à la prise de conscience engendrée par la récession assureront à la Wallonie un second souffle économique, d'autant que la région dispose d'atouts suffisants pour assurer sa relance et la reconversion de son tissu industriel.

Située au cœur du Marché commun, la Wallonie se trouve également au centre d'une région maritime desservie par un important réseau d'autoroutes, de chemins de fer, de voies navigables intérieures et d'aéroports commerciaux stratégiquement situés. La qualité de ses réserves de main-d'œuvre allée aux avantages d'une infrastructure adéquate, l'équipement de ses zones industrielles, l'accueil réservé aux investisseurs locaux et étrangers, les différentes formes d'intervention de l'Etat pour encourager le développement d'activités nouvelles, tout cela contribuera au renouveau économique et social de la Wallonie.

Porte-parole des employeurs des secteurs industrie et tertiaire de la région, l'Union wallonne des entreprises attend participer à cette évolution en favorisant et en encourageant le dynamisme des dirigeants d'entreprise et en suscitant un dialogue constructif avec les institutions régionalisées nouvellement installées.

D'ores et déjà les entreprises privées ont réalisé une reconversion interne pour adapter leur outil de production aux nouveaux besoins du marché et aux possibilités de la technologie moderne. C'est ainsi que, à partir des industries de base anciennes et réputées (sidérurgie, verrerie, constructions métalliques, mécaniques et électriques), on a voulu raffiner les productions : en plus des barres d'acier, on produit des tôles minces, magnétiques, peintes ; en plus du verre plat, on produit des verres de couleur, à haute résistance, doubles isolants.

La restructuration du tissu industriel wallon passe encore par le développement de branches d'activités nouvelles ou existantes, en expansion rapide, faisant appel à des technologies de pointe, valorisant et amplifiant par là le potentiel régional de recherche-développement et assurant des emplois hautement qualifiés.

Grâce à des investissements étrangers, notamment à des innovations technologiques et à de nouveaux débouchés commerciaux, la Wallonie a entamé ces dernières années, le processus de sa deuxième industrialisation. Les créateurs en sont déterminés, les principales orientations d'une politique industrielle pour la région wallonne ont dégagé les critères de sélection des projets d'investissements à encourager. L'initiative est aujourd'hui aux investisseurs wallons et étrangers.

J. DELRUELLE,
président de l'Union wallonne des entreprises.

Diversité et harmonie

DEPUIS la fin de la deuxième guerre mondiale, la Wallonie a découvert sa véritable vocation touristique.

C'est maintenant par milliers que vacanciers, promeneurs, excursionnistes, découvrent et savourent ses merites. Un effort considérable d'équipement s'y développe, soutenu par des pouvoirs publics attentifs, d'une part, à l'apport socio-économique de cette activité à la région, et d'autre part, au bien qui en résulte pour l'harmonie de vie de ses visiteurs.

Ce qui s'adit par-dessus tout, c'est l'exquise diversité de pays wallon, sa richesse étonnante d'aspects et de caractères. Pays d'ample douceur en Hesbeye, de charme tendre en Hainaut, de rochers, de lumière et d'eau le long de la Meuse namuroise et liégeoise, spectacle àpre et profond des hautes Ardennes, c'est bien de richesses qu'il faut parler ici, sans qu'on puisse ignorer le socle puissant et dur imprimé par l'industrie.

C'est dans ce double aspect, beauté multiple de la nature et puissance de l'homme, que la Wallonie s'affirme aussi originale et aussi séduisante. Rien de plus facile que de passer d la vision des hauts

fourneaux à la paix des rivières, de la poussière des fours à la beauté des forêts. Et les corps monstrueux des usines ne sont jamais très loin de châteaux ravissants, de demeures aérées de plus en plus ouvertes aux curiosités bénévoles des touristes.

Pays de tradition, d'où le folklore et la langue des aïeux n'ont jamais disparu. C'est aussi, aux marches de la France, un pays du plus haut goût de vivre et de vie de plus haut goût : il n'est que d'essayer la cuisine de ce pays pour savoir ce qu'est le raffinement d'une table dont les logs les plus sévères vouent sans barguigner les mérites éminents.

Située à ce carrefour des peuples qui lui vaut dans le passé d'être si souvent mise en danger, à ce carrefour aussi d'influences et de civilisations qui ont nourri en tout temps sa propre originalité, la Wallonie est aujourd'hui encore carrefour, mais de travail, d'intelligence, de beauté et d'harmonie. C'est là sans doute son apport original à une Europe touristique, dont les composantes se veulent d'harmonie et de générosité.

A. HAULOT,
commissaire général au tourisme.

En Wallonie, les investissements étrangers ou mixtes (nationaux et étrangers) ont surtout été projetés dans les industries manufacturières. La part qui est revenue à la Wallonie s'est considérablement accrue depuis 1973 : de 13 % environ à 36 % en 1975.

INVESTISSEMENTS PREVUS	En % du total en Belgique			
	1972	1973	1974	1975
- Wallonie	11,9	33,4	42,5	55,9
(Hainaut)	(2,2)	(11,3)	(23,6)	(23,6)
(Liège)	(5,6)	(6,9)	(16,2)	(18,7)
(Luxembourg)	—	—	(1,3)	—
(Namur)	(3,6)	(15,2)	(6,6)	(3,3)
Brabant (wallon)	(0,5)	—	(1,2)	(3,3)
- Flandre	65,8	64,5	53,5	44,1
- Bruxelles-Capitale ..	24,1	2,1	4,2	—

(Source : ministère des affaires économiques.)

L'ensemble des investissements prévus de 1959 à 1975 dans tous les secteurs devaient se financer pour 48 % en Wallonie grâce à des recours aux marchés financiers (et, en particulier, aux banques privées) et le reste par financement interne (en Flandre : 44 %, à Bruxelles : 62 % et 46 % pour l'ensemble du royaume).

De ces quelques statistiques, il ressort manifestement que depuis plusieurs années tous les organismes financiers, publics ou privés, consentent un effort considérable pour le renouveau de la Wallonie.

2) L'ensemble des grandes ban-

ques belges et de nombreuses banques de taille moyenne sont représentées depuis longtemps dans toutes les parties du pays par un réseau extrêmement dense de sièges et d'agences qui satisfont aux besoins non seulement des particuliers, mais des entreprises de toute taille de chaque région. Ainsi, la Wallonie bénéficie des services de plus de mille implantations bancaires, qui vont de l'agence (occupant deux ou trois personnes en moyenne), localisée dans les petites communes, au siège bancaire (occupant deux cents à trois cents personnes), situé dans les grandes villes. Ces banques disposent de moyens financiers importants grâce notamment à un taux d'épargne appréciable de la part des particuliers.

Les banques privées ne s'occupent pas seulement de l'octroi et de la gestion de crédits. Elles mettent progressivement à la disposition des entreprises un ensemble de services nouveaux ou qui existaient déjà autrefois, mais qui n'étaient pas assez systématiquement rendus ou développés.

Les banques qui disposent d'un réseau international étoffé de participations ou de correspondants étrangers s'efforcent d'aider les entreprises en les mettant en contact avec des fournisseurs, des clients et des partenaires étrangers potentiels. Dans ces domaines, rien des choses sont possibles :

— Groupement de fournisseurs, notamment pour la vente de biens d'équipement à l'étranger ;

— Information plus large visant à mettre en contact des offres et des demandes tant commerciales que financières ;

— Mise à la disposition des entreprises d'informations d'ordre juridique, économique et financier, notamment en ce qui concerne les pays lointains ;

— Développement des activités de fusions et d'acquisitions à l'échelle nationale et internationale.

Mais là ne s'arrête pas le rôle actuel des banques :

— Elles peuvent offrir aussi des services d'analyse de gestion financière sous toutes ses faces, depuis des études qui facilitent l'accès aux marchés des capitaux jusqu'aux problèmes d'offres publiques d'achat, en passant par des études d'« engineering » financier ;

— Elles peuvent développer des techniques plus ou moins nouvelles de « renting », de « factoring » et de « leasing », voire une aide en matière d'informatique, de calcul de paie et de comptabilité.

Sans que ceci implique en quoi que ce soit un désintérêt pour les grandes entreprises, on peut dire que les institutions financières aident, plus encore que dans le passé, les petites et moyennes entreprises. En Wallonie, il y a dix-huit mille entreprises de ce type, groupant chacune de cinq à quatre-vingt-dix-neuf travailleurs. Ces efforts sont largement justifiés :

— Les petites et moyennes entreprises, ou l'a signalé bien souvent, disposent de moins de moyens pour se défendre et pour accéder aux marchés des capitaux ;

— Mais ceux qui les dirigent sont souvent parmi les meilleurs entrepreneurs, au sens schumpétérien du terme ; ils constituent toujours l'essentiel d'une classe moyenne, facteur important de stabilité dans toute société.

Certes, on ne peut pas dire que tous les problèmes de la Wallonie, terre de vieille industrialisation, soient en voie de solution ni que les seules interventions des institutions financières soient susceptibles de les résoudre. Mais les premiers signes d'un renouveau wallon se laissent déjà entrevoir et les investissements et les aides qui ont été consentis pour la Wallonie ne sont certes pas étrangers à cette évolution.

R. HENRIOT,
ancien ministre des finances,
professeur
à l'université libre
de Bruxelles.



4 DIVISIONS

Capacité de production :
150.000 tonnes/an

SOCIÉTÉ BELGE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES S.A.

7330 SAINT-GHISLAIN - BELGIQUE
Téléphone : 065/77-71-31 - Télex 57.180

Une gamme étendue de réfractaires de haute qualité

Licencié Busette Rotative N.K.K.

Agent général en France : SOCIÉTÉ COMMERCIALE U.C.B.

Département BELREF,
55, rue de la Boétie.
75008 PARIS.
Tél. : 359-75-36 - Télex : 280.142.

150

ONIE

TERRE ROMANE

... LE MONDE — 3-4 octobre 1976 — Page 15

OPINIONS ET ANALYSES WALLONNES



L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux investissements

La Wallonie, une des trois régions belges, est surtout caractérisée, sur le plan économique, par l'existence d'une industrie résultant de la révolution industrielle du XIX^e siècle. Dès après la première guerre mondiale, certains signes d'essoufflement se manifestèrent pour toute une série de raisons. Ces faiblesses s'amplifièrent encore après 1945. Les autorités nationales et régionales décidèrent dès lors de pratiquer une politique de reconversion tant au niveau de la structure industrielle qu'à celui des équipements collectifs d'infrastructure.

Les autorités belges restent bien conscientes du fait que les entreprises nationales, réputées pour leur dynamisme et l'esprit de productivité de leur personnel, ne peuvent à elles seules atteindre les objectifs sectoriels, technologiques et régionaux du Plan, seuls susceptibles de surmonter avec succès les handicaps actuels. Les investisseurs étrangers sont dès lors accueillis favorablement en Belgique, pays qui, de tout temps, a adopté une attitude libérale à l'égard des implantations étrangères. Dans cet esprit, une approche active des investissements étrangers fut mise sur pied dès 1955, et elle se poursuit toujours, grâce à une étroite coopération entre les milieux économiques

nationaux et régionaux. Les organismes financiers installés en Belgique épaulent de manière efficace et constructive l'action officielle. Rien ne permet de dire que cette position doit changer prochainement, bien au contraire.

Les efforts de diversification résolutement entamés requièrent un important volume d'investissements. Dans cette optique, le gouvernement a, dès 1958, traduit sa volonté d'industrialisation et de reconversion industrielle dans des lois favorisant le développement de nouvelles entreprises ou l'extension de firmes existantes.

En 1970, une nouvelle loi a revu complètement l'encadrement juridique du système, qui repose notamment sur :

- Un pilier régional ;
- Un pilier industriel ;
- Ainsi qu'un pilier d'aides à l'infrastructure.

La possibilité d'aides dans d'autres parties du pays reste ouverte notamment pour le développement des petites et moyennes entreprises, qui peuvent bénéficier d'aides non négligeables.

Dans chaque système légal, les incitations financières directes consistent en une intervention financière liée à la valeur des investissements en immobilisations (terrains, bâtiments, équipements et investissements immatériels).

dont l'intensité est fixée en fonction des mérites propres du projet, sous l'angle de l'emploi, de l'exportation ou de la technologie par exemple.

L'aide de l'Etat peut revêtir la forme d'une prime en capital ou d'un subside en intérêt :

— Prime en capital lorsque les investissements sont financés par fonds propres ;

— Subside en intérêt en cas d'appel au crédit, c'est-à-dire une réduction du taux d'intérêt. À payer à l'organisme de crédit agréé (public ou privé).

L'intensité maximale correspond à une réduction du taux d'intérêt de 5 % pendant cinq ans sur un montant ne pouvant dépasser les trois quarts de la valeur des immobilisations. Lorsque les circonstances conjoncturelles le rendent souhaitable, ce qui est le cas actuellement, il est prévu que l'intensité de la réduction peut passer à 7 %, soit donc une aide totale brute de 21 % du volume investi. Il existe aussi une possibilité de financement, par avance récupérable mais sans intérêt, des travaux de recherche et de mise au point, de prototypes, de produits et de procédés nouveaux. L'intervention peut ici atteindre 80 % des coûts.

Des incitations fiscales sont attribuées, comme les incitations financières, on y retrouve :

— L'exonération, jusqu'à cinq ans, du précompte immobilier (impôt annuel sur les revenus des immeubles) ;

— L'exonération du droit d'enregistrement de 1 % dû sur les apports en capital (augmentation et apport initial) ;

— La possibilité de pratiquer, pendant trois ans, des amortissements doubles (en cas d'amortissements linéaires).

À côté de ces incitations directes, il ne faut pas négliger les interventions indirectes couvrant l'aide à la création des infrastructures industrielles d'accueil. Des sociétés

d'équipement économique sont habilitées à exproprier des terrains et à les aménager pour les mettre à la disposition des industriels. A l'heure actuelle, l'ensemble de la région wallonne est pourvue de quatre-vingt-quatre parcs industriels équipés, judicieusement répartis selon les disponibilités de main-d'œuvre et les exigences techniques. Il est possible d'acquiescer ces terrains à des prix intéressants.

Tout cela, brièvement résumé, fait ressortir la volonté gouvernementale de surmonter, dans cette région, les problèmes actuels. L'important arsenal des mesures disponibles en fait foi.

En outre, les services officiels belges sont outillés pour documenter rapidement et complètement les industriels étrangers sur la Belgique. Ils sont équipés pour organiser des visites de terrains industriels. Les chiffres connus des investissements étrangers en Belgique font ressortir l'attrait qu'exerce la Belgique sur les investisseurs étrangers. Entre 1959 et 1975, des investissements étrangers pour 180 milliards de FB ont été recensés. En prenant les chiffres des trois dernières années, on arrive, pour les investissements étrangers dans les industries manufacturières uniquement, à un total de 40 milliards de FB dont 17,3 milliards de FB pour la Wallonie.

La proximité de la France et de la Belgique, et de la Wallonie en particulier, est telle que tout ce qui est dit ci-dessus peut être vérifié sans perdre de temps, par des visites sur place, par des contacts avec les industries établies, par des entretiens avec les autorités officielles. L'expérience mérite d'être tentée. Il convient de la tenter.

R. CHARLIER, inspecteur général du service expansion économique, investissements étrangers du ministère des affaires économiques.

France et Wallonie

PARM' les frontières, en est-il une qui paraisse aujourd'hui moins naturelle que celle qui sépare la Wallonie de la France ? Louis XIV ou l'a d'ailleurs reconnue que sous la contrainte de l'Europe : mieux que ses victoires, elle rappelle ses défaites. Et celles-ci auraient pu être pires. Mariembourg, Philippeville et Bouillon seraient restées françaises sans la ruse de l'Aligre et sans Waterloo. Mais ce ne sont là que « cicatrices » de l'histoire militaire et diplomatique. Entre la chaîne des « événements », l'histoire profonde — celle de tous et de tous les jours — continue à tisser sa trame, comme Fénélope sa toile en attendant le retour d'Ulysse. Et elle la tisse par-dessus cette frontière, dans les mêmes plaines, sur les mêmes coteaux, dans les mêmes Ardennes, le long des mêmes rivières : Escaut, Sambre et Meuse. Les mêmes cultures ont occupé les jours des hommes et taponné leur mentalité. Picard, wallon et, vers le sud, champenois et lorrain, tels sont leurs dialectes. Et, par-dessus la frontière, une seule et même langue régit : celle de France.

La même langue ! (Comme tous les autres peuples, les Français ont longtemps cru que « le génie de chaque nation (...) est surtout dans sa langue ») (Michelet). La défaite de Sedan et la perte de l'Alsace ont tout changé. Ni Ruman, ni Fustel de Coulanges, ni Lavisse, ne pouvaient admettre que la langue justifiait, si peu que ce soit, l'appartenance allemande de l'Alsace. La victoire de 1918 a dissipé cette hantise. Depuis lors, Ferdinand Lot, Marc Bloch, René Grousset, ont reconnu à la langue le rôle qu'elle avait eu (parmi d'autres facteurs) dans la cristallisation des consciences nationales. Le simple peuple n'en avait jamais douté. Chaque nation

ayant « sa » langue (les Anglais, l'anglais, les Allemands, l'allemand, etc.), les Belges devaient avoir la leur. Combien d'amis français ne nous ont pas demandé de « parler belge » ? Que pouvions-nous répondre ? Sinon que, comme eux-mêmes et avec l'accent de notre province, nous ne parlions que le français.

Il eût été impertinent d'ajouter que nos ancêtres avaient adopté cette langue bien avant nombre de provinces françaises. Et cependant...

Nous sommes au treizième siècle, peu après 1230, trois siècles avant l'ordonnance de Villers-Cotterêts. Le vainqueur de Bouvines est mort. Son fils a partiellement hérité du Languedoc. Son petit-fils va sanctifier son règne. A Liège, pour la première fois, des seigneurs français sont appelés à régir l'évêché et le pays. L'évêque est suffragant de Cologne ; le pays, fier d'empire. Tout semble les orienter vers l'Allemagne. Mais le dialecte roman (nous disons aujourd'hui : « wallon »), qui s'est fixé dans toute la moitié méridionale du diocèse de Liège, le lie au monde d'où, plus particulièrement au monde picard dont il partage certains traits dialectaux. Aussi, lorsque à l'université de Paris, alors en plein essor, la faculté des arts se divise en « nations », la plupart des clercs liégeois s'inscrivent naturellement dans la « nation picarde ». Ils y rencontrent les étudiants des diocèses picards de la grande province ecclésiastique de Reims. On aurait donc pu croire qu'en ce moment où la renaissance de l'écrit et la laïcisation de la culture invitaient les chancelleries et les griffes à faire usage d'une « langue vulgaire », celle-ci eût été, pour la partie romane du diocèse, le « roman liégeois » ou le « picard », dont l'audience était large et la littérature, riche et diverse.

Or, il n'en fut rien. L'un des premiers actes liégeois, que nous ayons conservés en langue vulgaire (1298) affirme dans sa morphologie « une allure tellement française déjà qu'elle évoque à peine le wallon » (L. Remacle). D'emblée et sans contrainte, les Liégeois ont adopté la langue que la France d'où se créait par-dessus la diversité et la rusticité de ses dialectes et de ses patois. Cette option, qui fut également celle de leurs voisins, a engagé l'avenir intellectuel des terroirs romans de Belgique. Elle a facilité leurs rapports avec la France et, par elle, avec le monde. — mêlé leurs sculpteurs, leurs peintres, leurs graveurs, leurs musiciens, aux créateurs de l'art français, généralisé la diffusion des principes de la Révolution. Finalement, elle a précipité Liège et la partie wallonne de sa principauté dans les bras de la République française (1793).

En 1830, l'élite sociale et politique qui représentait la nation belge (1 % environ de la population) était toute française de culture. Cent ans plus tard, cette situation était complètement bouleversée. La Flandre s'était donnée une langue par-dessus ses patois. La dualité des cultures a triomphé en Belgique avec le suffrage universel. C'est seulement au sud de la frontière linguistique que l'enseignement se fait intégralement en français. Mais, d'autre part, tous les Wallons le reçoivent.

Depuis 1914, l'enseignement primaire est devenu obligatoire, une trentaine d'années après la République, et avec les mêmes résultats. Si un Gaston Bonheur wallon recueillait les textes de dictées, les pages d'anthologie et la plus grande partie des manuels qui, jour après jour et durant des années, ont composé notre éducation, il constaterait que les Wallons ont été formés selon l'esprit et la lettre des écoles de Jules Ferry.

Sans doute faut-il ajouter à ce premier bagage ce que, de Tournai à Liège et de Nivelles à Bouillon, la vie nous a appris et qui nuance nos diverses communautés et les distingue plus ou moins de telle province française et de Paris, notre capitale spirituelle commune. Néanmoins, en dehors de l'Hexagone, les Français ne trouveront nulle part « un morceau de France » qui leur soit à ce point semblable et à ce point fidèle.

JEAN LEJEUNE, professeur à l'université de Liège.

La concertation sociale

La concertation entre partenaires sociaux s'est particulièrement développée en Belgique depuis la seconde guerre mondiale. Pendant près d'un quart de siècle, elle se limite cependant au niveau national, tant sur le plan économique que par l'intermédiaire du Conseil national de l'économie et de ses conseils professionnels que sur le plan social par l'intermédiaire du Conseil national du travail et des commissions paritaires.

La loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, en créant les conseils économiques régionaux, va instituer cette concertation au niveau régional. Mais elle va instaurer une innovation en doublant la concertation entre partenaires sociaux d'une concertation entre ceux-ci et les hommes politiques de la région.

L'objectif essentiel de cette loi est en effet d'associer plus étroitement les régions à l'élaboration de la politique économique et à son exécution, et de veiller à une participation plus large et plus directe de l'ensemble des milieux intéressés.

C'est ainsi que le Conseil économique régional de Wallonie (C.E.R.W.) est composé pour moitié de représentants des milieux socio-économiques, — les représentants des organisations représentatives des travailleurs y siègent paritairemment avec les représentants des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture, — et pour moitié de mandataires politiques : parlementaires de la région représentant proportionnellement les différents partis et mandataires provinciaux représentant les différentes provinces de Wallonie.

Les conseils économiques régionaux sont essentiellement des assemblées consultatives dans le domaine économique-social. Ils ont une compétence d'avis et une recommandation. Certains avis sont préalables à la décision du gouvernement : c'est notamment le cas en ce qui concerne la répartition des principaux crédits budgétaires qui concernent l'expansion économique régionale et leur affectation. Cette compétence recouvre deux domaines d'intervention. Le premier concerne les crédits localisables des budgets ministériels et, dans ce cadre, le C.E.R.W. est appelé à donner un avis sur les programmes prévus pour la Wallonie en matière d'infrastructure économique et sociale, notamment les travaux publics, les communications, l'aménagement du territoire, les équipements socio-collectifs. Le second domaine d'intervention concerne les fonds à vocation régionale dont il s'agit de dégager la destination et d'obtenir l'engagement : fonds d'expansion économique, fonds de solidarité nationale, fonds européen de développement régional. Le C.E.R.W. donne également

un avis préalable sur les projets et propositions de lois aux régimes généraux relatifs au développement régional.

La mission essentielle des conseils économiques régionaux est certes l'adoption du projet du plan régional. C'est à l'unanimité de ses membres que le C.E.R.W. a ainsi défini dès juillet 1974, les priorités fondamentales qui devaient être celles de la communauté wallonne d'ici à 1980 et opéré les choix de base portant sur les principaux moyens et politiques permettant la réalisation la plus satisfaisante des grands objectifs proposés pour la Wallonie, que ce soit en matière d'emploi et de formation, d'expansion économique, de politique industrielle, ou en ce qui concerne les transports, l'environnement, l'aménagement comme l'équipement du territoire.

C'est unanimement que le C.E.R.W. vient également de refuser d'adopter le projet de plan 1976-1980 qui était proposé par le gouvernement dans la mesure où son application ne permet pas un développement équilibré des diverses régions du pays.

Le dialogue qui s'est établi au sein de notre conseil nous a également permis de dégager les mesures de sélectivité régionale à prendre en matière budgétaire et de crédit comme les éléments d'un programme wallon de défense et de promotion de l'emploi.

La concertation au niveau régional a d'autant plus d'impact qu'elle reflète la position de l'ensemble des forces vives d'une région. Bien que le pouvoir central ne prenne pas toujours les mesures que l'on serait en droit d'attendre, elle permet cependant d'influer la politique nationale dans un sens beaucoup plus favorable aux intérêts de la région. Il ne faut cependant pas déduire des nombreux exemples d'unanimité, une constante simultanéité d'option entre partenaires sociaux : celle-ci est mise à rude épreuve par les difficultés que nous traversons. Outre que le dialogue s'avère souvent constructif, son résultat est, surtout, le reflet d'une solidarité wallonne face à un pouvoir central qui n'attache encore qu'une importance secondaire aux réalités régionales ; la concertation a aussi d'autant plus d'intérêt qu'elle permet l'élaboration d'une conception globale du développement de la région et, constituée dans ce cadre, un apprentissage des responsabilités régionales à venir.

Il faut que la réforme de la Constitution, achevée fin 1970, trouve rapidement son aboutissement dans une décentralisation politique véritable au profit des régions.

L'expérience du Conseil économique régional le désigne naturellement pour être alors le principal organe de concertation sur le plan régional.

ALBERT GRANDJEAN, secrétaire général du Conseil économique régional wallon.

INVESTIR EN WALLONIE ?

Pourquoi ?

Des aides financières substantielles et des avantages fiscaux sont accordés aux investisseurs.

- assistance financière pour la formation professionnelle ;
- régime fiscal favorable pour les dirigeants et cadres étrangers ;
- rapatriement libre des capitaux et dividendes ;
- aide financière à l'exportation hors Marché commun ;
- avance de fonds sans intérêt pour la mise au point de prototypes ;
- zones industrielles parfaitement équipées ;
- assistance aux industriels lors des contacts avec l'administration.

Pour tous renseignements, contacter :

Le Secrétariat d'Etat à l'Economie Régionale Wallonne, avenue des Arts, 19 H - boîte 3

1040 BRUXELLES

Tél. : 02/219-46-20





LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

WALLONIE

La croissance dépend de l'instauration d'un véritable pouvoir régional

NOUS DÉCLARE M. JEAN GOL, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE RÉGIONALE WALLONNE

L'économie wallonne fait figure de parent pauvre en Belgique. Après avoir été au dix-neuvième siècle un concurrent industriel de la Grande-Bretagne, le pays noir a continué pendant la première moitié du vingtième à dominer la vie du royaume. Puis vint le temps du déclin avec l'émigration de la Flandre fondée sur l'accès à la mer et l'abondance de la main-d'œuvre. Le pétrole remplace le charbon et les investisseurs étrangers s'installent en force dans la région flamande. En vingt ans, de 1954 à 1974, la part de la Wallonie dans le produit national brut baisse de 34 à 28 %, celle de la Flandre monte de 34 à 56 %. Pour opérer un redressement, qui s'esquisse avec l'installation de nouvelles usines, M. Jean Gol, secrétaire d'État à l'économie régionale wallonne, préconise la définition et l'application d'une politique structurelle axée sur un véritable pouvoir régional.

« Au moment où la Belgique connaît une reprise de l'activité, comme viennent de le révéler les experts de l'O.C.D.E., comment réagit, Monsieur le ministre, l'économie wallonne ? »

« Nuançons. La reprise a été vive au cours des premiers mois de cette année ; mais, actuellement, le rythme d'accroissement de la production se ralentit. L'expansion devient plus modérée, alors même que les tensions inflationnistes compliquent la tâche du gouvernement. »

« Dans ce contexte général, l'économie wallonne se trouve dans une situation délicate dans la mesure où, devant une crise, elle se déprime plus vite et se rétablit plus lentement que le reste du pays. Ce décalage est lié

aux difficultés structurelles de la région. Ainsi le nombre des sans-emplois met plus de temps à diminuer. Bien plus, le chômage conjoncturel se transforme en partie en chômage structurel, la crise secouant un appareil industriel wallon déjà fragile. » Enfin, l'industrie wallonne est moins sensible à une politique de relance conjoncturelle de la demande parce que son économie produit relativement peu de biens de consommation, étant surtout fondée sur l'industrie lourde et les produits semi-finis. Par contre, lorsque des mesures de relance prennent la forme d'encouragements à l'investissement, ce sont souvent des investissements de rationalisation qui en bénéficient et ils n'ont que des effets défensifs en termes d'emploi.

« La région wallonne a donc particulièrement souffert de la récession. En reste-t-il des traces ? »

« Certes. Le taux de chômage, déjà élevé avant la crise, reste important, s'établissant en juillet, comme en janvier, à 11,1 % de la population active, contre 8,4 % en Flandre (8,8 % en janvier). De même, les entreprises en difficulté ou qui ont fermé ont été nombreuses, parce que beaucoup d'entre elles se trouvaient déjà « à la corde » en période de prospérité. »

« N'y a-t-il eu des facteurs négatifs ? »

« Non, dans une certaine mesure, la crise nous permet de voir plus clair, ayant notamment ré-évalué l'importance de certains secteurs au fonctionnement balsacien, comme la poterie et le chauffage, certains sous-secteurs du verre et du textile, et fait le tri entre les firmes viables et les autres. Un noyau dur est apparu et la réces-

sion a fait prendre conscience d'un certain nombre de reconversions inéluctables que n'acceptaient, par conservatisme, ni le patronat ni les syndicats.

« Quels sont pour vous les secteurs condamnés ? »

« Le rôle du charbon, qui a été important dans la naissance de l'industrie wallonne, est terminé. Les dernières mines fermeront en 1982. Actuellement les charbonnages n'emploient plus que six mille salariés contre cent vingt mille en 1950. Sont en déclin également les carrières, le verre (certains produits de la chimie lourde), le textile, la céramique. Pour toutes ces branches, il ne faut plus recommencer l'expérience de subvention pratiquée à l'égard des charbonnages. L'argent de la collectivité doit être utilisé en faveur de secteurs porteurs d'avenir. »

« Lesquels ? »

« Il y a un avenir réel pour la sidérurgie, mais celle-ci ne sera pas créatrice d'emplois nouveaux. Pour assurer un emploi de qualité et stable, il faut développer la construction mécanique, métallique et électrique, la chimie et la pétrochimie (qui représentent en 1975 18 % des créations d'emplois, et pour le premier semestre de 1976, 15,7 %), l'industrie alimentaire et celle qui est fondée sur les ressources naturelles de la région (bois, eau).

« L'investissement étranger est nécessaire

« Quels sont les moyens d'assurer un nouveau développement économique ? »

« Par une politique structurelle spécifique à la Wallonie favorisant les petites et moyennes industries, celles qui occupent moins de cinq cents personnes et qui incorporent beaucoup de technologie. Dans ces firmes qui doivent constituer une des bases du renouveau industriel, la gestion est plus souple, l'information facilitée et le climat social meilleur. Il s'agit souvent de P.M.I. familiales qui ont grandi jusqu'à la taille de l'innovation et de l'exportation.

« Doit-on en déduire que vous êtes réservé à l'égard d'investissements étrangers importants ? »

« Sûrement pas. Il faut aussi de grands pôles de développement. Et dans un climat de diversification, l'investissement étranger, qui peut d'ailleurs se traduire par la création d'unités moyen-

nes, est non seulement utile, mais nécessaire. En 1975, il a représenté 19 % de l'investissement global wallon aidé par l'État (25 % des emplois nouveaux) et 30 % pour les sept premiers mois de 1976. La France, qui est notamment représentée par Péchiney, Renault, L'Oréal, vient au deuxième rang des investisseurs étrangers, derrière les États-Unis.

« La main-d'œuvre wallonne a une certaine réputation d'intransigeance.

« Nous sommes des Latins. Il y a une certaine exubérance, et les conflits prennent parfois une dimension spectaculaire : occupation d'usines, « sit-in ». Mais ce ne sont pas nécessairement les grèves les plus nuisibles qui sont les plus longues. En outre, ces manifestations se produisent en général dans des entreprises peu solides ou mal gérées. En tout état de cause, la main-d'œuvre est de qualité et la productivité élevée.

« Mais le syndicalisme wallon ? »

« Il a une tradition de combat. Toutefois, la société a fort évolué, et la concertation fait des progrès tant au niveau national que régional. Un mouvement de grève générale comme en 1960-1961 ne semble plus probable.

« Pour compenser un certain handicap, vous devez recevoir une aide de l'État. Êtes-vous mieux ou moins bien traitée que d'autres régions en Belgique ? »

« Nous avons reçu de l'argent pour encourager les investissements. De 1970 au 30 juin 1976, les investissements aidés par l'État ont atteint 130 milliards de francs belges, sur un total de 380 milliards pour le royaume, soit 36,4 %. Le pourcentage des emplois nouveaux créés grâce à cette aide n'a été que de 30,5 %. Ainsi l'aide publique a été importante, mais très coûteuse par emploi. Le système d'aides aux investissements privés n'a pas résolu fondamentalement nos problèmes structurels. Les mécanismes des lois d'expansion économique de 1959 et 1970 sont fondés sur l'idée d'une croissance continue et d'une initiative privée dynamique. Or il ne s'agit pas seulement d'accorder des aides fiscales ou financières, mais de permettre des économies externes. Dans un moteur à faible rendement, verser de l'huile n'est pas suffisant. »

« Êtes-vous déjà par la régionalisation ? »

« Nous souffrons de l'absence d'une régionalisation véritable. Même si la solidarité nationale était parfaite, notre développement économique passerait par l'instauration d'un véritable pouvoir régional wallon susceptible

de mettre au point et d'exécuter une politique industrielle wallonne.

« Vous êtes un des animateurs, au sein du rassemblement wallon, du club Réformes Europe-Régions. Pourriez-vous préciser votre position ? »

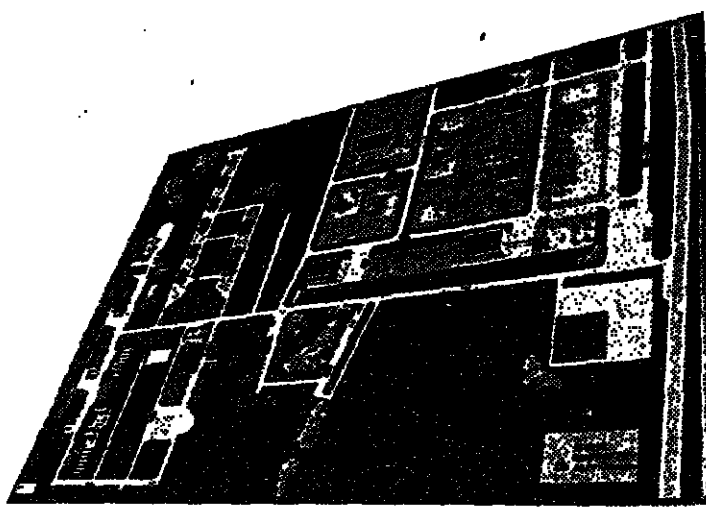
« Progressivement les États-Nations européens devront céder des pouvoirs par le haut à une Europe dont l'union est un impératif catégorique de notre avenir économique et culturel et par le bas aux régions qui les composent. Loin d'être un facteur d'affaiblissement de la construction européenne, la revendication régionale constitue un facteur d'équilibre. Tantôt la création des régions permet de tempérer des conflits inévitables dans les États plurinationaux, tantôt elle permet de faire coïncider de nouvelles structures politiques et administratives avec le sentiment profond des populations. Enfin, cette reconnaissance politique des régions renforce le puissant courant d'échanges économiques et sociaux qui, tout naturellement, s'établit et s'amplifie entre les grandes métropoles régionales européennes. »

« C'est dans le cadre de l'Europe des régions que le dialogue entre la Wallonie et des régions françaises (J'ai pris contact récemment avec Rhône-Alpes à l'occasion de la foire de Lyon) se situe nécessairement. Ce dialogue est d'autant plus naturel qu'il existe une forte communauté culturelle, de langue et de civilisation entre nous. »

« L'Europe et la région sont les cadres futurs de tous les progrès démocratiques. Quoi d'étonnant dès lors à ce que les réformateurs soient souvent des Européens et des régionalistes convaincus ? »

Propos recueillis par MICHEL BOYER.

EUROSITE : AKZO CHEMIE EN WALLONIE



Maquette de l'usine de la Société des Dérivés Azotés d'Akzo Chemie à Ghlin-Baudour (Mons).

Entreprise chimique à vocation internationale, Akzo Chemie possède des unités de production dans plusieurs pays européens (ainsi aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne) ; elle vient aussi de choisir la Belgique pour implanter une de ses usines les plus modernes, offrant de larges perspectives d'avenir. Dans le zoning industriel de Ghlin-Baudour, en Wallonie, on prépare la construction d'une usine pour la production d'amines et de sels d'ammonium quaternaires, produits trouvant de nombreuses applications utiles qui sont d'un intérêt direct pour le public.

Déjà, en 1972, Akzo Chemie avait construit une grande usine dans la région de Mons : il s'agit d'une des installations les plus modernes au monde pour la production de peroxydes. Deux unités sont déjà à l'œuvre, une troisième sera mise en exploitation en 1977.

Plusieurs raisons justifient le choix de cette région Mons-Borinage : sa situation centrale en Europe, au carrefour des grandes voies de communication ; la présence d'une main-d'œuvre qualifiée ; la disponibilité de vastes terrains industriels ; les efforts déployés par les autorités afin de doter la région d'une infrastructure adaptée au renouveau économique (ce qui se traduit par la création des zones industrielles comme par la formation et le recyclage professionnels).

L'établissement de la nouvelle unité d'Akzo Chemie dans le Borinage s'est réalisé avec l'appui de l'Intercommunale de Développement (IDEA) et la participation financière de la Société Nationale d'Investissement.

Créatrice d'emplois, l'usine répond aussi à toutes les exigences en matière de protection des travailleurs et de l'environnement. Ses équipements comme ses produits sont basés sur trente années de développements technologiques. Finalement, cette réalisation d'envergure accroît la capacité industrielle de la Wallonie et de la Belgique.

Eu égard au rôle des nouvelles installations sur la scène industrielle européenne, les responsables d'Akzo Chemie ont donné au complexe de Ghlin-Baudour le nom d'Eurosité.

Une journée d'un travailleur

CHACUN matin, vers 6 h. 30, Louis Gérard, un grand blond aux yeux bleus, âgé de quarante-cinq ans, mais ne les paraissant guère, sort sa voiture et se rend à son travail aux Câbleries de Charleroi. Dans sa petite maison propre, au cœur de la banlieue ouvrière de Gilly, le café fume dans un pot de grès rouge, sur le poêle de la cuisine. A l'ombre de l'un des soixante terrils de charbon du pays noir, les lumières s'allument à presque toutes les fenêtres.

Depuis l'âge de quinze ans, Louis Gérard ramène ces rues mal pavées, longues et monotones, qui mènent à la métropole industrielle du bassin de

la Sambre. Il a commencé sa vie professionnelle aux chemins de fer, puis, aux Ateliers de construction électrique de Charleroi (A.C.E.C.), où il fut chauffeur de poids lourds. Un accident du travail — l'éclatement d'un pneu — lui a laissé de cette période un souvenir pénible et, sur le front, une large cicatrice verticale. La « rationalisation » d'une partie de la métallurgie wallonne devait tout de suite décider de son avenir. Son service de camionnage supprimé, Louis Gérard fut d'abord réaffecté à « l'usine à câbles ». Ce secteur, lui-même appelé à disparaître après le rachat des A.C.E.C. par Westinghouse, fut sauvé de justesse par un acquéreur italien.

Un niveau de vie élevé

A l'inverse de la plupart des cinq mille six cent quarante travailleurs wallons (dont mille six cent quatre-vingt-dix métallurgistes) licenciés en 1975 après la fermeture de cent quarante-six entreprises, Louis Gérard se félicite de sa reconversion : il est aujourd'hui chef d'équipe aux Câbleries de Charleroi, dont les ateliers sont installés à Marcinelle. « Une entreprise moderne, déclare Louis Gérard, où il est agréable de gagner sa vie. »

C'est, en tout cas, une grande usine où, sous la férule d'un directeur général français, mille huit cents ouvriers font les « trois-huit » (quarante heures par semaine), tandis que mille trois cents employés, ingénieurs et agents de maîtrise travaillent de 7 h. à 15 h. 30 ou de 8 h. à 16 h. 30, avec une pause-café de neuf minutes, vers 9 heures, et un arrêt-déjeuner d'une demi-heure, vers midi. A la cantine d'entreprise, le repas complet, copieux et consistant, ne coûte que 30 francs belges (environ 3,80 F) « y compris le verre de bière ».

Le salaire moyen brut d'un ouvrier professionnel s'élève à 180 F belges l'heure, soit environ 3 000 F par mois, et plus que le prix moyen du loyer dans un appartement F 3 ou dans une maison correspondante. Aussi le niveau de vie des ouvriers, surtout si leur épouse travaille, est-il assez élevé, comme en témoignent les centaines d'automobiles, puissantes et brillantes, garées devant les ateliers. Mais c'est là, sans doute, une situation privilégiée, dans un pays qui, comme ses voisins, a souffert de la crise.

A l'intérieur de l'usine tout est propre et en ordre. Nous sommes, il est vrai, dans l'une des rares entreprises « de pointe » dont la

Wallonie a tant besoin. Chaque jour, plus de 80 tonnes de câbles sont expédiées dans le monde entier pour les centrales électriques ou nucléaires, les docks, les liaisons téléphoniques et l'industrie du bâtiment. C'est la câblerie, du reste, qui renouveau autrefois le trésorier des A.C.E.C.

A présent que l'usine a repris sa liberté, son personnel est sans doute l'un des privilégiés de la métallurgie. Il bénéficie d'un système automatique de retraite et d'assurances en tout genre qui, pour une cotisation d'environ 200 francs belges par mois — s'ajoutant à la cotisation syndicale d'une valeur sensiblement égale — assure aux salariés une très grande sécurité. Des œuvres sociales, notamment un centre sanitaire doté de trois médecins en permanence, complètent cette infrastructure.

Sa journée terminée, Louis Gérard boit le coup avec les copains, dans l'un des quatre cafés situés à proximité de l'usine. Tout à l'heure, il ira peut-être jouer à la « petite reine », sorte de balle-pelote fort en vogue en Wallonie. Il fut autrefois « forgeron », c'est-à-dire joueur arriéré, dans les championnats. Les jours de grand match, on entoure la place de l'église de panneaux de jute. A l'intérieur de cette enceinte s'agitent les joueurs vêtus de blanc, entourés d'un public de retraités en casquette, assis sur des bancs de bois. « Le dimanche, explique Louis Gérard, on va en Ardennes. C'est à moins d'une heure de voiture... Et il n'y a pas de péage sur l'autoroute de Wallonie ! »

Entre deux verres de « trapette » écumeux, il conte à qui veut l'entendre, avec un soupçon de fierté, que sa fille Patricia, vingt-deux ans,

aide pharmacienne, est fiancée à un ingénieur français ; qu'il va lui donner pour dot une maison ; qu'il compte bien descendre un de ces jours dans le Midi. Autour de lui, les hommes plaisantent ou rêvent : « Au moins, là-bas, il y a du soleil !... »

On parle aussi de la dernière grève de vingt-quatre heures, début septembre : « La première depuis les années 60, nom d'faut ! ». Le langage est vert et bien gaulois, l'on sent parfois ces rudes Wallons, une grande solidarité. « Un ouvrier, lui, m'explique l'un d'eux, c'est quelqu'un de très fort et de très faible. On peut être robuste, courageux et même intelligent, on se sent quand même insignifiant devant un patronat anonyme, devant les grands trusts internationaux qui passent des contrats avec les pays fascistes. Alors, il faut s'unir. »

Ce grand gaillard, qui connaît la fragilité, craint la solitude. Il trompe sa peur dans l'une des innombrables sociétés sportives ou culturelles du pays de Charleroi, où l'on s'adonne aussi bien au cyclisme, au jeu de boulier et au tir à l'arc qu'à l'art vocal et au théâtre amateur, surtout au théâtre.

L'autre force collective du travailleur wallon, c'est le syndicat. A Marcinelle, il y a un front commun réalisé entre chrétiens, socialistes et communistes — ces derniers très minoritaires. « La syndicalisme est un, force avec laquelle on doit compter », explique Louis Gérard. « Je suis à la F.G.T.B. (1) depuis 1952. Aux Câbleries, pour 80 % le personnel est syndiqué. »

À début du mois de septembre, les cortèges ouvriers, avec leurs bannières, leurs fanfares et, désormais, leurs majorettes, ont à nouveau traversé la région. A Marcinelle, vingt ans après la catastrophe du charbonnage du Bois-du-Cazier, qui fit deux cent soixante et un morts, la base lutte non seulement contre les manipulations de l'index des prix, mais encore contre le chômage et pour l'amélioration des conditions de travail.

« L'on se souvient que c'est d'ici même, aux A.C.E.C., qu'était partie la grande « grève sauvage » de l'hiver 1960-1961, parmi des travailleurs paillardes, dont les hauts salaires faisaient dire, à l'époque, que le « roïdariat wallon ne serait plus jamais combattu... »

J. B.

(1) Fédération générale du travail de Belgique.

سنة ١٤٠٥ هـ



ONIE

TERRE ROMANE

LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Le syndicalisme face à la crise

par JEAN BENOÎT

Celui qui traverse à la nuit tombante le sillon industriel de la Sambre et de la Meuse, sous les feux obliques des hauts fourneaux, peut-il imaginer que la foule pimpante et guillerime qui peuple les rues de Liège est la même que celle qui, tout autour, accomplit chaque jour un labeur de titan, dans des usines à la taille de la Ruhr. Comme à Charleroi, où l'on était — avant la fermeture des mines — « houilleur de père en fils, à Liège on est « téron », c'est-à-dire forgeron, travailleur du fer et de l'acier, depuis des siècles.

Le souvenir d'André Renard

De Tournai à Liège en passant par Quaregnon, Marcinelle, Avelais, Huy et tant de communes aux noms rattachés, d'où sont parties les conquêtes ouvrières, on aperçoit les puits de mines aux molettes immobiles, les pans de murs des usines abandonnées. Sur cette terre pourtant riche en ressources naturelles et humaines, la sclérose du patronat, la méfiance ou l'hostilité des grands trusts internationaux, ont prolongé plus que de raison les conséquences prévisibles de la crise charbonnière et de l'ouverture des frontières au sein du Marché commun. Le processus unitaire des institutions, dans ce pays où coexistent deux communautés parfois antagonistes, pénalisait la minorité wallonne et accentuait aujourd'hui les effets de la récession.

Pour l'instant, les Wallons se contentent encore de discuter ou de chanter. Un millier de jeunes de « toutes tendances » viennent de se reconstruire à Seneffe, dans la banlieue rouge de Liège, à l'occasion des fêtes de Wallonie.

La commune de Seneffe fut autrefois le fief d'André Renard, « père du fédéralisme » et figure de proue du syndicalisme wallon. Issu d'un milieu ouvrier, nourri d'expériences marxistes et anarcho-syndicalistes, conciliant dans la Résistance, dans l'amitié bienveillante à l'égard de l'expérience autogestionnaire yougoslave et dans des luttes plus épé-

siées de 33,3 % à 29,1 % alors que la contribution flamande montait de 59,8 % à 65,3 %. Ces chiffres traduisent la diminution progressive du poids économique de la Wallonie dans le pays.

Tous les observateurs s'accordent également à reconnaître que la Wallonie a beaucoup plus souffert du chômage : 8,7 % de sans-emploi cette année parmi les salariés pour l'ensemble de la Belgique, mais 11 à 12 % pour la seule région wallonne. Si les effets de la crise actuelle ont été ressentis en Wallonie plus tardivement que dans les autres régions, leur gravité fut aussi plus alarmante : en 1974, 50 % de chômeurs de plus qu'en 1960, alors que leur nombre avait baissé, durant la même période, de 25 % pour l'ensemble du pays et de 50 % pour la Flandre seule. En 1976, alors que la Wallonie abrite 80 % environ des travailleurs salariés de Belgique, 89 Wallons sur 1 000 sont sans emploi, contre 67 Flamands sur 1 000. Une telle évolution risque une fois de plus d'accentuer le déséquilibre entre la communauté wallonne et la communauté flamande, à l'heure où la connaissance des deux langues nationales — la française et le néerlandais — est de plus en plus imposée aux postes-clés de la vie professionnelle comme un facteur de promotion sociale. Dès lors, dénonçant la passivité d'un régime où « l'argent et le profit de quelques-uns supplantent les aspirations et les besoins réels d'un peuple entier ».

Quant au projet d'initiative industrielle publique, il ne jouera, ajoutent-ils à Liège, qu'un rôle suppléant par rapport au secteur privé. Une série d'obstacles et de conditions draconiennes réduisent effectivement la portée du projet. La loi prévoit que les mandats du comité chargé de décider des investissements seront choisis parmi les personnalités représentatives des milieux d'affaires... du secteur privé. Les sections régionales de ce comité n'auront à se prononcer que sur des investissements mineurs. D'où la revendication d'un organisme régional, sur les bases de l'actuelle Société de développement régional de Wallonie (S.D.R.W.).

La bataille de l'index

Dans l'immédiat, les syndicats wallons se sont mobilisés contre ce qu'ils appellent « la manipulation de l'index », c'est-à-dire de l'indice des prix à la consommation. Les milieux patronaux avaient mené ces temps derniers une véritable offensive contre la croissance excessive des salaires belges par rapport à ceux des autres pays industrialisés. M. Pulinckx, l'un des dirigeants du patronat, déclarait en mai dernier que d'octobre 1973 à octobre 1975 le coût salarial des ouvriers dans l'industrie manufacturière avait augmenté en Belgique de 49 % contre 41 % en France, 38 % en Grande-Bretagne et 28 % aux Pays-Bas, 26 % aux États-Unis et 21 % en Allemagne fédérale. Verra la moitié de l'année 1976, selon l'Echo de la Bourse de Bruxelles (29-30 mai 1976), les salaires auraient même dépassé ceux des États-Unis dans deux pays européens : en Suède et, ensuite, en Belgique. Même si l'on tient compte du fait que la baisse du dollar a pu influer sur les statistiques, il reste que les hausses de salaires furent de loin plus importantes en Belgique qu'en France.

Maïs les attaques du patronat ont échoué devant la fermeté de ses interlocuteurs. Que faire ? En juillet dernier, le gouvernement décida de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix jusqu'au 1^{er} octobre. Cette « falsification », au dire des syndicats, risquait d'entraîner un retard de deux à trois mois dans les augmentations de salaires, soit une perte de pouvoir d'achat mensuel de 400 à 1 100 francs belges environ, selon l'échelle des salaires. Ce fut une levée de boucliers.

Au terme d'une nuit entière de négociations, le 16 septembre, le gouvernement décida le retour à l'indice des prix d'avant les vacances. Le résultat de l'opération fut que l'indice de septembre allait augmenter de 0,3 point au lieu de 0,5, le prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la sécheresse. Peu importe ! L'accord prévoit que, dans les prochains mois, la méthode de calcul de cet indice ne pourra être modifiée.

Ce qui inquiétait les leaders syndicaux, c'était moins cette perpétuelle que le danger d'une remise en cause d'un acquis essentiel : la liaison automatique des salaires et des allocations sociales à l'index, qui date de 1920 pour les premiers et d'une quinzaine d'années plus tard pour les seconds. D'où la tactique préconisée par la F.G.T.B., visant à sensibiliser, par des manifestations de masse, les couches les plus larges de la population. L'espoir du syndicat socialiste était que les actions menées dans ce domaine le seraient en commun avec la Centrale des syndicats chrétiens (C.S.C.), « au-delà des divergences philosophiques ou politiques ». Cette union s'est plus ou moins réalisée, même si les stratégies ont été différentes.

Les limites du front ouvrier

En Belgique, le taux de syndicalisation est élevé. Les deux grandes centrales se partagent presque à égalité les quatre cinquièmes des syndiqués, l'effectif des syndicats libéraux (C.G.S.L.B.) étant nettement

moins élevé. C'est moins vrai lorsque l'on tient compte des olivages entre la Flandre et la Wallonie. Dans la première région, où domine un électoral chrétien traditionnel, la C.S.C. est nettement majoritaire. Dans la seconde, où se concentrent une forte majorité d'électeurs socialistes, cela tient sans nul doute aux circonstances historiques et politiques qui ont présidé à la naissance du mouvement revendicatif en Belgique.

Comme le parti socialiste belge (P.S.B.) issu du vieux parti ouvrier, la F.G.T.B. s'inspire directement de la déclaration de Quaregnon signée en 1894 alors que s'achevait victorieusement la bataille du suffrage universel.

La position de la C.S.C. est beaucoup plus nuancée. Emanation du mouvement chrétien, elle s'est surtout développée après la première guerre mondiale et a longtemps maintenu ses attaches avec le conservatisme social-chrétien. Prônant « une économie de service, égalitaire, démocratique, mondiale et prospère » pour « la dignité et l'égalité fondamentales de l'homme », elle se prononce pour « la programmation économique et sociale », « la participation et le contrôle des travailleurs et de leurs organisations », « l'utilisation rationnelle des ressources naturelles » et « l'effacement des régionalismes » — « la délimitation des régions et la création, à ce niveau, d'une administration ».

Les relents de guerre sociale et religieuse — « francs-maçons » contre « jésuites » — n'ont pas tout à fait disparu.

Ces incidents centrifuges n'empêchent nullement, il est vrai, la recherche constante de l'unité d'ac-

tion, que climent, au moins en Wallonie, le facteur régionaliste. Devant l'évolution de la crise économique — et malgré la légère reprise observée ces derniers mois — les deux centrales se sont efforcées d'harmoniser leurs tactiques. « Nous n'avons pas le pouvoir politique, dit-on à Liège, mais en Belgique ce sont plutôt les syndicats qui dictent leur attitude aux partis. » Ainsi formulée, cette remarque peut sembler exagérée. Elle n'en est pas moins marquée d'une certaine vérité, si l'on songe aux difficultés internes des partis unitaires et aux changements d'équipes ministérielles provoqués, dans un passé récent, sous la pression syndicale.

L'un des tests de la rentrée sera, précisément, le démarrage des premières expériences d'initiative industrielle publique et de décentralisation administrative. Si les dirigeants de Bruxelles n'apportent pas une réponse positive, le souhait de la F.G.T.B. de voir se réaliser un « front des progressistes » dans la partie francophone du pays pourrait prendre corps très rapidement, sur le modèle du programme commun de la gauche française.

Tant il est vrai que lorsque à Paris le ciel est sombre, il pleut en Belgique...

Effectifs comparés de la F.G.T.B. et de la C.S.C. (1)

REGION	NOMBRE DE SALARIÉS	SYNDIQUÉS F.G.T.B. (socialistes)	SYNDIQUÉS C.S.C. (social-chrétiens)
Wallonie	807 323 (27,5 % de l'effectif des salariés en Belgique)	371 707 (41,9 % de l'effectif national de la F.G.T.B.)	173 109 (18 % de l'effectif national de la C.S.C.)
Flandre	1 285 436 (43,7 %)	391 294 (44,2 %)	609 426 (73 %)
Région bruxelloise	846 637 (28,8 %)	123 174 (13,9 %)	66 023 (9 %)
Belgique	2 939 445 (100 %)	886 175 (104 %)	848 558 (100 %)

(1) En 1971.
(2) Il faut ajouter à ce chiffre 36 962 syndiqués C.S.C. non répartis régionalement, ce qui porte l'effectif national de la C.S.C. à 884 520 adhérents. D'autre part, toujours en 1971, le nombre des adhérents de la C.G.S.L.B. (Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique) était estimé, pour l'ensemble du pays, à 126 626 personnes.

Un chômage important

Comme ses voisins, la Belgique n'échappe pas à une crise structurelle de l'économie, qui s'est manifestée par un chômage important, l'accélération de l'inflation, la baisse des taux de profit, l'essoufflement du commerce extérieur. Cette évolution n'a fait qu'accentuer, jusqu'au début de 1976, le déclin de la Wallonie, alors que la Flandre, du fait d'une structure industrielle plus diversifiée, enregistrait dans certains secteurs une croissance très rapide, notam-

ment dans l'industrie du bois et du meuble, la chimie et les fabrications métalliques.

Entre 1970 et début 1974, la Flandre a vu, par exemple, sa production industrielle croître de 25 %. La Wallonie n'a vu la sienne augmenter que de 8 %. D'autre part, 63,5 % des productions wallonnes émanent de secteurs à faible croissance. Aussi, de 1968 à 1972, la part wallonne dans les exportations belges est-elle pas-

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Constituée en 1922 à l'initiative de la loi relative aux sociétés de droit belge, la Société Générale de Belgique a pour objet la promotion économique et sociale de la Belgique. Elle est aujourd'hui le centre d'un groupe de sociétés à la tête duquel se trouvent des entreprises de premier ordre. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.

FABRIQUE NATIONALE HERSTAL (FN)

Fondée à Herstal il y a près de quatre-vingt ans, en plein cœur d'une région industrielle de premier ordre, la Fabrique Nationale Herstal est restée fidèle à la vocation qui lui avait dicté son développement socio-économique. Elle est aujourd'hui le centre d'un groupe de sociétés à la tête duquel se trouvent des entreprises de premier ordre. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS

Constituée en 1919, afin d'assurer l'approvisionnement en minerais primaires de l'industrie belge, la Société Générale des Minerais a pour objet la promotion économique et sociale de la Belgique. Elle est aujourd'hui le centre d'un groupe de sociétés à la tête duquel se trouvent des entreprises de premier ordre. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.

SOCIÉTÉ DE TRACTION ET D'ÉLECTRICITÉ

La Société de Traction et d'Électricité est un holding industriel possédant d'importantes participations dans des entreprises de premier ordre. Elle est aujourd'hui le centre d'un groupe de sociétés à la tête duquel se trouvent des entreprises de premier ordre. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.

La Division FN FORMETAL

La Division FN FORMETAL, issue de l'ancien département des services techniques de la FN, a pour mission de valoriser et de développer le savoir-faire métallurgique et technologique de la FN dans l'industrie de la machine à vapeur, le traitement et l'utilisation de matériaux métalliques.

La Division Équipements Industriels

La Division Équipements Industriels regroupe les activités de conception, de fabrication et de montage de machines-outils et de matériel industriel. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.

La Division Maintenance

La Division Maintenance regroupe les activités de maintenance et de réparation de machines-outils et de matériel industriel. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.

La Division Défense et Sécurité

La Division Défense et Sécurité regroupe les activités de défense et de sécurité. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.

La Division Travaux Publics

La Division Travaux Publics regroupe les activités de travaux publics. Elle est membre du Comité National de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie. Elle est également membre de la Société Royale de l'Énergie et de la Société Royale de l'Énergie.



Première banque belge, la Société Générale de Banque met à la disposition de ses clients

- son réseau national de 1115 agences, en contact journalier avec tous les secteurs de l'économie
- son réseau international, comprenant quelque 150 points d'implantation répartis sur les cinq continents.

En France: BANQUE BELGE (France) S.A.
Paris: 12, Rue Volney - 75002 Paris
Tél: 261.50.37
Lille: 96-98, Rue Nationale - 59000 Lille
Tél: (20) 57.57.42

 **Société Générale de Banque**



INDUSTRIE ET AGRICULTURE

La mutation douloureuse de la sidérurgie du bassin de Charleroi

La crise mondiale de l'acier a affecté toutes les sidérurgies européennes, mais elle a particulièrement frappé celles dont la situation était en cours de renouveau. C'est le cas de la sidérurgie du bassin de Charleroi, dont les installations démodées sont en cours de rénovation et dont les structures subissent une refonte en profondeur. Une énorme opération de concentration est en cours depuis cinq ans sous l'impulsion du groupe Frère-Cobepa, réunissant dans les mêmes mains toutes les usines d'acier et de fabrication. Son objectif est de constituer un groupe puissant, produisant près de 5 millions de tonnes d'acier, et susceptible d'être moins vulnérable devant le formidable cartel hollandais-germano-luxembourgeois en voie de formation.

que (1 200 000 tonnes), des usines à Couillet, Montigny-sur-Sambre et Châtelineau. De son côté, Brufina, filiale de la holding Cofinindus, avait la haute main sur les Forges de Thy-Marcinelle et Monceau (1 300 000 tonnes). En 1972, Brufina voulut fusionner avec la Compagnie Lambert, qui détenait pratiquement le contrôle (20 %) de la Société des Hauts Fourneaux de la Chiers, établie en France à proximité du bassin de Charleroi. Alarmés de cette conjonction qui, entre autres, touchait à un domaine qui leur était cher, Cobepa et le groupe animé par M. Albert Frère, contre-attaquèrent et réussirent à bloquer la fusion après une lutte acharnée épique. Un arrangement fut alors conclu, par lequel Lambert-Brufina céda à Cobepa-Frère la moitié du contrôle de Thy-Marcinelle et de la Chiers. Ce fut la première étape d'une longue marche. La suivante fut la formation d'un nouveau groupe sidérurgique à cheval sur la Wallonie et le nord de la France, par la fusion, sous l'égide du groupe Paribas et de Cobepa, des Hauts Fourneaux de la Chiers, des Acieries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon (filiale de Hainaut-Sambre), et de Forges de Châtillon-Commentry-Blaich, avec une capacité de production de près de 2 millions de tonnes d'acier.

Maisons et Châtillon-Commentry, avec ses deux millions de tonnes, soit un ensemble assez impressionnant, auquel manque jusqu'à présent une pièce importante : la division de Providence de la société sidérurgique légalisée Cockerill. Avec son usine de Marchienne, qui, en s'ajoutant au fameux « triangle » carolo-français (Hainaut-Sambre-Thy-Marcinelle), formerait un quadrilatère plus cohérent. Jusqu'à présent Cockerill s'est refusé à entrer dans la combinaison, mais son actionnariat vient de subir un bouleversement, puisque les nouveaux associés (Cobepa, Frère-Bourgeois et Bruxelles-Lambert) vont disposer ensemble de 15 % de son capital, passant ainsi au premier rang des porteurs et supplantant la Société Générale de Belgique, qui contrôlait pratiquement la société avec sa participation de 13,40 %. Il n'est donc pas exclu d'assister dans un proche avenir à la formation, pour la première fois, d'un front financier commun à toute la Wallonie, seul susceptible de mener à son terme un indispensable programme de modernisation et de rationalisation.

« La sidérurgie carolorégienne a toujours été, et reste encore, un secteur techniquement démodé », déclarait, en octobre 1975, M. Albert Frère, son principal animateur et le « deux ex machina » des opérations de concentration aux côtés de Cobepa, s'adressant aux syndicalistes François Cammarata, secrétaire fédéral de la Centrale chrétienne des métallurgistes, et Ernest Davister, secrétaire fédéral de la Centrale des métallurgistes de Belgique (F.C.T.B.). Elle a toujours été vouée aux produits longs pour l'équipement et le bâtiment (poutrelles et ronds à béton), alors que ces derniers complétaient, dans le monde entier, un développement « bien moins rapide que les produits plats (tôles minces) liés aux biens de consommation (automobile, électro-ménager, conserve, etc.). En revanche, dans le bassin de Liège, Cockerill, en abandonnant en 1970 l'Esplanade-Longdoz, avec son train de laminés à large bande de Chertal, renforçait ses positions dans les produits plats.

Il s'agissait donc, pour la sidérurgie du bassin de Charleroi, à la fois de moderniser des installations souvent vétustes et de diversifier sa production. En 1975, un plan de rationalisation était mis au point et adopté par le Comité de concertation politique sidérurgique (C.C.P.S.) (1). D'un montant initial de 20 milliards de francs belges (2,4 milliards de francs français) ramené par la suite à 12 milliards de francs belges (1,3 milliard de francs français), il visait à développer les trois sociétés du « triangle » (Hainaut-Sambre, Thy-Marcinelle de Charleroi (T.M.M.), Laminiers du Ruisseau dans leurs spécialités, et à lancer une série d'investissements, sous forme de « Sociétés carolorégionales » constituées en commun avec des degrés variables de participation : Carier, pour l'approvisionnement en ferrailles, Carrooke, pour la cokéfaction, Cerfil, pour la construction d'un train à fil moderne (T.M.M.), Carim, pour le matériel de transport, pour l'installation d'un laminoir à chaud à large bande pour produits plats (Hainaut-Sambre, et Châtillon-Commentry-Blaich). S'y ajoutait une aciérie O.B.M. nouvelle pour Thy-Marcinelle et Monceau, et une aciérie électrique (Carlec). A des degrés divers, ces projets sont en route ou en voie d'achèvement. En 1977, la sidérurgie de Charleroi, avec le concours de ses alliés français, sera en mesure de couvrir toute la gamme des produits en acier (produits longs, produits plats, tôles fines, acier inoxydable, fil-machine, etc.).

Malheureusement, comme M. Frère le reconnaissait, cette rationalisation et cette modernisation entraînent des suppressions d'emplois (trois mille à quatre mille) dont une partie seulement sera compensée par la mise en service de nouvelles installations (mille emplois au maximum). Tout en reconnaissant que ces décisions étaient « économiquement logiques », les syndicalistes ont toujours entendu obliger le niveau de l'emploi, refusant les licenciements, et réclamant des négociations paritaires. Vieux problèmes, bien connus partout où les restructurations sont en cours. Une chose est certaine, en tout cas, face au géant germano-hollandais-luxembourgeois, qui, en outre, détient le contrôle de la Belgique de l'usine ultra-moderne Sidmar, le bassin de Charleroi, qui s'est réorganisé, et celui de Liège, qui pousse ses avantages, notamment dans le laminage, sont condamnés à s'enterrer : la pression extérieure devient trop forte.

L'orgueil de Fernand agriculteur namurois

FERNAND TASIAUX a vingt-huit ans. Il est installé depuis 1974 sur une belle ferme, à une vingtaine de kilomètres de Namur, qu'il exploite avec sa femme et son frère. Frère, brun, souriant et d'un caractère très agréable, ce jeune agriculteur wallon a-t-il une préoccupation particulière ?

« Oui, la terre ! Avec le nouvel effort industriel de la Wallonie, les usines grignotent de plus en plus les cultures et les prairies. Les agriculteurs, les agriculteurs empiètent également sur le domaine cultivable. 10 000 à 15 000 hectares sont ainsi soustraits chaque année à l'agriculture. Résultat : le prix des terrains monte. La parcelle se négocie désormais entre 150 000 et 200 000 F.B. l'hectare, selon la proximité des villes.

Certes « on » essaie d'encourager la spéculation foncière. Des plans de secteurs, sont progressivement mis en place, qui fixent la destination des sols pour les dix ans à venir. Mais Fernand Tasiaux ne se fait guère d'illusion. Les hommes politiques ont parfois des « caprices électoraux » qui font inscrire ou décrire une zone industrielle ou commerciale dans des champs. Bref, le « zonage » est en cours depuis un an. « Il faudra bien encore trois années pour en venir à bout. »

Pendant ce temps les fermiers wallons se débattent avec leurs propriétaires. La loi sur le bail à ferme ne permet pas à ceux-ci de reprendre les terres dans n'importe quelle circonstance, mais ils en ont la possibilité pour exploiter personnellement. Cela se pratique de plus en plus dans la région limonnoise de Wallonie. Les propriétaires estiment que les fermages qui leur sont versés ne sont pas rémunérateurs, compte tenu du prix atteint par les terres. Aussi préfèrent-ils cultiver eux-mêmes en faisant appel à des entrepreneurs pour les gros travaux, labours, traitements et moissons.

Le sud-est de la région devient en revanche un lieu de résidence secondaire pour les Bruxellois, qui par l'auto-école, en moins d'une heure, trouvent de vieilles fermes en pierre, à restaurer. Cette occupation est facilitée par le fait que beaucoup d'éleveurs atteignent l'âge de la retraite sans successeur, car la production laitière est trop exigeante et d'un maigre rapport. A Polleur, le village où habite Fernand Tasiaux, deux maisons sur cinq sont désormais occupées uniquement en fin de semaine par des citadins.

« Pour les agriculteurs cela revient à vivre dans un désert cinq jours et dans les embouteilles les deux autres. » Il ne faut pas faire de bruit avec le tracteur le samedi et le dimanche. Il faut obtenir des autorisations spéciales pour construire de nouveaux bâti-

ments d'élevage, car les odeurs réquent d'incommoder les nouveaux voisins.

« Les jeunes en France rencontrent les mêmes difficultés », reconnaît Fernand Tasiaux. Pourtant il éprouve avec envie la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs et les prêts du Crédit agricole. En Belgique, tout cela n'existe pas, note-t-il. Lorsque, avec son frère, ils ont voulu reprendre la ferme familiale, ils ont dû s'endetter lourdement.

L'exploitation couvre une centaine d'hectares (une surface exceptionnelle dans un pays où les dimensions restent relativement modestes). L'indemnisation du cheptel, du matériel et des fumures est revenue à environ 50 000 F.B. l'hectare. Pour financer, il dispose d'un crédit de dix-huit ans, dont une partie du taux (15 %) est prise en charge par le Fonds d'investissements agricoles, qui

garantit en outre 75 % de l'emprunt. Le système a été institué en 1972. A l'époque, les taux bancaires étaient de l'ordre de 7 à 8 %. Les agriculteurs avaient donc une charge d'emprunt de 3 à 3,5 %. Aujourd'hui, les taux sont de 10 à 12 %. Du coup, la prise en charge des intérêts par l'agriculteur ressort de 5 à 7 %.

Les exploitants belges aimeraient obtenir la même garantie que leurs confrères français, auxquels les caisses de Crédit agricole accordent des prêts à taux bonifiés fixes de 4,5 et 7 %. Mais il n'y a pas d'équivalent belge à l'organisme français. Tous les établissements financiers peuvent ouvrir des crédits pris en charge partiellement par le Fonds d'investissements, même si la plupart des prêts sont faits par l'Institut national de crédit agricole ou la Caisse agricole

« Colonisation »

A l'évacuation de ce dernier établissement, Fernand Tasiaux s'insurge. Il n'agit d'une « filière » de la puissante organisation paysanne flamande, le Boerenbond. « C'est l'Etat dans l'Etat », assure-t-il. De fait, le B.B. est, en outre, le plus grand syndicat, un groupe coopératif, un fabricant d'aliments du bétail, de produits phyto-sanitaires, un constructeur d'écoles, un négociant en produits agricoles, un établissement financier. Et bien d'autres choses encore.

A travers son entente wallonne, l'Alliance agricole, le Boerenbond « colonise », selon Fernand Tasiaux, le sud de la Belgique en implantant des silos, en vendant les produits de culture en de traitement essentiellement fabriqués dans le Nord. « Avant la première guerre mondiale, les ouvriers flamands venaient travailler dans le sud, les agriculteurs flamands dans la plaine limonoise wallonne. Actuellement c'est plutôt l'inverse qui se produit : les saisonniers vont en Flandre », remarque, avec un rien d'amertume, Fernand Tasiaux. « Plutôt qu'avoir englouti des milliards à vouloir maintenir l'activité des charbonnages, il aurait mieux valu créer des industries et des emplois nouveaux. On n'aurait pas besoin de le faire en catastrophe. »

Le clivage industriel entre le Nord et le Sud se retrouve d'ailleurs en agriculture. Au nord de la frontière linguistique, où prédominent les petites exploitations, les agriculteurs ont intensifié leur production sur l'impulsion du B.B. C'est là désormais que se trouve l'essentiel des productions « hors sol » : œufs, volaille, porc, marai-

chage, horticulture — qui ont un fort taux de rentabilité. En revanche, au Sud, les fermes, jadis plus importantes, ont eu tendance à s'agrandir en surface. Le vieillissement de la population paysanne a accentué encore l'évolution vers la culture extensive, surtout dans les régions à dominante laitière des Ardennes et de la région liégeoise.

Cette « opposition » entre le Nord et le Sud fait qu'aujourd'hui la Flandre reçoit la plus grosse partie des aides de la C.E.E. Et Fernand Tasiaux estime que ce n'est pas difficile pour que le « Front vert » — union des organisations agricoles qui négocie avec le gouvernement — ne penche pas trop en faveur des intérêts flamands. La « cuisine professionnelle » est, au reste, aussi compliquée qu'en France. Outre le clivage linguistique, on retrouve les organisations à vocation générale (Union professionnelle agricole, et Alliance agricole) celles de défense des petits producteurs (UDEF), celle engagée à gauche (paysans-travailleurs) et les groupements de « jeunes » (JAP, S.P.J.A.).

Fernand Tasiaux, qui vient de quitter la présidence des JAP (Jeunes Agriculteurs paysannes), s'en amuse un peu. Pour lui, maintenant, il s'agit de faire partager son exploitation, car les deux premières années n'ont pas été favorables et la sécheresse de l'été n'a rien arrangé. Mais il a confiance. « Ça va aller », avec ses cent vingt-cinq bovins, des « blancs-bleus belges », un troupeau dont les bêtes donnent, dit-il avec une pointe d'orgueil, « une viande bien supérieure aux races du Limousin et du Charolais ».

ALAIN GIRAUDO.

Vers un front financier commun

La troisième étape a été l'annonce en juillet dernier d'un accord à trois, réalisant la quasi-unité de la sidérurgie dans le bassin de Charleroi. La Cobepa, le groupe Frère-Bourgeois et la Compagnie Lambert, devenue entre-temps Bruxelles-Lambert, s'associaient à parts égales au sein d'une holding,

la Financière de Ruisseau, détenant le contrôle de Hainaut-Sambre, Thy-Marcinelle, des Laminiers d'Anvers, des Laminiers du Ruisseau et de la Société luxembourgeoise Rodange-Achât, avec une capacité de production supérieure à 5 millions de tonnes. S'y ajoutait, par la suite de la Paribas, l'ensemble Chiers. Neuv-



Phenix Works

FLEMMALLE-HAUTE-BELGIQUE

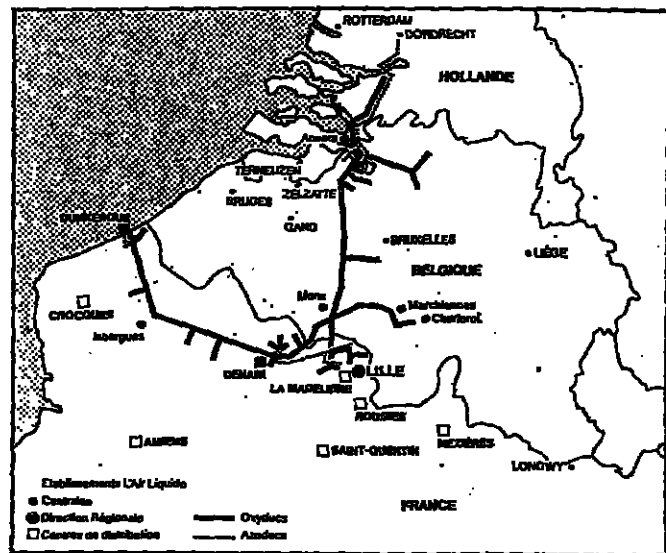
Centre International de fabrication de tôle revêtue

GALBEST tôle galvanisée
estetic tôle prépeinte
skinplate tôle plastifiée
zincrometal primaire soudable
DECRAMASTIC tuiles métalliques

Commercialisation: **Eurinter**
Quai Hoover, 1, B 4110 Flemmalle-Haute/Belgique
Tél.: International +32 41/334830-Telex: 41210

Dans son numéro de novembre
LE MONDE diplomatique
publiera un supplément de huit pages
intitulé :
« IDENTITÉ DE LA WALLONIE »

Les gazoducs de L'AIR LIQUIDE: des artères vitales pour l'industrie.



Fruit d'un remarquable effort d'investissement, le réseau Nord des canalisations de l'Air Liquide (680 km d'oxygène, 175 km d'azote) constitue l'un des plus importants réseaux mondiaux. Les oxydants, entièrement interconnectés, irriguent les zones de forte densité industrielle de Belgique, des Pays-Bas et du Nord de la France.

D'une capacité de production d'oxygène de 10 000 t/j dont 40 % installée en Wallonie, ils apportent aux industriels une sécurité d'approvisionnement et une souplesse exceptionnelles.

L'AIR LIQUIDE
Division belge
Av. Blonden 50, Boite 011, 4000 Liège, Tél. 041 52 99 35

FRANÇOIS RENARD.

Journal 150

TERRE ROMANE

L'IDENTITÉ CULTURELLE

Une frontière linguistique vieille de mille ans

P OUR un observateur étranger, la Wallonie est cette partie de la Belgique dont la population a pour langue maternelle et usuelle le français ou un dialecte « wallon » apparenté au français. Encore faut-il préciser que Bruxelles, largement francophone en fait, n'est ni wallonne ni en Wallonie.

Cette aire géo-linguistique (c'est la désignation savante) se présente sur la carte comme un triangle rectangle occupant la moitié sud du territoire. Le plus long côté de ce triangle est la frontière, politique mais non linguistique, entre la France et la Belgique, de Mouscron (vis-à-vis de Roubaix) à Athus (vis-à-vis de Longwy). Le plus court est une ligne de partage nord-sud entre le français et l'allemand, qui traverse la province de Liège et se confond ensuite avec la frontière belgo-luxembourgeoise.

Le côté moyen (environ 180 km) du triangle wallon court d'ouest en est, de Mouscron à la Meuse. Historiquement remarquable par son ancienneté et sa stabilité, cette véritable « muraille de Chine » linguistique sépare l'aire

germanique (en l'espèce néerlandophone ou flammingante) de l'aire romane (francophone).

Elle est aussi, dans sa plus grande partie, ligne de démarcation administrative entre le Flandre et la province de Liège, wallons, au nord ; les Flandres (est et ouest) et le Limbourg néerlandophones, au sud. Elle coupe en deux le Brabant, province centrale de la Belgique, la seule qui soit entourée de tous côtés par des terres belges.

En ordre de grandeur, la Wallonie occupe la moitié du territoire de la Belgique, mais ne compte que le tiers de sa population. Seul le tiers nord de la Wallonie, et en particulier les vallées de la Meuse et de la Sambre, présente une densité démographique de type « néerlandais ». Le tiers sud-est, montagneux et boisé, est peu peuplé.

Les Wallons sont (toujours en ordre de grandeur) trois millions cinq cent mille ; ce qui est moins que le nombre des francophones belges, évidemment, puisque Bruxelles et sa région, de langue française pour une bonne part, ne sont pas wallons.

par JACQUES CELLARD

conflits linguistiques, tenus pour secondaires.

Aux yeux des puissances européennes, France comprise, qui la portèrent sur les fonts baptismaux, la Belgique devait neutraliser les poussées françaises, hollandaises et prussiennes au bénéfice final de l'équilibre continental, c'est-à-dire de l'Angleterre. Cette construction stratégique faisait peu de cas de la situation linguistique. Le français était

Au demeurant, les intéressés ne souhaitaient nullement, c'est le moins qu'on puisse dire, troquer leur toute fraîche indépendance contre un plat de lentilles. Ni la tutelle de la France impériale sur la Wallonie ni celle de la dynastie hollandaise sur les Flandres n'avaient laissé de bons souvenirs aux habitants.

En revanche, la dynastie belge pouvait, en se tenant au-dessus d'une mêlée possible, assurer l'unité morale du pays dans sa diversité linguistique. Faut-il dire, au fil des décennies et des siècles, se forgerait-il autour de la famille royale un véritable peuple belge ?

Longtemps donc, il sembla aux Wallons inconvenant (et peu réaliste) de brandir les premiers la bannière de la Belgique. Du reste, le temps paraissait travailler pour eux.

Un siècle du charbon, la Meuse wallonne était la région économique de pointe de la Belgique. A Bruxelles et dans les Flandres, les minorités francophones modernes et actives donnaient le ton. Le néerlandais, sortant à

peine d'une existence purement dialectale, n'avait pas, et de très loin, le prestige du français.

Les élites wallonnes pouvaient donc espérer que la Belgique, même si elle restait bilingue en droit, se franciserait progressivement et insensiblement « par le haut ».

Un autre facteur joua beaucoup pour maintenir dans l'ombre la question wallonne. Dans les âges précédents, les chivages se faisaient, dans la future Belgique comme dans le reste de l'Europe, à partir de choix religieux et politiques.

A une « droite » catholique, monarchiste et conservatrice (en majorité flamande), s'opposait dans le jeune royaume une « gauche » libérale, progressiste et socialiste, plutôt wallonne. Mais d'un camp à l'autre, des alliances se nouaient facilement en fonction des tempéraments ou des objectifs politiques, alors qu'à l'intérieur de chaque camp, au moins du camp wallon, les divergences proprement politiques faisaient obstacle au rassemblement.

LES PARLERS

« O u est la langue wallonne ? », s'interroge M. André Goose, professeur à l'université de Louvain et romainiste éminent. « Pas à Mouscron à coup sûr, car on y parle le picard. Il convient de rappeler en effet que la Wallonie se partage en trois dialectes (sans compter un petit coin champenois du côté de Bouillon et de Gedinne) : le wallon, le picard et le lorrain (ou german). Même dans la zone proprement wallonne on ne trouve nulle part une langue wallonne mais des parlers qui diffèrent de village à village. »

Notre langue, c'est le français. Nous n'avons pas à en rougir. Il ne nous a pas été imposé par quelque force extérieure. Ce sont nos ancêtres qui l'ont choisie, d'abord comme langue écrite, il y a huit siècles au moins. C'est lui qui fait l'unité linguistique de la Wallonie, qui permet à un Vervois de comprendre un Namurois, à un Tournaisien de comprendre un Vervois. (La langue et le dialecte.)

On ne saurait mieux dire. Ajoutons que la langue de Liège, qui n'est pas une langue, est du moins un dialecte extrêmement vigoureux, original, plein de saveur et de sève. — J. C.

Une prise de conscience difficile

L'appellation de *wallon* est ancienne, nous l'avons dit. C'est l'une des nombreuses variantes d'un radical *gaulois* par lequel les Germains désignent tous les Celtes, et peut-être par lequel les populations celtiques se désignent elles-mêmes.

Le terme *Wallons* apparaît bien une première fois dans une chronique du Moyen Âge : mais il y désigne... le pays de Gales. Au sens actuel, il est tardif (1858). C'est la Wallonie, destinée et taillée par des diplomates au gré des rivalités européennes, n'a pas alors d'unité naturelle. A la vallée industrielle Liège-Namur-Charleroi, en pleine expansion, s'opposent à l'ouest les plaines agricoles du Hainaut, à l'est le plateau ardennais.

Elle n'a pas davantage d'unité culturelle. Tournai regarde vers Lille ; Neufchâteau et Arlon vers Luxembourg ; Charleroi vers Bruxelles. Seule, Liège est, de temps lointain, un grand foyer culturel.

Certes, il y a bien l'ébauche d'un sentiment national, dans l'usage commun du français, opposé à celui du flamand ou de l'allemand. Mais trois dialectes se partagent la Wallonie : le picard de Tournai à Mons, le « gaulois », de Lorraine dans la province de Luxembourg, et le wallon, lui-même peu homogène, autour de Liège (voir notre encadré).

C'est d'ailleurs à pour encourager les productions en wallon *Hépois*, conserver sa pureté à notre antique idiomme, en montrer les rapports avec les autres branches de la langue romane », que se constitue, en 1858, la *Société Hépoise de Littérature wallonne*. L'initiative, on le voit, est liégeoise avant d'être wallonne (au sens actuel) : elle n'a rien de politique. Les choses ont beaucoup avancé quarante ans plus tard, quand se crée, toujours à Liège, une *Ligue wallonne*. A Liège encore se tient en 1905 le premier *Congrès wallon*.

Le coup de tonnerre politique éclate en 1912, avec la *Lettre* au roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre, de Jules Destrée. La « lettre » analysait le malaise wallon et posait sans ménagements le problème fondamental de la Belgique : « Vous régnés sur deux peuples. Il y a en Belgique des *Wallons* et des *Flandres*. Il n'y a pas de *Belges*. »

La suite appartient à l'histoire

contemporaine. Mais, au terme de ces pages inévitablement insuffisantes, que dire, en 1976, de la Wallonie ?

Qu'elle existe, à coup sûr, dans sa volonté d'exister, dans la prise de conscience de sa nécessité d'être. Mais aussi qu'elle n'apparaît encore à l'observateur étranger que « définie par l'autre » et, en quelque sorte, en creux.

Cela n'est ni nouveau ni particulier à la Wallonie. La Flandre belge, elle aussi, ne trouve à se situer que « par rapport » à la communauté francophone. De part et d'autre, les deux communautés se cherchent difficilement et souvent douloureusement. L'oppression (ou, pour rester modéré, la pression) néerlandaise de la période 1814-1830, répond le soulèvement de 1830 et l'indépendance. Au choix du français comme langue officielle du nouvel Etat, en 1831, répond en 1836 la création, à Gand, de la société flammingante « *De taal is gansch het volk* » (1). La Ligue wallonne (1897) répond au Congrès flamand (1849), et le jeu des ripostes n'a jamais cessé depuis.

Certes, la frontière linguistique restait inchangée ; et quand elle se modifiait, dans la région de Bruxelles, c'était (c'est encore) au bénéfice des francophones. Mais, à l'intérieur de cette frontière, le peuple wallon s'est essouffé, a vieilli, tandis que le peuple flamand progressait en nombre et en vitalité économique.

Que l'unité de la Wallonie se fasse, dans les consciences, au détriment de l'unité belge, il n'y a ni à s'en étonner ni, sans doute, à le déplorer. Tout éveil de cet ordre dissipe, dans la vie d'une nation, une part de rêve ou d'illusion. Nous le voyons bien par l'exemple du Québec, cette Wallonie canadienne.

L'histoire se hâte lentement. Elle a séparé de leurs communautés d'origine un pays flamand et un pays wallon pour tenter d'en faire une nouvelle nation. Elle éloigne aujourd'hui l'une de l'autre Flandre et Wallonie, comme pour les obliger à se définir en elles-mêmes et par elles-mêmes.

C'est à cela que pour sa part la Wallonie travaille inlassablement depuis un siècle. Il est permis de dire aujourd'hui qu'elle y a réussi.

(1) « La langue, c'est tout le peuple. »

Un équilibre ancien

Le concept et le mot même de Wallonie sont nés assez récemment du choc de trois données historiques.

La première est l'apparition, entre le X^e et le XII^e siècle de notre ère, de la frontière linguistique actuelle. Certes, de telles lignes de démarcation existent partout dans le monde ; mais, le plus souvent, ou bien elles correspondent à une frontière naturelle (montagne, fleuve) ou bien, plutôt que de frontière linguistique, il faut parler de zone de contact et d'interpénétration, d'une « écharpe » bilingue.

Au contraire, la ligne belge est à la fois non géographique et bien tranchée. Les historiens s'interrogent encore sur son origine. On peut supposer que le triangle wallon offrait, à la colonisation celtique et romaine, des territoires beaucoup plus favorables que la moitié nord de l'actuelle Belgique, alors (au premier siècle de notre ère) maritime ou marécageuse et très inhospitalière.

Par la suite, la mer reculant, des peuplades germaniques colonisèrent la partie de la Gaule belge que n'occupaient pas les Romains et leurs alliés. La frontière linguistique est donc le résultat ancien d'un équilibre des poussées émographiques.

Elle était déjà si nette à la fin du Moyen Âge que Philippe II d'Espagne, en 1559, put remanier les limites des diocèses de ses Flandres pour les faire coïncider avec la ligne de partage des langues. Il obtenait ainsi des diocèses unilingues qui devinrent ensuite (et sont encore) des provinces.

Un siècle plus tard, Richelieu puis Mazarin échafaudèrent sans pouvoir le réaliser un projet de partage des Flandres entre la France et l'Espagne sur une base linguistique : il est dit expressément dans le texte de ce projet que « demeureront au roi de France... les parties de la province de Flandre où se parle wallon ».

Plus près de nous, en 1806, une enquête réalisée sur place par l'administration de Napoléon présente une « photographie » de la frontière linguistique qui, village par village et presque hameau par hameau, pourrait être recopiée en 1976.

Une seule exception à cette quasi-immobilité des territoires linguistiques ; elle est de taille,

puisque il s'agit de Bruxelles et de sa région. L'actuelle capitale de la Belgique, jadis flamande de langue, apparaît de plus en plus comme une presqu'île francophone en terre flammingante.

La seconde des données historiques dont nous avons parlé est l'apparition, en 1830, d'un Etat belge souverain, construit aux dépens du royaume orangiste des Pays-Bas et, rétrospectivement, de l'empire napoléonien.

Carrefour de l'Europe occidentale, la terre de passage et de batailles, le triangle Liège-Lille-Luxembourg, notre « chaudière wallonne » avait été durant des siècles balottée entre les ambitions rivales des rois de France, des empereurs germaniques, des ducs de Bourgogne ou des rois d'Espagne.

La terre wallonne n'avait donc jamais eu d'autonomie politique durable ; mais villes et campagnes s'administraient librement. Au reste, jusqu'à une époque récente, les antagonismes d'intérêts et de croyances prévalaient sur les

« La langue fait la nation »

Que la Belgique fût dès sa naissance un Etat bilingue ne paraissait pas tirer à des conséquences gênantes. Mais, c'est la troisième donnée du conflit, la Révolution française avait posé trente ans plus tôt le principe de l'unité linguistique nationale. Se substituant à la religion ou à l'allégeance au souverain comme fondement du consensus national, la langue devenait un fait politique majeur.

Que cette doctrine (« la langue fait la nation ») ait été un progrès ou un recul par rapport aux conceptions antérieures, le fait est que l'histoire lui a donné sa sanction. Les congrégations phyllingues de l'Europe, l'empire austro-hongrois en particulier, ont fait place soit à des Etats unilingues, soit à des Etats fédéraux plurilingues.

Cette alternative s'est imposée à tous. Le mouvement de réveil des langues régionales en France et l'aspiration du Québec à l'indépendance démontrent bien que ni un Etat unitaire ni un Etat fédéral ne sont à l'abri des conflits intérieurs, aussi longtemps qu'un consensus sans ambiguïté ne s'est pas formé pour l'adoption d'un statut linguistique équitable.

d'ailleurs, à l'époque, la langue usuelle des classes dirigeantes d'une grande partie de l'Europe, Belgique comprise, flamands de Bruxelles et wallons venus de Liège s'étaient battus côte à côte pour arracher l'indépendance à Guillaume I^{er} d'Orange, roi des Pays-Bas, dont la volonté malséduite et brutale d'« enlanger » rapidement les provinces wallonnes avait été la cause du soulèvement de 1830.

Or, abstraction faite du groupe germanophone, très minoritaire (moins de 1 % de la population) et protégé, le partage des populations de la Belgique en deux communautés linguistiques de même ordre de grandeur rendait et rend toujours impossible une solution unitariste.

Les concepts parallèles de Flandre (néerlandophone) et de Wallonie (francophone) étaient donc inductuellement inscrits dès 1830 dans le destin de la Belgique.

Plutôt que de s'étonner ou de s'indigner, naïvement du surgissement d'une idée et d'une volonté wallonne, on se demandera pourquoi il a fallu plus d'un siècle pour les voir se dégager des brumes de la belgicité historique.

La lenteur de cette genèse s'explique par la convergence de plusieurs facteurs.

En premier lieu, les Belges se savaient en quelque sorte condamnés à vivre ensemble. Les puissances européennes n'auraient pas admis un éclatement de la jeune nation, la Flandre restant dans le giron néerlandais et la Wallonie rejoignant la France.

DASSAULT BELGIQUE AVIATION

Zone industrielle de Gosselies II. — 6200 GOSSELIES

L'usine de Dassault Belgique Aviation, qui occupe actuellement un effectif de 100 personnes, est située au bordure nord de l'aéroport de Gosselies, sur un terrain de 5 ha.

Une extension est en cours pour porter la superficie bâtie (ateliers et bureaux) de 3.000 m² à 7.650 m².

Les travaux seront achevés à mi-1977, et l'effectif sera alors progressivement augmenté pour atteindre 265 personnes.

Depuis novembre 1971, date de début d'exploitation, l'activité de l'usine a été limitée à l'exécution de travaux d'assemblage portant sur des ensembles de cellules d'avions et d'équipements optionnels de construction aéronautique classique.

Les investissements en cours permettront de diversifier cette activité vers la fabrication, le montage et les essais d'équipements mécaniques utilisés dans les commandes de vol.

Membre du GEBECOMA

(Groupement Belge des Constructeurs de Matériel Aérospatial)

Le Monde

publiera dans les prochains

mois deux autres

suppléments

consacrés

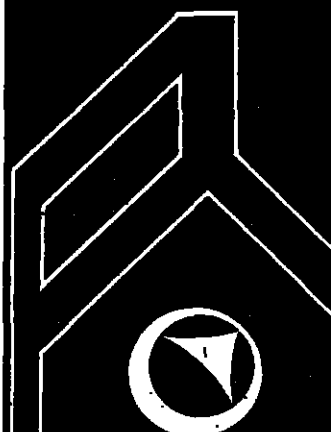
l'un à la Flandre

l'autre à Bruxelles

Modèle

COCKERILL

SIDERURGIE
Construction
Mécanique



COCKERILL
Supertenax E

Aciers à haute limite élastique pour châssis d'automobiles, jantes, voiles de roues, longerons de camions, matériel ferroviaire, agricole, de travaux publics.

COCKERILL
Soudotenax E

Aciers calmes grains fins pour recipients soumis à haute pression, réservoirs, conduites.

COCKERILL
chrome

Toiles parfaitement soudables résistant à la corrosion : chaudières, pots d'échappement, conteneurs, réservoirs, silos, planchers d'atelles, voies de piscines.

Zincor

Toiles recouvertes d'une couche de zinc : machines à laver, chauffage, mobilier métallique, ascenseurs, gaines, automobiles.

COCKERILL
Jouvenel-cuivre

Aciers non vieillissants résistants à la corrosion pour carrosseries automobiles.

COCKERILL
email

Toiles destinées à l'emballage en une seule couche et aptes à l'emboutissage « extra-profond » pour tous produits emailés d'un façonnage délicat.

COCKERILL
Planemel

Toiles pour emballage de panneaux avec garantie de planéité.

COCKERILL
Rads

Toiles pour radiateurs de chauffage central.

COCKERILL
SIS

Profilés allégés pour la construction et le matériel roulant, fermes et pannes de toitures, colonnes et portiques, châssis de maisons préfabriquées ou de chalets mobiles, de camions, remorques et wagons.

Cockerill joints DBC, Cockerill Cercatit, Cockerill Nomatit, Cockerill texture, Cockerill Magnétit BC, Cockerill joints pleins. Il n'est pas une application de l'acier pour laquelle COCKERILL n'ait cherché, étudié, imaginé et finalement trouvé une solution adéquate.

Sa Division de la Construction Mécanique ou Rudolf Diesel surveille en personne le montage d'un de ses premiers moteurs, s'est spécialisée, outre ses fabrications traditionnelles de locomotives, de manœuvres, de chaudières, de moteurs, dans la fourniture de matériel pour les industries nucléaire, métallurgique, chimique et pétrochimique.

COCKERILL

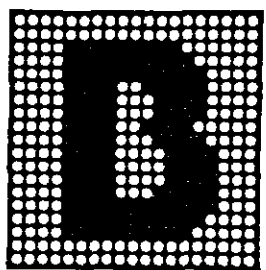
8 1100 SERRING, BELGIQUE
Tél. International +32 41 34 88 10
34 75 10
Telex +31 225 CKL SG B

un week-end dans les Ardennes Belges

en conciliant la qualité de la table et l'hospitalité d'une auberge familiale dans un paysage de verdure où la nature règne en maître

Demandez tout de suite la documentation gratuite en couleur à :
OFFICE NATIONAL BELGE DE TOURISME
21, boulevard des Capucines - 75002 Paris

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____



BNP

LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS
AUX QUATRE COINS DU MONDE

En BELGIQUE

BRUXELLES 47-48, boulevard du Régent, tél. (2) 502.58.90,
2, rue Montagne-aux-Herbiers-Potagres,
tél. (2) 218.18.37

ANVERS 19 Arenbergstraat, tél. (31) 31.08.40

COURTRAI Steenpoort 2, tél. (56) 21.55.42

GAND Kouter 155, tél. (091) 23.24.93

LIEGE Place du XX-Août, 42, tél. (41) 23.18.25

BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris

Depuis 150 ans un des noms les plus prestigieux
du monde merveilleux de la cristallerie



manufacture de cristaux du

val·saint·lambert

une qualité de la vie, une qualité pour la vie!

Agent général pour la France:

PORCELAINES THARAUD - Limoges

Bureau et exposition: rue de Paradis, 51, Paris 75010, Tél. 770.92.90

WALLONIE, TERRE ROMANE

L'IDENTITÉ CULTURELLE

APOLLINAIRE A STAVELOT

Brèves amours et cloche de bois

Le 8 octobre, 1899, la Semaine, journal hebdomadaire de Stavelot, petite ville située non loin du plateau des Hautes-Fagnes, dans la province de Liège, racontait sous le titre « Escroquerie » le départ précipité d'une pension locale, de deux jeunes gens qui n'étaient autres que Wilhelm Apollinaire de Koszowicz et son frère Albert.

Pour comprendre cet étrange épisode de la vie du futur Guillaume Apollinaire, il faut se reporter au temps où sa mère, la comtesse Angelica de Koszowicz, courait les salles de jeu de la Belle Époque en compagnie de son jeune amant Jules Weil, indésirable, semble-t-il, sur la Côte d'Azur, la couple remonte vers le nord et décide de tenter sa chance au casino de Spa. La jolie comtesse s'y fera très vite remarquer par ses toilettes tapageuses. En revanche, par prudence autant que par coquetterie, elle aura soin d'éviter de la ville d'eaux ses deux grands fils et son chevalier servant. En juillet 1899, voilà donc Jules Weil et ses deux « neveux » installés à Stavelot, un gros bourg de la région.

A la pension Constant, l'aubergiste ne se mêle guère : les garçons sont charmants, bien élevés et leur « oncle » se prétend officier français. En septembre Jules Weil quitte brusquement Stavelot, prétextant...

un rappel de l'armée française. Il ne paye qu'une partie de sa note d'hôtel, et l'on apprend par la suite qu'il avait gagné Ostende, où la fantasque comtesse vint le retrouver. Quant aux deux jeunes gens, ils le suivent le pied discrètement la nuit du 4 au 5 octobre, pour se rendre à la gare la plus proche, d'où ils prirent le train pour Namur et Paris. Apollinaire résumera lui-même cette équipée peu glorieuse : « Départ à la cloche de bois par un temps de gel, la nuit, avec mille sur les ices, valises à la main, à travers 7 kilomètres de forêt, odeur de champignons de Stavelot à Roanne-Coo. » (1)

Les bonnes gens de Stavelot ont conservé très originalement le souvenir de cet incident en consacrant un fort joli musée, dans l'ancienne abbaye de Saint-Remy, à l'histoire des Galligrammes. On peut y admirer la reconstitution de la chambre du poète à la pension Constant et de nombreux documents, parfois inédits, sur la façon dont il entra en poésie. Dans il y a, n'a-t-il pas, en effet, laissé parler son cœur d'adolescent ? On y retrouve un poème intitulé « Fagnes de Wallonie », du nom de ces hauts plateaux ventaux qui profilent à l'infini, sur la crête nord des Ardennes, leurs tourbières à « macloches » et leurs landes de bruyères, à travers le sévère échiquier des pins et des épicéas :

Tant de tristesses plénaires
Prient mon cœur aux ténées
[désolées.
Las, l'ai reposé dans les sapins
[nirées
Mes kilomètres longs ce pain
[dent

Le vent d'ouest
F'avait quitté les jolis bois
Les écouffes y sont restées.
N'est-ce point lui qu'Apollinaire a composé la première version de l'Enchanteur pourrisant ? Ce pays d'écrits et de luthie s'y prêtait sans doute, tandis que l'automne descendait doucement sur les fagnes. Mais les amis de la poésie française, nombreux en Ardennes, sont également fiers de montrer au visiteur cet acroestique en wallon, composé par le jeune Wilhelm en l'honneur d'une jeune fille du cru :

Mi crapaute, l'vos aime et vos
l'apèze, Marie.
A frose fleur d'osté, v'estoz
[ann'fleur parlez.
Rabrezz-mi, donnez-mi,
[Marie, on betch d'amour.
Il fêl todis wader Guyenne
[en vosses cour
Ah triste il veille qui la nosse
[amour moult.

Approximativement :
Ma reine je vous aime et vous
Me raine je vous aime et vous
[je savez Marie.
A la rose fleur d'osté vous êtes
[une fleur pareille.
Rembrassez-moi, donnez-moi,
[Marie, un baiser d'amour.
Il faut toujours garder Guillaume en votre cœur

Ah triste la veille qui fait notre
[amour mort (2).
Elle s'appelait Marie Dubois.
Elle avait dix-huit ans. C'était la plus jolie des deux filles d'un cafetier-restauteur dont l'officine, le Café des Brassards, était située au flanc de l'église de Stavelot. Elle fréquentait l'unique cercle littéraire de l'endroit... à la pension Constant. La légende veut qu'Apollinaire, au cours de ses vacances forcées, lui écrivit un poème par jour, apprenant même, pour l'étonner, quelques mots du vieux patois roman chanté jadis par Ronsard.

Contentons-nous de cet acroestique. Affaibli par ses blessures de guerre, Apollinaire fut emporté par la grippe espagnole le 9 novembre 1918, avant-veille de l'armistice. Marie Dubois, qui ne s'était jamais mariée, est morte trois mois plus tard, le 9 février 1919, de consanguinité. Et nul ne sait si elle a jamais pu lire les premières strophes du poème intitulé Marie :

Vous y dansiez petite fille
Y danserez-vous mère-grand ?
C'est la macloche qui s'écaille
Toutes les cloches sonneront
Quand donc reviendrez-vous
[Marie ?
J. B.

(1) Lettre à James Oulmus, 1902.
(2) Voir deux notes sur Apollinaire en Ardennes, de Marcel Thiry et Maurice Piron, Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, 1958.

MUSIQUES VIVANTES A LIÈGE

Un « jardin d'espoir »

FIRE aux musiques au siège de la Radio-Télévision belge, à Liège, le 16 janvier 1971. Quatre salles, dont la grande hall, mobilisées de midi à minuit, sans interruption. Et là, mêlés, l'ancien et le nouveau, le direct et le pré-enregistré, le professionnel et l'amateur, l'ensemble baroque Alarius, le groupe à base de piano et de percussions Musiques nouvelles, une chorale à cœur joie, des instrumentistes free et pop, une pianiste jouant Brahms : expérience d'improvisation collective, musicale, sans précédent, sans équivalents imaginables, en tout cas, à l'époque.

Certes, l'idée, depuis, a fait son chemin qu'une radio d'Etat puisse fonctionner véritablement comme un filtre ; pour les uns, le répertoire classique, pour les autres, à d'autres moments, les variétés et le jazz. Oui, l'idée qu'une Maison de la radio puisse aussi servir de réceptacle à des expériences sonant à la fois de la tour de Babel et de la fête foraine a fini par franchir les frontières de la Belgique, pour aboutir chez nous il y a juste un an. France-culture conviait alors toute espèce de sonorités, de toutes les époques, à un concert-marathon. Le mélange des genres allait, sur nos antennes, devenir un style.

Mais, dans l'histoire de l'implantation des musiques d'aujourd'hui en Wallonie, la

journée du 21 janvier 1971 revêt, semble-t-il, une tout autre importance. L'année précédente avait vu en effet, simultanément, le retour d'Amérique du compositeur Henri Pousseur (le Pierre Boulez belge), son installation à Liège plutôt qu'à Bruxelles (pour une unique foyer de musique vivante, jusqu'alors), la création, sous sa direction, du Centre de recherche musicale de Wallonie (C.R.M.W.), le transfert de Bruxelles à Liège, du studio de musique électronique « A.P.E.L.A.C. », l'octroi, enfin, par la municipalité, d'une subvention et d'un local d'activités au C.R.M.W. La même année, le R.T.B. érigeait ses stations de province (Liège, en particulier) en centres de production autonome.

Manquant à cette réaction systématique de la pratique musicale wallonne (conformément aux directives de décentralisation culturelle, inscrites dans la « charte fondamentale » promulguée la même année) une proclamation de foi, un manifeste. Tel fut le Midi-minuit liégeois : un acte concerté de perturbation ; un symbole volontaire d'utopie, c'est-à-dire de liberté culturelle.

Pratique musicale = pratique sociale. C'est sur ce principe, sur cette équivalence, que devaient ensuite s'organiser les activités d'Henri Pousseur et celles du Centre de recherches. Imaginons, par exemple, notre vie musicale concentrée à Lyon, Bordeaux et Stras-

bourg, et animée par des unités pluridisciplinaires pratiquant à la fois la recherche fondamentale et instrumentale, la création, les collections publiques, la pédagogie (elle-même décentralisée), l'électro-acoustique, l'électronique, et cela en liaison étroite avec des institutions en principe aussi traditionnelles que le conservatoire (Henri Pousseur y est nommé directeur en novembre 1975) et la plus vénérable des associations symphoniques (l'Orchestre de Liège sera confié, à partir de septembre 1977, à l'ancien chef de l'ensemble Musiques nouvelles, Pierre Bartholomé). Imaginons, autrement dit, que Pierre Boulez, après avoir dirigé le Domaine musical, soit nommé chef titulaire de l'Orchestre de Paris, qu'il collabore avec les J.M.F., qu'il s'associe au Groupe de recherches de l'ex-O.R.T.F., qu'il patronne la naissance d'un groupe pop tout en occupant le bureau de directeur, rue de Madrid.

Une telle polarisation des responsabilités, doublée d'une telle ouverture dans les préoccupations, paraît dans l'esquise proprement inimaginable. En raison, sans doute, de l'étendue du territoire français. Mais en fonction, également, des « blocages » proprement nationaux, cloisonnant secteurs privé et public, activités de recherche et de pédagogie, sacerdoce de compositeur - chef d'orchestre et basses besognes d'animateur-administrateur. L'expérience liégeoise — à

laquelle participent désormais de jeunes compositeurs et exécutants comme Bernard Focroulle, Anne Froidobise, Jacques Fourton et sa chorale, le quintette à vent le Pentacle — prouve que la pratique musicale peut être définie comme activité socioculturelle sans pour autant se condamner à la stérilité.

En effet, la collaboration — toujours étroite — entre le C.R.M.W. et la R.T.B.-Liège a permis, par exemple, de faire découvrir aux médianes, au cours des « séminaires » de la saison 1975-1976, des œuvres situées à la pointe de l'avant-garde (Globek, le Sonie Art Union, le groupe Gmel du Québec) ; des actions ont été menées par Jean-Louis Robert à Nibelles et dans le Brabant wallon ; des expériences pédagogiques tentées par Jacques Evrard à Charleroi, Herstal, Verviers.

Comme le souligne Philippe Descombes dans le premier chapitre d'un opuscule à paraître sur les origines et le développement du C.R.M.W., « Jardin d'espoir Wallon n'est pas seulement le titre d'une œuvre électro-acoustique créée par le Centre de recherches musicales de Wallonie lors du Festival de Liège au cours de l'automne 1975 (...), la musique vivante — sons, voix, cris, bruits, chants, par — est venue de toute la terre wallonne, capée dans leur réalité sonore de tous les jours, — la musique vivante doit résonner dans toute la région ».

ANNE REY.

Liaison aérienne

PARIS-LIEGE

SABENA

lignes aériennes belges

à partir du 1.10.1976

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
17.00		PARIS LE BOURGET		13.00
18.00		LIEGE		12.00

150

150

MANE

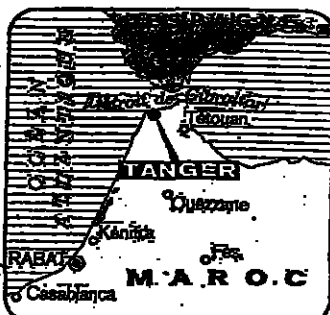
AUJOURD'HUI

... LE MONDE — 3-4 octobre 1976 — Page 21

ETRANGER

Lettre de Tanger

La ville a répudié sa légende



TANGER. Un corps travesti : tatoué d'images folles. Et si elle n'était qu'un immense studio de cinéma, un décor en carton-pâte pour l'amour du feu et les belles aventures destinées à la nostalgie du lointain ? Alors la folie serait sauve dans un espace préservé, et on classerait Tanger dans les archives des cartes postales exotiques qui font vibrer d'émotion mesquine les touristes...

La magie et l'errance

E t Tanger n'était qu'un livre ? Une intrigue mêlée aux sous-bassements du siècle ; une romance inventée par quelques amateurs célèbres ? Et si Tanger n'était qu'une rumeur, lieu de la légende où le vent d'est se lève juste avant l'automne pour effacer l'écriture des sables ? Mais Tanger est une ville. Sans diadème. Alphabet d'étoiles vagabondes. Une cité voisine du hasard, habitée (frappée) par le destin : son histoire est un vertige et une ambigüité commencée au milieu du deuxième siècle avant Jésus-Christ.

Lieu élu du mythe déguisé et de l'oubli, la ville ouverte sur deux mers, la Méditerranée d'un côté et l'Atlantique de l'autre, c'est vite devenue aux-pierres et aux brigades. Aimée pour son naturel, sa lumière et « son soleil qui donne à toute chose une vie pénétrante » par Eugène Delacroix, qui y a trouvé enfin un « territoire de Barbarie », Tanger fut aussi la plaque tournante des trafiquants d'armes et d'âmes damnées.

Que de complots se sont tramés dans des chambres obscures ! Que de plans secrets et de machinations discutés entre des hommes étranges, échappés à un film d'Orson Welles ! Scarface... Al Capone... et quelques visages en cire. Que des doublures ou des figurants dans un film polioir minable. Alors cette réputation ? C'est du roman et de l'exotisme facile ? Et pourtant la ville internationale était un tourbillon multicolore où la population marocaine, barbelée dans ses quartiers pauvres, était reboutée du festin permanent. Ce centre de l'échange clandestin où des mains griffées et dégingandées se passaient des dossiers brûlants inquiétait aussi les petites puissances comme l'Espagne. Le périodique madrilène *Yo* du 8 mai 1962, à l'effigie des bribes subversives, écrivait : « Tanger est devenue une zone de péril et de machinations internationales... Pour lutter contre les agents soviétiques, une police espagnole est nécessaire parce que son anticommunisme est sûr ! »

Aujourd'hui la ville a répudié ses apparences et sa légende. Elle a cependant retenu l'histoire. Si vous vous laissez prendre par la nuit, vous entendrez le murmure du temps dans les ruelles basses et obscures habitées par des chiens errants, quelques hommes seuls et un peu de nostalgie. Une nostalgie amère : le temps du jeu et de l'illusion. Débarassée volontairement de ses oripeaux, elle veut garder sur les pierres les traces de la magie et de l'errance. Elle est devenue une citadelle occupée par des enfants terribles, jaloux de ses mystères. Elle est aussi la ville de tendresse où les seules roues de la terre dans la bouche et l'herbe folle entre les doigts. Ce sont les enfants du maître, de la ville, Sidi Bou'Arayya. Le sixième et septième jour du Moulood (naissance du Prophète), les quartiers et les métiers présentent au saint, dans un cérémonial de fête religieuse, les offrandes de la ville : des tapis, des lustres, des bijoux, de l'argent, des sauteries. Le saint est vénéré. Sur la dalle, durant les deux journées, la circonscription est gratuite pour les garçons des familles pauvres. Les offrandes défilent dans la ville. C'est le carnaval et la fête de l'invisible : une certaine mystique célébrée et qui échappait dans sa facture et ses manifestations à l'autorité de l'administration internationale. Interdit, le carnaval réapparaît après l'indépendance, mais récupéré par le folklore et le tourisme.

Sur la natte les jambes croisées

L'Étourneau aujourd'hui, avec l'industrie textile, est ce que propose la ville à ses habitants. Avec un peu plus de cent cinquante hôtels (El Minzah, reste le lieu où la rumeur avec la nostalgie étoilée de la légende), des clubs de vacances avec « plages privées interdites aux indigènes » et quelque deux cent cinquante bars, Tanger « met sur le marché des loisirs » un soleil tûu, une durée blanche et différente, du sable fin et une certaine tendresse. Le prestige est dans le geste, le

bien de l'écume et le regard des enfants descendus du bidonville Bani Makada dans les grandes avenues. Que cherchent au fond ces enfants qui courent après la veste étrangère et proposent leurs services dans un anglais ou un français en faillite ? Ils veulent faire visiter leur ville à l'étranger. Ils veulent lui raconter des histoires pour quelques dirhams de plus. L'échange inégal est parfois celui de la violence.

E n est un zepuueq yuuu n'ne auet rad snov-zafessy yuo un susp arope ZEMIN la menthe au café de la Falaise. Vous avez en face les lumières pâles de l'Espagne. A votre droite le port de plus en plus grand. Entre le port et la falaise, la vieille ville, la médina. Le labyrinthe de tant de solitudes. A votre gauche l'Atlantique et la vieille montagne, territoire occupé par des villas et des petits palais oubliés du siècle. C'est sur ce territoire, dans ces maisons mirifiques que la communauté étrangère, des artistes, des intellectuels bleus et quelques personnages sortis d'un roman de Durrell, se retrouvent en soirée mondaine dans le pur style colonial, comme l'a bien montré le cinéaste tangerin Moumen Smihi dans son film *Cherghi*. Mais restez au café et lisez la mer et l'algue qui vous envoient son parfum. Ecoutez les histoires que racontent les pêcheurs : des histoires de magie, de sirène-sorcière et de diable des mers. Ils racontent, fument et rient. Suivent l'indéfini de la différence, les gestes de la main et le toucher du regard. Du

café de la Falaise allez au Socco chico en passant par le palais de la Kasbah. Ou alors restez dans le conte, les jambes croisées, le rêve entre la fumée et la brume du soir. Tanger, c'est aussi le quotidien sans mirage pour une population de plus de deux cent vingt mille habitants qui se sépare d'une bonne partie de ses travailleurs, obligés de s'expatrier vers la Hollande ou l'Allemagne fédérale. La ville s'étend, prolongée par de petites maisons construites à la hâte dans un style bâtarde par des émigrés de retour. Elle englobe depuis peu dans son administration Asilah, petite ville merveilleuse préservée encore de la falsification touristique et qui se situe à 45 kilomètres du centre tangerin. Elle gagnerait beaucoup à bénéficier des efforts d'épanouissement qu'entreprend discrètement un fervent homme du Nord, M. Fouad Benzakri.

Le rêve natal de la nuit tombe sur le miroir. Tanger se souvient dans un éclat de rire et compte à présent ses bazars. Ils sont trop nombreux. La ville ne serait que cette immense vitrine acceptée par l'artisanat et les images d'un folklore trafiqué ? Doucement la cité, illuminée à l'outance, se retire : Haroula achève ses travaux. Dans ses grottes, une ombre taillée dans la meule danse. « Mesdames et messieurs... Ladies and gentlemen... » Le guide s'arrête un moment puis, faisant un clin d'œil à l'ombre, reprend : « Au commencement, le chant de la sirène... »

TAHAR BEN JELLOUN.

Racket médical aux États-Unis

U n sexagénaire fatigué, vêtu d'un costume sale et élimé, se présentait en juin dernier au dispensaire d'une rue misérable de Harlem à New York... Après plusieurs heures d'attente un médecin le reçoit. « J'ai un mauvais rhume », lui dit-il. Après quelques questions le médecin lui fit faire des analyses d'urine, de sang, des radiographies, puis il l'adressa à son collègue chiropracteur. Celui-ci procéda à de nouvelles radiographies, le convoqua pour le lendemain en lui recommandant bien, contrairement à la loi, de faire exécuter son ordonnance particulièrement chargée, à la pharmacie voisine.

Le nécessaire n'était pas un clocher ordinaire, mais le sévère Moses (Urbah), déguisé pour mener à bien une enquête sur les abus de Medicaid, le programme d'assistance aux indigents financé par le gouvernement fédéral et les États. Les dix autres membres de la commission d'enquête, déguisés eux aussi, visitèrent quelques autres dispensaires Medicaid dans cinq des États industriels les plus peuplés. Tous en bonne santé et prêtent à un rhume, ils furent examinés par quatre-vingt-cinq médecins, subissant un total de cent radiographies, dix-huit électrocardiogrammes, huit tests pour la tuberculose, quatre tests d'allergie et trois encéphalogrammes. Tous revinrent très épuisés de cette mission, à commencer par le sénateur Moses couvert de bleus provoqués par des prises de sang faites sans soin.

Le rapport établi après cette enquête estime que 3 milliards de dollars attribués annuellement par le gouvernement fédéral et les États au programme Medicaid, sont gaspillés au détriment des contribuables bien sûr, mais plus encore de la santé des malades, enrichissant, en revanche, quelques centaines de médecins douteux travaillant en liaison avec des hommes d'affaires sans scrupules.

Le « racket » repose sur un contrat entre des agents d'affaires, avocats, agents immobiliers ou parfois riches retraités qui louent dans les quartiers les plus pauvres des locaux à un ou plusieurs médecins sur la base d'une ristourne sur les notes d'honoraires et les frais de traitement payés par Medicaid. Cette ristourne peut atteindre 80 %. D'où l'intérêt des médecins d'alourdir par tous les moyens l'« addition ».

La commission Moses donne, à cet égard, des indications surprenantes sur certaines pratiques courantes dans les dispensaires Medicaid qu'elle assimile à de véritables « usines » où les malades nécessaires sont traités

à la chaîne par des médecins qui, souvent, sont des immigrants récemment arrivés, sans diplômes reconnus, ou encore des jeunes sans expérience ni compétence... Ces « usines » situées dans les ghettos ethniques des grandes villes reçoivent, bien entendu, les pauvres, mais aussi des « clients » que leur envoient, moyennant rétribution, les employeurs des hôpitaux voisins. Un des abus les plus répandus est familièrement appelé « ping-pong » : un malade se plaignant d'avoir mal au coude se voit imposer (on le convainc qu'il est beaucoup plus malade qu'il ne l'est) des radiographies du crâne et des dents, puis on l'envoie se faire soigner le dos et les pieds. Autre cas : une mère de famille portoricaine souffrant d'un rhume arrive au dispensaire avec ses cinq enfants dont elle n'a pu confier la garde à personne. Elle n'en sortira que plusieurs heures plus tard, une fois qu'elle-même et ses enfants auront été examinés inutilement par le généraliste et le chiropracteur, l'ophtalmologiste, un spécialiste des pieds, le dentiste, le pédiatre, et, naturellement, le psychiatre. Bien entendu, la note est envoyée à Medicaid...

Ces enquêtes assurent aux médecins marrons des bénéfices élevés : en 1974, trois cent cinquante-cinq praticiens ont reçu chacun 100 000 dollars de Medicaid, pour des soins inadéquats, insuffisants ou inexistantes... À dire vrai, les autorités s'inquiètent davantage de la dégradation des soins médicaux que des abus et fraudes du système. A Los Angeles, une clinique a été déclarée normale l'analyse de l'urine d'un malade à laquelle avaient été délibérément mélangés du savon et du détergent... A New-York, certains dispensaires se livrent au trafic de la drogue, et on évalue à 440 millions de dollars les pertes représentées par les opérations frauduleuses.

Les abus de Medicaid ne datent pas d'hier. Mais ni les autorités administratives ni les organismes professionnels ne semblent s'en préoccuper vraiment. L'enquête Moses aura, cependant, pour résultat la mise au point d'un projet de loi renforçant les contrôles et augmentant les peines contre les fraudeurs. Jusqu'à présent, toutefois, les procureurs fédéraux surchargés de travail n'ont ni le personnel ni la compétence nécessaires pour engager des poursuites.

En définitive, malgré ses défaillances, Medicaid rend des services et est devenu irremplaçable dans la mesure où les praticiens privés refusent de plus en plus de s'occuper des nécessiteux.

HENRI PIERRE.

REFLETS DU MONDE ENTIER

Listy

Le triste sort des pièces soviétiques

« Qui interdit les pièces soviétiques à Prague ? », demande LISTY, organe de l'opposition socialiste édité à Rome et paraissant aussi en version française. Ainsi, par exemple, « on avait monté la pièce d'Alexandre Tchekhov : l'affaire du pont. Il s'agit de la préparation d'un procès : un vieil architecte est démis, qui serait responsable de l'effondrement d'un pont. Le jeune magistrat, une femme, qui du fait de la maladie d'un collègue, reçoit le dossier déjà clos à la hâte, s'y plonge et se convainc qu'il s'agit d'une affaire de concussion dans laquelle est impliqué le secrétaire régional du parti. Le magistrat persuade finalement son supérieur et « ils y vont ». C'est tout.

» Une autre pièce jouée dans le même théâtre est celle de Grigori Gorki : *Oubliés d'Europe*. L'anecdote grecque, de 300 avant J.-C., est racontée avec finesse par le dramaturge contemporain ; la scène se passe en majeure partie en prison ; il y a là beaucoup de considérations sur le droit et l'injustice, sur l'équité, sur le bien et le mal, sur le pouvoir, etc.

» Les deux pièces soviétiques représentées suscitèrent des réactions inadmissibles (...). Des commissions commencèrent à visiter le théâtre et les deux pièces furent menacées d'interdiction (...). Finalement triompha l'argument expliquant que retirer, dans la période actuelle, une pièce soviétique, jouée là-bas sur de nombreuses scènes, serait pénible. Il n'y eut donc que des interventions supplémentaires de la censure, et les pièces purent continuer sous cette forme tronquée. Pourtant, trois semaines avant le congrès du parti, et trois semaines après, la pièce soviétique *L'affaire du pont* ne fut pas autorisée à figurer au répertoire. Il paraît qu'il s'agit d'une plaisanterie : un des délégués aurait pu échanger sa veste dégringolée, au lieu de se rendre dans une brasserie, aller voir *L'affaire du pont*. Et qui est garanti qu'un tel délégué n'aurait point été suffisamment troublé pour recommencer à penser de façon autonome ? »

Tempête sur l'église épiscopale

Rien ne sera plus pareil dans l'église épiscopale américaine, affirme TIME, après la convention générale de cette église à Minneapolis.

« L'église épiscopale, jadis tranquille et prospère, comptant trois millions de fidèles, avait été déchirée à la fin des années 60 par la question des subventions aux groupes d'extrême gauche des minorités ethniques. Ce n'était pourtant que des bagatelles en comparaison avec la guerre totale, qui oppose aujourd'hui partisans et adversaires de l'ordination de prêtres et d'évêques de sexe féminin.

» La convention de Minneapolis a finalement voté en faveur de l'ordination des femmes, rompant avec une tradition qui remonte aux origines de l'église. La majorité n'a été pourtant que de 60 % parmi les évêques, ce qui, sur une question aussi cruciale, constitue une faible marge pour emporter la conviction et créer un courant favorable à l'échelle de l'église tout entière. À la chambre des délégués (constituée de prêtres et de laïcs qui votent séparément sur les questions importantes), la victoire n'a tenu qu'à un cil et a été surtout la conséquence du mode de vote très particulier de la chambre. Il aurait suffi, en effet, que les prêtres délégués par trois des cent quatre-vingt diocèses votent différemment pour que la décision ne soit pas acquise... »

Newsweek

Entre femmes

« Dès qu'elle fut enceinte, Susan Salata, une employée de banque âgée de vingt-trois ans, annonça la bonne nouvelle à son employeur », raconte NEWSWEEK. « Elle m'a tout raconté », explique-t-elle, « mais ils ont rapidement commencé à faire pression sur moi pour que je m'en aille. » A la fin ils l'ont licenciée et elle a dû porter plainte contre son ancien employeur pour discrimination fondée sur le sexe. »

« Tout cela ne serait qu'un épisode triste mais banal de la lutte des femmes pour la défense de leurs droits si l'employeur de Mme Salata n'était la « first women's bank of New York », une banque d'inspiration féministe qui a ouvert ses portes en octobre 1975 en promettant d'accorder « une attention particulière aux besoins des femmes ».

HOTAM

« Invalides du Proche-Orient... »

« Les athlètes israéliens, qui ont échoué aux Jeux olympiques de Montréal, ont remporté par contre un grand succès aux Jeux olympiques des handicapés de Toronto : ils ont gagné quarante et une médailles d'or (...). Israël est devenu une véritable puissance chez les infirmes », raconte amèrement l'hebdomadaire de Tel-Aviv HOTAM.

« C'était instructif et étonnant de voir, sur le petit écran, les invalides israéliens et égyptiens marcher côte à côte. Il existe entre les deux pays une véritable coopération pour la production des sports handicapés. Chaque pays veille à ce que l'adversaire ait des réserves de jeunes infirmes pour les Jeux olympiques. Et nos athlètes pouvaient dire à leurs collègues égyptiens : « Sans votre coopération nous ne serions pas là ! »

Le chroniqueur conclut sarcastiquement : « Des pourparlers ont commencé pour préparer de nouveaux contingents de jeunes en vue des Jeux olympiques des handicapés dans quatre ans. Les négociations se déroulent cordialement dans un esprit de compréhension totale. Des observateurs estiment qu'aux prochains Jeux le prestige des pays du Proche-Orient grandira encore, car il y a de fortes chances que le Liban y participera avec un très fort contingent... »

MARIE ET LA LIBERTÉ

(Suite de la page 9.)

« J'ai 100 francs par mois d'indemnité. Enlève 600 francs pour mon loyer, il me reste 500 francs pour vivre avec ma fille. L'allocation-orphelin, puisque je suis mère célibataire, c'est 80 francs par mois environ. »

Deux mots de la police nous dépassent. Nous les retrouvons un peu plus loin, sur le bas côté, en train de contrôler les papiers d'un jeune homme en moto.

« Regardez, ils sont jaloux, ils ne supportent pas que d'autres qu'eux circulent en moto. Hier, il y en a deux qui ont vérifié mon identité, m'ont demandé d'où je venais, où j'allais, où j'étais passé la nuit, chez qui... Si, à vingt-neuf ans, je ne peux pas faire ce que je veux, même sans argent ! Tenez, je suis partie de Paris avec 100 F en poche, je comptais me rien dépenser, mais il faut bien, de temps en temps, s'arrêter prendre un café et un sandwich pour le petit ; eh bien, j'ai dépensé 30 F et j'ai l'impression de n'en avoir rien fait. »

Je lui demande pourquoi elle n'est pas mariée.

« Pourquoi ? Parce que je veux être, je veux rester libre. Quand je regarde autour de moi et que je vois tous ces échecs... Ma sœur est mariée et bien mariée, elle est très malheureuse. On ne devrait jamais se marier. C'est pourquoi j'ai décidé de rester célibataire. »

Pourtant, un enfant a besoin d'un père et d'une mère.

« J'ai été élevée par ma mère, et mon mari, mon beau-père, ne s'est jamais occupé de moi : je ne m'en suis pas plus mal portée. Vous avez des enfants ? »

« Non, malheureusement. »

« Vous avez raison de dire malheureusement, et je suis bien placée pour le savoir », dit-elle, le regard rempli de tendresse.

Une voix, derrière, questionne :

« Dis, maman, tu es contente d'avoir une petite fille ? »

« Oh ! oui, ma chérie, je suis très heureuse de l'avoir. Et se tournant vers moi : « Vous savez, je l'ai eue volontairement. »

Volontairement ?

« Oui, j'étais amoureuse d'un enfant sans être mariée. Je suis allée trouver un copain, un gars formidable, et je lui ai demandé de me faire un bébé. Il a compris et me l'a fait. Il voulait même le légitimer, mais je m'y suis opposée. Maintenant, l'enfant va bien. »

Vous rendez-vous compte de la responsabilité que vous prenez, dans votre situation ?

« Vous savez, je n'ai jamais été davantage dans les annes que lorsque j'ai rencontré Marie. J'avais même perdu 3 kilos. J'ai bien essayé d'avoir un deuxième enfant, mais je n'ai trouvé personne qui accepte de me le faire. J'aurais voulu qu'il ait deux ans d'écart avec Marie. Maintenant cela ferait cinq ans et, comme j'ai vingt-neuf ans, je me demande s'il n'est pas trop tard. Je suis allée voir deux copains qui ont refusé. »

Il fallait demander à nouveau au premier ?

« Ce n'est pas possible, il a quitté la France. Oh ! en fin de compte, je suis heureuse avec ma fille. Je l'envoie à une école parallèle, et bientôt elle saura lire avant les autres. De toute façon, je ne suis pas toujours seule, j'ai des copains que je vais voir, à tout de suite, suivant mon humeur du moment. Je suis libre. »

Nous venons de traverser Aurillac. Je laisse la jeune femme et Marie, la fille au regard perdu, sur le bord de la nationale 120. J'ai oublié de leur souhaiter bonne chance...

GUY IOZIA.

CATASTROPHES

APRÈS LE DRAME DE MERLEBACH

Les syndicats mettent en cause la responsabilité de la direction des Houillères du bassin de Lorraine

Au lendemain de la catastrophe qui a tué, jeudi 30 septembre, seize mineurs au puits 5 de Merlebach (« le Monde » du 2 octobre), la direction des Houillères du bassin de Lorraine est vivement prise à partie par l'ensemble des syndicats de la mine, qui refusent d'attribuer l'accident à une quelconque « fatalité ».

Quarante-cinq mineurs des équipes de sécurité combattent encore, ce samedi au fin de matinée, le feu qui fait rage depuis jeudi à l'étage -108 de la division Voutiers, en construisant des « arrêts-barrières » à base de plâtre.

Analysant les circonstances du drame, M. Achille Blondiaux, secrétaire de la Fédération nationale C.G.T. des travailleurs du sous-sol, a posé, lors d'une conférence de presse réunissant les principales centrales syndicales (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O.), quatre questions qui résument assez bien les critiques adressées aujourd'hui à la direction des Houillères :

● N'a-t-on pas sous-estimé l'importance du feu qui est à l'origine de la catastrophe ?

● N'a-t-on pas trop tardé à faire appel aux sapeurs ?

● La direction n'a-t-elle pas pris une très lourde responsabilité en permettant l'entrée dans le puits 5 de la catastrophe ? Sans la vigilance des syndicats, qui ont demandé aux mineurs de ne pas descendre, combien de morts compterait-on aujourd'hui ?

● Était-il vraiment nécessaire de conserver sur place pour effectuer les travaux en cours lors de l'explosion — seize personnes parmi lesquelles plusieurs ouvriers qui n'avaient pas l'expérience des équipes de sécurité ? Seule l'enquête approfondie, déjà commencée, permettra de répondre à ces questions et d'établir les responsabilités. Toutefois, sans attendre ses conclusions, les représentants des mineurs soulignent que tout n'a pas été entrepris pour assurer une véritable sécurité. Ainsi, les syndicats C.F.D.T. des mineurs de Lorraine affirment que les deux premières équipes de sauvetage, arrivées sur le carreau très peu de temps après le début de l'explosion, ont dû attendre un conducteur de travaux pendant plus de vingt minutes avant de pouvoir descendre. Le même syndicat dénonce encore le fait qu'un avertissement de danger n'a pas été transmis à temps pour travailler normalement dans une

veine proche de celle où s'écroulaient à un lieu jusqu'à 13 h 15 « sans le préavis de l'explosion et surtout sans prendre les mesures de sécurité qui s'imposent ».

La C.F.D.T. insiste, en ce sens, sur le rôle du service des mines, qui, selon elle, « a une nouvelle fois fait la démonstration qu'il n'est pas indépendant de l'exploitant » et « a commis une erreur d'appréciation, laissant les gens au poste du matin en fond et en autorisant la descente de l'après-midi ».

« Une concertation avec la plus grande franchise »

Toutes ces accusations et ces questions ont été portées à la connaissance de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, qui s'est rendu, vendredi 1^{er} octobre, à Merlebach où il s'est entretenu avec la direction des Houillères et a rencontré les organisations syndicales. Après ces réunions, M. d'Ornano a déclaré : « Je pense avoir tout fait pour que la concertation soit la plus grande franchise ». M. Raymond Barre, premier ministre, a quant à lui, adressé vendredi matin un télégramme personnel de condoléances à chacune des familles des victimes de la catastrophe.

L'accident du puits 5 a également suscité des réactions du côté des partis de gauche. Dans un communiqué, la fédération de la Moselle du parti communiste, niant que « la fatalité soit seule responsable », estime que « le pouvoir a tout fait pour sacrifier la sécurité dans les mines de charbon au profit de la production ».

Pour M. Jean-Paul Bachy, député national du parti socialiste au travail et à l'emploi, la catastrophe de Merlebach « constitue un rappel dramatique des conditions déplorables dans lesquelles les mineurs exercent leur métier ». « Comment le pouvoir ose-t-il parler de réévaluation du travail minier, dit-il, quand il ne s'occupe pas d'assurer une véritable sécurité ? ».

Une cérémonie à la mémoire des seize victimes — dont les corps n'ont pu être remontés à la surface — doit être organisée mardi 5 octobre sur le carreau même du puits 5.

SPORTS

Boxe

Desireux de se consacrer à l'islam

MOHAMED ALI
ANNONCE SA RETRAITE

Plusieurs fois annoncée, puis interrompue, la retraite de Mohamed Ali (alias Cassius Clay) paraît cette fois définitive. Après une carrière professionnelle de seize ans, le champion du monde de boxe toutes catégories a annoncé, vendredi 1^{er} octobre, à Istanbul, qu'il mettrait définitivement fin à sa carrière.

Converti à l'islam, Ali, qui avait changé son nom pour celui de Muhammad Ali, a déclaré le champion du monde, être un grand boxeur et se consacrer à l'islam. « Je suis devenu un grand boxeur. Je voudrais abandonner à un moment où je gagne toujours et dédier ma vie à l'islam ».

Football

SAINT-ÉTIENNE - EINDHOVEN
EN HUITIÈME DE FINALE
DE LA COUPE D'EUROPE

Un rude adversaire

Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, effectué le 1^{er} octobre à Zurich, n'a pas été plus favorable à Saint-Etienne, qui rencontrera P.S.V. Eindhoven, champion des Pays-Bas, qui ne l'avait été celui des seizièmes de finale. Ce sont — Sofia et Eindhoven — de difficiles adversaires que le tableau oppose et qui opposent au club champion de France dans les deux premiers tours de la Coupe d'Europe. Saint-Etienne et P.S.V. Eindhoven se connaissent bien.

Les deux clubs s'étaient affrontés en demi-finale de la Coupe d'Europe, la saison dernière, et la confrontation avait tourné à l'avantage de Saint-Etienne, qui avait su, aux Pays-Bas, en match retour, résister à la pression d'Eindhoven (0 à 0), après avoir remporté le match aller (1 à 0). Le score montre d'ailleurs bien à quel point les deux équipes étaient proches l'une de l'autre, il y a quelques mois.

Pour l'instant Saint-Etienne et Eindhoven occupent le même classement — septième — dans leurs championnats respectifs, mais le club néerlandais a montré, dans les seizièmes de finale de la Coupe d'Europe, une meilleure efficacité en marquant 6 buts à Dundalk, champion d'Irlande, lors du match retour. Sans doute faut-il prendre en considération la qualité de l'adversaire, et, sur ce point, il semble bien que Sofia présentait un autre danger pour Saint-Etienne que Dundalk pour Eindhoven.

Après la découverte des corps de deux victimes des « Brigades rouges »

Le désarroi des policiers

Grenoble. — Des informations parvenues dans la journée du jeudi 30 septembre à l'antenne grenobloise du service régional de police judiciaire de Lyon, ont permis de découvrir, vendredi matin, dans la forêt du massif de Belledonne, à une quinzaine de kilomètres de Grenoble, les corps de Mme Mariel Trabelsi, vingt et un ans, et de M. Christian Leroy, vingt-cinq ans, dont la double disparition survenue le 18 juin dernier était revendiquée par un mystérieux « Groupe 666 » appartenant à de non moins étranges « Brigades rouges ». Les cadavres des jeunes gens étaient ficelés l'un à l'autre et dissimulés sous un tas de pierres, à quelques dizaines de mètres d'une route forestière, au lieu-dit Les Seiglières, non loin d'une des deux voies d'accès à la station de Chamrousse. Les corps, qui sont en état de

décomposition très avancée, ont pu être identifiés grâce à des objets et des effets personnels. L'information judiciaire ouverte pour « séquestrations » au cabinet du juge d'instruction de Grenoble, Mlle Blanche Ciabrin, a été transférée en « homicide volontaire ». Une autopsie devait être pratiquée samedi matin. Permettra-t-elle de dire comment Mme Trabelsi et M. Leroy ont été tués et à quelle époque ? Cet épilogue accroit évidemment les inquiétudes sur le sort réservé à la troisième victime des « Brigades rouges », Mlle Olga Moïsenko, vingt et un ans, enlevée le 24 juillet dans les environs de Saint-Martin-d'Hères par un individu armé d'un pistolet ou d'un revolver, qui avait refusé auparavant à neutraliser le fiancé de la jeune fille.

De notre correspondant régional

venues de tous les individus ayant un comportement étrange. Or, la découverte de deux des victimes révèle encore d'aggraver ce désarroi, car elle renforce la caractéristique principale de cette affaire, à savoir que la police n'est parvenue à aucun moment à prendre l'initiative des opérations.

Si les corps ont pu être retrouvés, c'est seulement parce que celui qui les avait dissimulés a permis qu'ils le soient. Le secteur en question avait été fouillé au mois de juin puisque c'est à proximité de là qu'avait été retrouvée la voiture de M. Leroy. Tout au long de ces derniers jours, des promeneurs qui se sont perdus dans la forêt, ont découvert des traces de la « tombe ». Mais, sans les explications adressées aux policiers — et qui n'étaient cependant pas encore très exactes puisque les recherches commencées jeudi à midi n'ont abouti que vendredi à 11 heures — jamais peut-être les cadavres n'auraient été localisés.

Ce sentiment d'être « menés par le bout du nez », les enquêteurs en souffrent depuis le début de l'enquête. Même s'ils n'ont pas

vu — à la fois pour tenter de reprendre le dessus et pour éviter un excès d'exploitation par certains organes d'information — à rendre public le contenu de plusieurs autres lettres arrivées par diverses voies dans le courant du mois d'août et au début du mois de septembre, les policiers ont été contraints de suivre les directives qui leur étaient fournies. Les mesures de surveillance qu'ils ont alors mises en place ne leur ont servi à rien : à chacun de ces la responsabilité du procureur de la République de Meaux. Une manifestation était prévue à Villeparisis dimanche matin 3 octobre.

Un important vol d'armes a été commis dans la nuit du vendredi 1^{er} au samedi 2 octobre dans une armurerie de Bastia. D'autre part, un attentat à l'explosif a provoqué de faibles dégâts, au cours de la même nuit, dans un restaurant situé à Orléans. L'attentat n'a pas été revendiqué.

BERNARD ELIE.

LE MYSTÉRIEUX ENLÈVEMENT DE CANNES

J'en arrive à me demander si M. Fériel n'a pas organisé tout cela à notre insu
déclare M. Francis Lopez

De notre correspondant régional

Cannes. — On assiste à une partie de poker dans laquelle certains joueurs sont plus forts que d'autres et font des annonces pour impressionner l'adversaire. Ainsi résumait dans la soirée du 1^{er} octobre, l'affaire d'enlèvement de M. Francis Lopez, le compositeur de Cannes, le commissaire d'investigation Albert Mourey, chef de la police judiciaire de Nice.

Une semaine après la disparition de M. Fériel, celui-ci n'a pas été retrouvé. On se demande si les ravisseurs se sont manifestés, si l'on excepte un coup de téléphone suspect reçu mardi 28 septembre, à Paris, par M. Fériel, et par lequel le correspondant anonyme demandait un rançon de 800 000 francs. La police n'ignore pas qu'il a entendu la dispute au moment où les deux hommes se disputaient, et qu'il a vu les quatre hommes s'enfuir.

On réalise mieux aussi le désarroi des enquêteurs qui ont exploité systématiquement tous les renseignements recueillis, surveillé constamment le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères, visité les établissements psychiatriques, contrôlé les allées et venues.

UN GROUPE RÉVOLUTIONNAIRE
« DE CONFESSION ISLAMIQUE »
REVENDIQUE L'ATTENTAT
CONTRE « BLACK-HEBDO »

Un mouvement déclarant s'appeler Groupes d'action révolutionnaire internationale de confession islamique (GARICI) a revendiqué, vendredi 1^{er} octobre, dans un communiqué, l'attentat à la bombe commis la nuit précédente contre l'hebdomadaire Black-Hebdo (le Monde du 2 octobre). Le GARICI affirme être également à l'origine du début d'incendie qui avait eu lieu le 18 septembre dans les locaux de l'hebdomadaire, 24 rue Richer.

Par ces attentats contre Black-Hebdo, journal francophone destiné aux travailleurs africains et antillais vivant en France, le GARICI entend « mettre en garde tous ses frères de confession islamique contre les dangers que représente l'arrivée massive de main-d'œuvre noire africaine... et appeler à la lutte pour le maintien de leur sécurité d'emploi ».

M. Pierre Coula, directeur de l'hebdomadaire, a mis en doute l'existence du GARICI.

départ des ravisseurs de M. Fériel. Le compositeur a précisé qu'il avait lui-même conduit la Rolls-Royce de l'homme d'affaires à Cannes, le 1^{er} octobre, le ramenant ensuite à la villa Gipsy.

« Les bandits », a déclaré M. Lopez, ont exigé que je ramène la voiture de M. Fériel au centre de Cannes. Ils ne m'ont rien dit de plus. J'en ai profité pour aller à la villa Gipsy, où j'ai pu constater que les quatre hommes s'enfuyaient.

On a appris enfin que le compositeur avait dû faire face, avec son ami, Henri Léani, à certaines difficultés financières consécutives à un projet de création d'un cabaret avec cercle de jeu privé à Cannes. M. Léani, associé notamment à Mme Anja Lopez et à M. Fériel et à deux de ses amis, déjà propriétaires d'établissements de nuit à Cannes, avait acheté une maison mitoyenne du 118, rue de la Plage à la villa de Léani, près du casino Palm-Beach.

Des travaux importants avaient été entrepris bien que la société créée par M. Léani n'ait pas obtenu de permis de construire. Après une pétition signée par les habitants du quartier, la ville de Cannes avait donné un avis défavorable au projet et M. Léani et ses associés avaient été poursuivis devant le tribunal de Grasse qui ordonna la remise en état des locaux. Par la suite la société était mise en règlement judiciaire. M. Léani et ses associés auraient perdu dans cette affaire une somme importante.

GUY PORTE.

FAITS DIVERS

A Villeparisis

L'ATTITUDE DE LA POLICE LORS DE L'INTERPELLATION D'UN COLLÉGIEN SUSCITE DE VIVES PROTESTATIONS

La grande majorité des deux cent cinquante élèves du collège d'enseignement technique de la rue Ligner, à Paris-20, ont observé le 1^{er} octobre une grève des cours d'une demi-heure : ils voulaient protester contre l'attitude de la police à l'égard d'un de leurs camarades.

Le jeune Gilles C., élève du C.E.T., aurait, selon ses amis, été brutalisé par les policiers au moment de son interpellation. Au commissariat de Villeparisis, on indique que deux gardiens de la paix « ont dû employer la coercition », car il refusait de monter dans le véhicule de la police et que cela a provoqué sa chute et un hématome. Le jeune garçon a dû subir des soins mais n'a pas été hospitalisé. Il doit retourner en classe lundi 4 octobre.

L'affaire a provoqué à Villeparisis une certaine émotion. Le maire, communiste, de la ville a convoqué le commissaire du lieu, qui a refusé de se rendre à cette convocation, estimant que, sur le terrain judiciaire, le maire n'avait pas autorité sur lui. Les parents du jeune garçon ont déposé une plainte, et une enquête judiciaire est en cours sous la responsabilité du procureur de la République de Meaux. Une manifestation était prévue à Villeparisis dimanche matin 3 octobre.

Un important vol d'armes a été commis dans la nuit du vendredi 1^{er} au samedi 2 octobre dans une armurerie de Bastia. D'autre part, un attentat à l'explosif a provoqué de faibles dégâts, au cours de la même nuit, dans un restaurant situé à Orléans. L'attentat n'a pas été revendiqué.

JUSTICE

Au tribunal de Poitiers

DOUBLE ACQUITEMENT APRÈS LA MORT ACCIDENTELLE D'UN INGÉNIEUR AMÉRICAIN

Après une semaine de réflexion, le tribunal de grande instance de Poitiers a acquitté, faute de preuve, M. Besson, patron d'un établissement de nuit, et son employé, M. Sayah, qui étaient poursuivis pour « non-assistance à personne en danger » (le Monde du 25 septembre).

Dans la soirée du 19 décembre 1974, un ingénieur américain, M. Arthur Russell, quarante-quatre ans, domicilié à Tours, avait passé la soirée dans une boîte de nuit de Poitiers : Chez Michel. La note qu'il régla — près de 900 francs — laisse à penser qu'il avait beaucoup consommé.

A la fermeture de l'établissement, vers 5 heures du matin, M. Besson et son portier avaient aidé leur client à rejoindre son véhicule au volant duquel ils l'installèrent. Ayant gardé un peu de lucidité, M. Russell réussit à mettre le contact et à démarrer. Mais quelques kilomètres plus loin, l'entraînait en collision avec un poids lourd et était tué sur le coup.

A Saint-Chamond (Loire)

UN DIRECTEUR D'ENTREPRISE EST SEVÈREMENT CONDAMNÉ POUR ENTRAVE AU DROIT SYNDICAL

(De notre correspondant.) Saint-Etienne. — Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne a condamné M. Jean Furnon, P.-D.G. d'une entreprise de mécanique générale à Saint-Chamond (Loire), à quatre mois de prison avec sursis, 6 000 F d'amende, 6 000 F de dommages et intérêts à la C.F.D.T., pour entrave au droit syndical, et à 5 000 F d'amende pour entrave à l'exercice des fonctions d'un inspecteur du travail. Pour ce dernier motif, M. Beaudonnat, conseil juridique, a simultanément été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 6 000 F d'amende.

Lors d'une grève déclenchée à la fin de l'année dernière dans cet établissement, M. Furnon avait refusé à un délégué de la C.F.D.T. l'assistance légale d'un représentant de ce syndicat et avait opposé à la C.F.D.T. une fin de non-recevoir dans la discussion du protocole d'accord lors des élections des délégués du personnel, en déclarant notamment : « Je n'accepterai pas de laisser rentrer la terreur chez moi ».

M. Furnon et Beaudonnat avaient en outre refusé l'accès de l'entreprise à un inspecteur du travail, qui avait alors dressé procès-verbal. Le P.-D.G. de Saint-Chamond ne s'est pas présenté à l'audience du tribunal correctionnel de Saint-Etienne.

à partir du 8 octobre

MÈRE COURAGE

Bertolt Brecht
mise en scène
José Valverde

THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE
DE SAINT-DENIS
59 Bd Jules Guesde - 93100 St-Denis
Métro: saint-denis basilique

CHAILLOT

REVUE PAR L'HUMOUR

« ELISABETH UN »

Pour Paul Foster, l'auteur de « Elisabeth Un », joué actuellement dans la grande salle de Chaillot, l'histoire n'est pas un défilé de héros engoncés entre leurs majuscules pompeuses et les guillemets de leurs tirades illustres : c'est bien plutôt une parade de cirque mêlant les despotes et les crucifiés, les bons et les méchants, les sages et les fous, les puritains et les révoltés.

Tous les soirs à 20 h. 30.
Location ouverte (727-91-15).

Pour 100 briques x'as plus rien maintenant

CRITIQUES UNANIMES :

« Viens chez moi, l'habite chez une copine » du même auteur, s'est donné pendant deux ans. Avec sa nouvelle pièce, Kaminka risque d'occuper le théâtre La Bruyère pour un bon bout de temps. On rit beaucoup.

(LE NOUVEL OBSERVATEUR)

Fou rire. Gags bien huilés.

(LE MONDE)

Bonne soirée garantie.

(L'AURORÉ)

Burlesque, dénonciation hilarante.

(LE FIGARO)

Franchise rigolade.

(LE QUOTIDIEN DE PARIS)

Farce très réussie, fait mouche à tous les coups.

(L'EXPRESS)

Irresistible drôlerie.

(LE PARISIEN LIBRE)

THÉÂTRE LA BRUYÈRE Loc. : TRI. 76-99 et agences

THÉÂTRE DE PARIS

Ce soir Première

PROCÈS DE JEANNE D'ARC

écrit par
ROBERT BRESSON

Mis en scène par
ROBERT BOSSEIN

STYX v.o.

ACTES DE MARUSIA

« L'art avec un grand A...
La force d'un coup de poing
en pleine figure... »

LE MONDE

EXPOSITION
PIRANESE
ET LES FRANÇAIS
(1740-1790)

du 2 octobre au 15 novembre
11, rue de la Harpe (M. Châtelet)
HOTEL DE SULLY

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française : Cyrano de Bergerac (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Odéon : La Cérémonie (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Chaillet : Elisabeth Un (sam. 20 h. 30).
Petit TSP : A la campagne (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).

Les salles municipales

Nouveau Carré : Cirque à l'ancienne (sam. et dim. 15 h. 30).
Popin : Parade de Femmes (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Kant Cartier, free music (sam. 20 h. 30).

Les autres salles

Antoine : La Tête (sam. et dim. 20 h. 30, dernière).
Atelier : Monsieur chasse (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Athénée : La Séquière (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 21 h.).
Bouffes-Parisiens : La Servante (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 18 h. 30).
Comédie-Carnegie : Boeuf-Boeuf (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 18 h.).
Comédie-Française : Les Femmes de bonne humeur (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Coupe-Chou : Je n'imagine pas ma vie domaniale (sam. 20 h. 30).
Edouard-Vaillant : Dis-moi, Bismarck (sam. 21 h. ; dim. 15 h.).
Festivals : Comme avant (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Gaieté-Montparnasse : Tu es un chic type (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Gaieté-Montparnasse : Tu es un chic type pour deux (sam. 21 h. ; dim. 15 h.).
Gymnase-Maria-Bell : Une aspinette pour deux (sam. 21 h. ; dim. 15 h.).
Huchette : La Cantatrice chauve (sam. 21 h. ; dim. 15 h.).
La Bruyère : Pour cent briques (sam. 21 h. ; dim. 15 h.).
Madelaine : Faut du veau (sam. 21 h.).
Maison de l'Allemagne : Marie-Louise (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Mathurins : Les Mains sales (sam. 20 h. 45 ; dim. 15 h. et 18 h.).
Michel : Happy Birthday (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 18 h.).
Midi : Happy Birthday (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 18 h.).
Moderne : Qui est qui ? (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 18 h.).
Montparnasse : Les Femmes de bonne humeur (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Mouffetard : La Mousmé : Yes, peut-être (sam. 20 h. 30).
Œuvre : Le Scénario (sam. 20 h. 45 ; dim. 15 h. et 18 h.).
Palais : Les Femmes de bonne humeur (sam. 21 h. ; dim. 15 h.).
Petite salle : Paris c'est grand (sam. 19 h. ; dim. 15 h.).
Palais-Royal : La Cage aux folles (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Piaf : Ils sont là (sam. 20 h. 30).
Renaissance : Tout contre un petit bois (sam. 20 h. 30 ; dim. 17 h.).
Saint-Georges : Lucienne et le bouc (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Studio-Théâtre 14 : Coudage, l'appel du printemps (sam. 20 h. 30).
Théâtre d'Art : La Femme de Scarron (sam. et dim. 18 h. 30).
Théâtre du Marais : Voyage avec la drogue (sam. 20 h. 30).
Théâtre d'Édgar : D'homme à homme (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Notes (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Théâtre de la Vierge : Vierge (sam. 22 h. ; dim. 17 h. 30).
Théâtre du Marais : Arlequin poli par l'amour (sam. 20 h. 30).
Théâtre du Marais : Histoire d'amour (sam. 21 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (signes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 2 - Dimanche 3 octobre

Festival d'automne

Théâtre des Champs-Élysées : New York City Ballet, George Balanchine (sam. et dim. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Femmes de bonne humeur (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Théâtre de la Ville : Les Femmes de bonne humeur (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).

Théâtres de banlieue

Assoluto : Les Femmes de bonne humeur (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Assoluto : Les Femmes de bonne humeur (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).
Assoluto : Les Femmes de bonne humeur (sam. 20 h. 30 ; dim. 15 h.).

Marionnettes

Voir Théâtre de banlieue.
Centre culturel des Américains : les Marionnettes de Boileau (dim. 17 h. et 20 h. 30).

Les opérettes

Bobino : Croyez-moi d'amour (sam. 20 h. 30 ; dim. 17 h.).
Bouffes-Parisiens : La Belle Héloïse (sam. 19 h. et 20 h. 45 ; dim. 15 h.).
Porte-Saint-Martin : Mayflower (sam. 21 h.).
Saint-Georges : Rêve de valse (sam. 15 h. et 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30 et 18 h.).

Les chansonniers

Caveau de la République : Secs sans provisions (sam. 21 h. ; dim. 15 h. 30 et 21 h.).
Deux-Annaes : Les Femmes de bonne humeur (sam. 21 h. ; dim. 15 h. 30 et 21 h.).
Dix-Neuf : Tu crois que c'est mieux ailleurs (sam. et dim. 22 h. 15).

Les concerts

Voir Théâtre de banlieue.
Bouffes-Parisiens : Secs sans provisions (sam. 21 h. ; dim. 15 h. 30 et 21 h.).
Deux-Annaes : Les Femmes de bonne humeur (sam. 21 h. ; dim. 15 h. 30 et 21 h.).
Dix-Neuf : Tu crois que c'est mieux ailleurs (sam. et dim. 22 h. 15).

Vidéo

Vidéostone, permanent à partir de 13 h. 30 : Rock around the Stones.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, sam. 15 h. : Mari-Édith de P. Brook ; 18 h. 30 : Les Carabins de J.-L. Godard ; 20 h. 30 : L'Homme qui se savait trompé de A. Hitchcock ; 22 h. 30 : Soudain l'été dernier de J. Mankiewicz ; 0 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur de J. P. F. Truffaut ; Dim. 15 h. : Les Femmes de bonne humeur de J. P. F. Truffaut ; 22 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur de J. P. F. Truffaut ; 0 h. 30 : Les Femmes de bonne humeur de J. P. F. Truffaut.

Les exclusivités

ACTES DE MARUSIA (Mex. v.o.) : Styx, 9* (823-08-40).
L'APACHE (A. v.o.) : Émirat, 9* (823-08-40).
L'APACHE (A. v.o.) : Émirat, 9* (823-08-40).
L'APACHE (A. v.o.) : Émirat, 9* (823-08-40).
L'APACHE (A. v.o.) : Émirat, 9* (823-08-40).

LES FILMS NOUVEAUX

ENFIN L'AMOUR, film américain de Peter Bogdanovich, v.o. : Action, 8* (823-08-40).
BRONCO BULLDOG, film anglais de S. Piaty-Muiz, v.o. : Les Femmes de bonne humeur, 9* (823-08-40).
LE TROUBLE-TOURTE, film français de S. Piaty-Muiz, v.o. : Les Femmes de bonne humeur, 9* (823-08-40).
L'AMOUR BLISSÉ, film québécois de J.-P. Lefebvre : La Cité, 9* (823-08-40).
ANATOMIE D'UN RAPPORT, film français de Luc Moulet : Montparnasse, 9* (823-08-40).
FANTASIE, film des ateliers de la Cité : Les Femmes de bonne humeur, 9* (823-08-40).
UNE FEMME FIDÈLE (Fr.) : Publi-Club-Champs-Élysées, 9* (823-08-40).
UN ÉLÉPHANT CA TROMPE ENORMEMENT (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 9* (823-08-40).
UN ÉLÉPHANT CA TROMPE ENORMEMENT (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 9* (823-08-40).
UN ÉLÉPHANT CA TROMPE ENORMEMENT (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 9* (823-08-40).

MARIGNAN - QUINTETTE - MADELEINE - OLYMPIC ENTREPOT

LA VICTOIRE EN CHANTANT

JEAN CARMET
JACQUES DUFILHO
CATHERINE ROUVEL-JACQUES SPIESSER

FILM DE JEAN JACQUES ANNAUD

« Ce film d'une ironie singulière sur la bêtise des hommes et la sottise des mobilisations, sur le goût du profit et l'abus du pouvoir... » Robert CHAZAL

« La satire est là, drue, caustique, percussive, réjouissante. Dans notre production française, si rare, si précieuse, ce premier film frappe par sa nouveauté et son originalité. Il fait plaisir. Il mérite d'être vu. » J. de BARONCELI

« Avec LA VICTOIRE EN CHANTANT, nous nous payons une pinte de bon sang. Nous avons bien besoin de ce sang là. » Jean-Louis BORY

« L'ironie fait mouche. » François FORESTIER

« Le film de la fleur du comique au fusil. » Michel LACON

« Quel beau jeu de massacre ! Et que de force sous la bouffonnerie ! Un premier film plus complet, plus maîtrisé, plus réussi que celui-là se voit rarement. A trente-deux ans, Jean-Jacques ANNAUD, manque déjà d'expérience... CARMET. Quel art ! Proche du génie, celui des grands qui consiste à ne rien faire. Et tout exprimer. » José M. BESCOS

« Jacques DUFILHO et Jean CARMET forment une équipe dont le talent et l'humour sont une garantie de succès. »

« C'est avec habileté et finesse que Jean-Jacques ANNAUD et Georges CONCHON, ont montré à travers le miroir de cette situation insolite tout ce qu'il y a de désordre et de criminalité dans la fameuse époque coloniale. » Gérard LENNE

« Si vous êtes pacifiste, anarchisant et surtout amateur d'humour décapant, vous allez adorer... LA VICTOIRE EN CHANTANT. » REMO FORLANI

LA VICTOIRE EN CHANTANT

JEAN CARMET
JACQUES DUFILHO
CATHERINE ROUVEL-JACQUES SPIESSER

FILM DE JEAN JACQUES ANNAUD

97-70 : Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Concordia, 9* (830-08-41) ; Française, 9* (770-33-88) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Convention, 15* (828-02-27) ; Marivaux, 18* (825-27-08) ; Caravelle, 18* (327-86-70) ; Gaumont-Gambetta, 20* (707-18-11).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-10) ; Montparnasse-14, 9* (844-14-27) ; Fauvette, 12* (331-36-88) ; Gaumont-Sud, 14* (331-31-14) ; Clichy-Patbé, 18* (822-37-41).
MÉS CHÈRES AMIS (It. v.o.) : Quintette, 9* (833-33-40) ; Mont-Carlo, 9* (833-33-40) ; Olympia, 14* (723-72-31) ; Gaumont-Théâtre, 2* (231-32-1

MÉTÉOROLOGIE

[illegible]

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES RÉACTIONS A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN CONTRE L'INFLATION

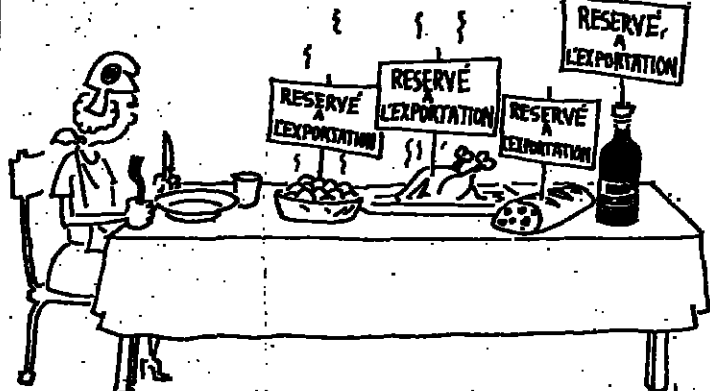
A L'ASSEMBLÉE DU CRÉDIT AGRICOLE

Passe d'armes entre MM. Bonnet et Debatisse

Deux débats ont dominé les travaux de l'assemblée générale de la Fédération nationale du Crédit agricole, qui vient de s'achever à Strasbourg: l'un professionnel; l'autre politique. Le premier, interne, a vu les dirigeants des quatre-vingt-quatre caisses régionales poursuivre leur réflexion doctrinale sur le mutualisme. Des deux thèmes en présence, l'un favorable à l'élargissement du statut à des non-agriculteurs, l'autre en faveur d'un « approfondissement » de la démocratisation de l'institution, c'est le second qui l'a emporté.

Les congressistes ont également rappelé qu'ils souhaitent une définition du champ d'action du Crédit agricole fondée sur des critères « moins restrictifs » que la démographie. En dépit « des rigueurs de l'encadrement du crédit », il convient, selon eux, d'apporter des concours plus importants à l'agriculture, tout en finançant largement l'habitat rural, les collectivités publiques et les P.M.E., créatrices d'emploi dans les campagnes.

Le deuxième débat, plus vif, a opposé M. Michel Debatisse à M. Christian Bonnet. Le président de la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.) s'est, une nouvelle fois, enflammé pour protester contre le « mauvais procès » fait aux agriculteurs à propos de l'impôt-éche-



(Dessin de KONE.)

Les partis de gauche participeront à la journée de grève du 7 octobre

Le comité de liaison mis en place entre les partis signataires du programme commun a décidé, vendredi 1^{er} octobre, de soutenir la journée de grève et de manifestations prévues pour le 7 octobre. Communistes, socialistes et radicaux de gauche désigneront des « délégations représentatives » pour participer aux manifestations et demanderont à leurs militants de « contribuer activement au succès de cette journée ».

Dans une déclaration, le comité de liaison a rappelé l'analyse critique du plan Barre faite par les partis de gauche. Il ne doit pas y avoir de terrain d'exception, a expliqué M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du P.S.

Le P.C.F. a confirmé son opposition à de telles actions dans les entreprises en faisant valoir que, « s'il est présent dans de nombreuses usines, ce n'est pas le cas des autres formations de gauche ».

A L'ÉTRANGER

En Italie

M. Andreotti annonce des mesures d'exception pour s'opposer à la chute de la lire

- Taux d'escompte porté de 12 % à 15 %
- Taxe de 10 % sur les achats de devises

De notre correspondant
Rome. — Des mesures exceptionnelles ont été annoncées, le vendredi 1^{er} octobre, par le gouvernement italien, pour mettre un frein à la chute de la lire, dont la situation ne cessait de se dégrader depuis quelques jours. Le dollar, qui valait 840 lire il y a un mois, a atteint maintenant la cote 873. La monnaie italienne s'est ainsi dévaluée de 3,6 % en septembre (contre 5,8 % pour la livre sterling).

Vendredi soir, le président du conseil, M. Giulio Andreotti, a fait une longue intervention télévisée pour souligner la gravité de la crise et expliquer à ses concitoyens les mesures retenues: relèvement des 3 points du taux d'escompte qui passe de 12 à 15 %; obligation aux exportateurs de convertir immédiatement en lire 50 % — et non plus 30 % — du montant de leurs ventes à l'étranger; enfin, institution pen-

« l'optimisme inconscient », qui aurait régné ces dernières semaines en Italie, et continuerait d'opposer aux « esprits sains ». Avant de relever de nombreux prix, comme s'apprête à le faire le gouvernement, il faudrait, selon le P.C.I., étudier les raisons du déficit public et engager une sérieuse réforme de l'économie nationale.

En matière de prix, le président du conseil a prévenu ses concitoyens qu'ils devaient s'attendre à de nombreuses augmentations. Ce sera le cas en particulier pour les tarifs du chemin de fer des postes, du téléphone et de l'électricité. Dès ce samedi 2 octobre, les cigarettes et le tabac rouchés sentent ainsi que le gas-oil et divers autres dérivés du pétrole. Le prix de l'essence, en revanche, est maintenu, du moins pour le moment.

Le gouvernement soumettra aussi au Parlement et aux syndicats deux projets: l'un tend à bloquer provisoirement l'habitat mobile pour les salaires supérieurs à 6 millions de lire (35 000 F) par an, l'autre vise à supprimer les festivités non dominicales pour abolir les « ponts ».

ROBERT SOLÉ.

LA CHUTE DE LA LIRE EN UN AN

1 000 lire	1 ^{er} oct. 1975	Fin 1975	1 ^{er} oct. 1976	Baisse en un an
A New-York	1,45 dollar	1,46 dollar	1,14 dollar	- 21,3 %
A Francfort	3,87 DM	3,84 DM	2,79 DM	- 27,9 %
A Paris	6,61 F	6,53 F	5,67 F	- 14,2 %

dant deux semaines d'une taxe de 10 % sur les achats de devises.

Cette dernière mesure promulguée par décret aura pour conséquence de « geler » provisoirement le marché des changes. On en attend beaucoup, et d'ailleurs les nouvelles en provenance de New-York, vendredi soir, étaient positives: le dollar était coté à 855 lire. Mais, c'est surtout lundi à la réouverture du marché des changes que l'on évaluera l'efficacité des mesures gouvernementales.

Avant d'annoncer son plan d'urgence, M. Andreotti avait consulté les syndicats et les partis politiques, et obtenu notamment l'appui des communistes. Ceux-ci reconnaissent le caractère indispensable des mesures adoptées: ils critiquent néanmoins

des deux semaines d'une taxe de 10 % sur les achats de devises.

Cette dernière mesure promulguée par décret aura pour conséquence de « geler » provisoirement le marché des changes. On en attend beaucoup, et d'ailleurs les nouvelles en provenance de New-York, vendredi soir, étaient positives: le dollar était coté à 855 lire. Mais, c'est surtout lundi à la réouverture du marché des changes que l'on évaluera l'efficacité des mesures gouvernementales.

Avant d'annoncer son plan d'urgence, M. Andreotti avait consulté les syndicats et les partis politiques, et obtenu notamment l'appui des communistes. Ceux-ci reconnaissent le caractère indispensable des mesures adoptées: ils critiquent néanmoins

ROBERT SOLÉ.

AFFAIRES

L'ombre de la crise s'étend à nouveau sur la sidérurgie européenne

Des nuages s'accumulent à nouveau sur la sidérurgie européenne, dont la situation commence à se dégrader. L'annonce par le groupe Isernhagen-Sollac d'importantes mesures de chômage technique « du 30 septembre au 30 octobre » a déclenché, de l'autre côté du Rhin, le président de la Fédération ouest-allemande de l'acier, M. Dieter Spethmann, également président de Thyssen, a qualifié de « crise dans la crise » la situation où se trouvent les aciéries de son pays. « Le marché intérieur est pratiquement mort », souligne l'un de ses collègues. Les usines de la Sarre annoncent à leur tour des mesures de chômage partiel, et celles de la Ruhr ne tarderont pas à en faire autant.

À la fin de 1975, l'amélioration de la conjoncture mondiale entraîna une reprise confirmée au premier semestre 1976, notamment pour les produits plats (prosperité dans l'automobile et dans le secteur des biens de consommation). Pour les produits longs, le phénomène fut moins net; utilisateurs et négociants procédèrent à la reconstitution de leurs stocks au début de l'année. Ils effectuèrent même des achats par anticipation, tablant sur une reprise dans les industries d'équipement et sur une hausse concomitante des prix.

Malheureusement, la situation n'a pas évolué suivant leurs prévisions. L'activité reste faible et la demande en produits plats et longs se trouve avoir dépassé la consommation réelle, les stocks redevenant excédentaires. Pour les prochains mois, les perspectives ne sont guères brillantes, en raison des plans nationaux de lutte contre l'inflation. Les sidérurgistes souhaitent que le mouvement continue pour les produits plats mais s'inquiètent des effets de la taxation fiscale sur les achats d'automobiles. Quant au marché des tôles fortes, le marasme continue à y régner la construction navale est en crise (des centaines de pétroliers sont désarmés, dans les fjords norvégiens et ailleurs) et la demande d'équipements lourds reste faible.

La percée japonaise

Comble d'infortune pour les Européens, la menace de la concurrence japonaise s'aggrave. Les sidérurgistes du Soleil-Levant étaient déjà très actifs ces dernières années, au point que les autorités communautaires avaient dû négocier avec eux un accord de limitation des livraisons, peu respecté d'ailleurs en raison de dissidences au sein du groupe des sidérurgistes japonais. Ils le sont devenus encore plus depuis le début de cette année, accusant leur pression sur les marchés de grande exportation aux dépens des

LE DÉSÉQUILIBRE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE ET ISRAËL

Israël a exporté vers la France pour 371 millions de francs de marchandises entre janvier et juin (+ 7,6 % par rapport à la même période de 1975), alors que ses importations ont atteint 942 millions de francs, en baisse de 11 % par rapport à la même période de l'année dernière.

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN AOÛT (EN %)

	EN 1 MOIS (août 1976 comparé à juillet 1976)	EN 6 MOIS (août 1976 comparé à février 1976)	EN 1 AN (août 1976 comparé à août 1975)
ENSEMBLE	0,7	4,6	9,5
ALIMENTATION	1,8	4,7	10,1
Produits à base de céréales	4,3	7,6	11,5
Vianes de boucherie	0,5	3,5	9,4
Porc et charcuterie	1	6,9	11,9
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	0,7	—	5,5
Produits de la pêche	0,9	4,2	9,7
Lait, fromages	2	5,9	9,3
Œufs	0,9	1,6	2,9
Coque grise et blanche	0,7	3,1	9
Légumes et fruits	0,6	3,4	7,1
Autres produits alimentaires	0,3	5,1	9
Boissons alcoolisées	0,2	5,1	9
Boissons non alcoolisées	5,2	13,6	25,5
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,3	3,7	7,4
1) Habillement et textiles	0,3	3,1	8,2
2) Autres produits manufacturés	0,4	3,9	7,1
SERVICES	0,7	6,1	12,3
Services relatifs au logement	0,2	5,5	13,7
dont: loyers	1,2	5,2	10,4
Solaires personnels, soins de l'habil.	1,2	6,3	11,1
Services de santé	0,5	4,5	9,3
Transport publics	0,5	4,5	11,5
Services d'entretien de la personne	1,3	7,2	12,4
Hôtels, cafés, restaurants, cautions	0,6	6,7	12,9
Autres services	3,1	5,7	12

LA C.F.T.C. N'EXCLUT PAS UN « CLASH » AVEC LE GOUVERNEMENT

La C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. se félicitent, dans une déclaration commune, de l'écho rencontré parmi les travailleurs de toutes catégories par leur appel à une journée nationale de grève et de manifestations le 7 octobre, pour protester contre le plan Barre.

Pour sa part, la C.F.T.C. a estimé, lors d'une conférence de presse tenue vendredi 1^{er} octobre, à Paris, que le mouvement du 7 octobre était avant tout « politique » et a, en conséquence, refusé de s'y associer. M. Jean Bonnaud, secrétaire général de la centrale chrétienne, n'a cependant pas exclu la possibilité d'un « clash » avec le gouvernement si la politique contractuelle était remise en cause.

PRESENTATION MONDIALE DE LA FOURRURE 76-77

ouvert tous les jours de 10h. à 20h.
dimanche 3 octobre compris:
Défilé de mannequins chaque jour à 15h

HOTEL GEORGE V
31, Avenue George V
(Champs-Élysées)

Ruée sur le deutschemark

Forte baisse de la livre et du franc

de tonnes pour l'Ouest. La production du Marché commun serait de 10,5 millions de tonnes contre 10,35 millions de tonnes dans la précédente évaluation. Cuba a annoncé une baisse de 25 % sur les prévisions de la prochaine récolte, et ce en raison de la sécheresse. Obiterons également qu'au Mexique, la réduction du peso a amené les producteurs de ce pays à augmenter le prix de leur sucre de 100 %. Aux U.S.A., les planteurs affirment que le triplement des droits de douane ne va pas les empêcher de passer à la production de sucre de betterave de betterave, le prix de revient est de 17 cents, et le prix de ferme des usines, à Londres et à New-York, du sucre cru, sont respectivement fermes à 20 et 22 cents. Le sucre s'est destitué à Paris. Les producteurs demandent un renforcement du prix de base du nouveau accord international, mais les importateurs et entrants ce jour-ci en vigueur. Tout laisse penser que la récolte principale sera assez bonne marocaine, et l'intermédiaire de la récolte mondiale 1976-1977 à 1 424 000 tonnes, soit 80 000 tonnes de moins qu'en 1975-1976.

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
2. DIPLOMATIE
- 2-3. EUROPE
- PORTUGAL : les administrateurs militaires de la télévision sont démis de leurs fonctions.
3. AMÉRIQUES
- 4-5. PROCHE-ORIENT
6. POLITIQUE
- Le Mouvement national des étudiants va préparer une manifestation pour la majorité.
6. MÉDECINE
- Les Espagnols de Bichot.
6. SCIENCES
7. RELIGION
- LIBRES OPINIONS : « Pour la convocation d'un concile national », par Pierre Debray.
- 6-7. EDUCATION
- 13-20. WALLONIE, TERRE ROMAINE

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 A 12 ET 21-22

AU FIL DE LA SEMAINE : Violence et télévision, par Pierre Vianzon-Ponté.

LETTRES DE TANGER : La ville a répudié sa légende.

L'HISTOIRE : par Jean-Marie Mayeur : Éducation et société dans la France moderne.

RADIO-TELEVISION : Rencontres de professionnels autour du petit écran.

23. JUSTICE
23. CATASTROPHE
- A Merlebach, les syndicats mettent en cause la responsabilité de la direction.
23. FAITS DIVERS
- L'affaire des pseudo-« Brigades rouges ».
23. SPORTS
- 24-25. ARTS ET SPECTACLES
26. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 27-28. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- Les réactions à la mise en œuvre du plan contre l'inflation.
- En Italie, M. Andreotti annonce des mesures d'exception pour s'opposer à la chute de la lire.

28-29. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGAIEMENT

RADIO-TELEVISION (10 à 12)

Annouces classées (26) : Aujourd'hui (26) ; Carnet (12) ; « Journal officiel » (26) ; Médiologie (26) ; Mots croisés (26).

Au sommaire du supplément

EUROPA

publié dans

Le Monde

de lundi

(daté 5 octobre)

- Une interview de M. Lawrence Klein, conseiller économique de M. Jimmy Carter.
- Un article d'André Fontaine : « Défendre l'Occident ».
- Les mésaventures d'un cartel entre deux chaises.
- Une étude sur les grands groupes industriels européens.

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1976 a été tiré à 579 233 exemplaires.

GRANDE
FOIRE
D'AUTOMNE
A LA
BROCANTE
ET AUX JAMBONS
DE
CHATO

1 AU 10 OCTOBRE

A B C D F G H

A Manille

Les réunions monétaires s'ouvrent en pleine crise des changes

Une fois de plus, l'assemblée générale des quelque cent trente pays membres du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui se tient cette année du 4 au 8 octobre, à Manille, s'ouvre à un moment où une grande confusion règne sur les marchés des changes, faisant peser de graves menaces sur plusieurs monnaies, et par conséquent sur plusieurs économies (britannique, italienne, française).

C'est en Europe occidentale que se jouent actuellement la principale partie monétaire. A la veille des élections allemandes, la spéculation a une éventuelle dévaluation du deutschemark au sein du petit « serpent » (comprenant, outre la devise allemande, la franc belge-luxembourgeois, le florin néerlandais, la couronne danoise et, à titre d'associé, les couronnes suédoise et norvégienne) s'est encore exacerbée. Elle a eu pour effet d'affaiblir non seulement les principales monnaies liées au deutschemark, franc belge et florin en tête, mais aussi la lire italienne et le franc français, tandis que la livre, après la tempête qu'elle avait essuyée au début de la semaine, connaissait un répit.

La baisse du dollar à Francfort et sa tendance à monter sur les autres places ont suscité, vendredi, de très fortes tensions. Le gouvernement italien, pour sa part, a dû réagir d'urgence. Le président du conseil a annoncé, vendredi soir (voir page 27, l'article de Robert Solé), un certain nombre de mesures exceptionnelles, comportant notamment l'élévation du taux d'escompte au niveau de 16 % et l'institution pendant quinze jours d'un impôt de 10 % sur les achats de devises, ce qui équivaut à une dévaluation du même montant de la devise italienne. Pour donner une idée de la fièvre qui s'était emparée des marchés, signalons que, vendredi, les opérateurs empruntaient à un mois sur l'euro-marché le franc belge au taux de 39 % et le florin au taux de 30 %. Les devises en question étant immédiatement vendues dans l'attente que d'ici au remboursement de l'emprunt elles seraient dévaluées. A Paris, le dollar est monté à 4,9585 F.

Les ministères des finances des principaux pays concernés par la nouvelle crise n'auront pas l'occasion d'être interrogés, à Manille, sur leur politique et leurs intentions, car la plupart d'entre eux ont renoncé à y rendre. En ce qui concerne la France, il s'agit d'une décision prise il y a quelques semaines : M. Raymond Barre, qui est aussi ministre des finances, et le ministre délégué, M. Michel Durand, ont mieux à faire à Paris, puisque c'est mardi 5 octobre que le premier ministre doit présenter, devant l'Assemblée nationale, le budget et le programme de lutte contre l'inflation qui l'accompagne. La délégation française à l'Assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale sera dirigée par M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France. Retenu par les élections, le ministre allemand des finances, M. Hans Apel, n'est pas non plus à Manille, pas plus que M. Denis Healey, chancelier de l'Echiquier, qui a prêté, au dernier moment, à Londres, pour suivre la crise de la livre. Le ministre des finances japonais sera, lui aussi, absent.

Les décisions attendues

Les seules décisions proprement dites qui seront prises à Manille porteront sur le renouvellement des présidents de différents groupes de travail qui, à des titres divers, gravitent autour du Fonds et de la Banque mondiale. Au comité de développement, M. Henri Konan Bédié (ministre des finances de la Côte d'Ivoire) pourrait être remplacé par M. César Virata, secrétaire philippin aux finances, tandis qu'au comité intérimaire (composé de vingt membres, et au sein duquel sont prises les décisions que le F.M.I. avale par la suite) la rédaction de M. Willy de Clerck sera remplacée, à moins que celui-ci, comme on le dit parfois, ne renonce à se représenter. Enfin, M. Rinaldo Ossola, ancien sous-gouverneur de la Banque d'Italie, devenu ministre du commerce extérieur du nouveau gouvernement, serait remplacé.

LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT

Moscou propose la reprise rapide des travaux de la conférence de Genève

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques ont, vendredi 1^{er} octobre, adressé aux Etats-Unis, à l'Egypte, à la Syrie, à la Jordanie, à Israël, et à l'Organisation de libération de la Palestine une nouvelle proposition de règlement du conflit du Proche-Orient. Elle rappelle beaucoup celle qui était contenue dans une déclaration du 28 avril du gouvernement de l'U.R.S.S. Dès cette époque, l'Union soviétique avait proposé la reprise en deux temps des travaux de la conférence de Genève (dont elle est coprésidente avec les Etats-Unis) : une phase préparatoire, destinée à faire le point sur les procédures de discussions et l'ordre du jour, et une phase principale, destinée à négocier un règlement « juste et durable » du problème du Proche-Orient. L'O.C.E. affirmait le gouvernement soviétique, devrait participer à toutes les étapes de la négociation. Tout accord devrait, d'autre part, comprendre les trois éléments traditionnels de la politique soviétique :

— Respect du droit inaliénable des Palestiniens à créer leur propre Etat ;

— Garantie internationale de la sécurité et de l'inviolabilité des frontières de tous les Etats de la région ;

— Le document diffusé vendredi par l'agence Tass reprend d'une manière plus précise ces propositions. Contrairement au document du 28 avril, qui était extrêmement polémique à l'égard d'Israël et des Etats-Unis qualifiés respectivement d'« agresseurs » et de « protecteurs des agresseurs », la dernière note est dénuée de toute formule de propagande et son ton est beaucoup plus serin. Cela s'explique, bien sûr, par le fait qu'il ne s'agit pas d'une déclaration du gouvernement, mais d'un texte remis à plusieurs gouvernements étrangers. Mais peut-être cette différence de ton s'explique-t-elle aussi par le souci du Kremlin de rendre plus crédible sa nouvelle démarche, alors que le rôle de l'Union soviétique ne cesse de diminuer au Proche-Orient et que les forces palestiniennes et islamico-progressistes perdent du terrain au Liban.

Selon les auteurs de la note, la situation au Proche-Orient « reste extrêmement fragile et un nouveau conflit militaire peut y éclater à tout instant ». Con-

tant ensuite qu'on s'efforce de maintenir le peuple arabe de Palestine dans la situation d'« état de guerre », ils ajoutent : « Il ne peut y avoir d'arrêt du processus de paix tant que les raisons qui ont provoqué le conflit n'auront pas été supprimées, c'est-à-dire les causes de la situation de guerre. On ne saurait espérer éliminer l'un ou l'autre des belligères d'un conflit armé pour que la paix revienne au Proche-Orient. »

Indiquant les vraies raisons de sa préoccupation, le gouvernement soviétique fait ensuite remarquer que « la crise libanaise n'aurait pu éclater si un règlement politique du conflit arabo-israélien n'avait été trouvé ». Il renouvelle son appel en faveur d'une reprise des travaux de la conférence de Genève et se déclare prêt à y prendre part dès que celui-ci ou qu'un autre des belligères du conflit armé pour que la paix revienne au Proche-Orient.

On fait enfin remarquer à Moscou que M. Kissinger, dans la discussion qu'il vient d'avoir avec le New-York, a affirmé que le moment était venu d'envisager une reprise des travaux de la conférence de Genève.

JACQUES AMALRIC.

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

Quatre démissions et six nouveaux députés à l'Assemblée nationale

M. Francis Leenhardt, vice-président de l'Assemblée nationale, député socialiste du Vaucluse, devait présider, samedi 3 octobre, à 15 heures, la séance d'ouverture de la première session ordinaire 1976-1977 du Parlement. Cette séance devait avoir pour objet de fixer l'ordre du jour des deux premières semaines, tel qu'il fut établi le 16 septembre par la conférence des présidents.

La séance débutera, finalement, le mardi 5 octobre à 16 heures.

Après les éloges funèbres de Marcel Anthoine, vice-président de l'Assemblée, député de l'Ain, et de Jean-Claude Simon, député de la Haute-Loire, avec déclaration d'ouverture de la première session ordinaire 1976-1977 du Parlement, cette séance devait avoir pour objet de fixer l'ordre du jour des deux premières semaines, tel qu'il fut établi le 16 septembre par la conférence des présidents.

L'Assemblée nationale compte six nouveaux députés. D'une part, M. Michel Carrier remplace Marcel Anthoine, député R.I. de l'Ain, décédé le 31 août 1976. D'autre part, MM. Michel Rabreau, Gérard César, Jean-Pierre Buchon et Raymond Rejaud succèdent à MM. Olivier Guichard, Robert Boulin, Maurice Liot et Antoine Rufenacht, appelés le 27 août à éliger au gouvernement. Ceux-ci, qui avaient un mois pour obtenir leur mandat législatif et leur fonction gouvernementale, ayant choisi de conserver ces derniers, se sont vu remplacés le 27 septembre à minuit par les personnes éues en même temps qu'eux à cet effet. Enfin, M. Yves Cornu succède à M. Albin Chandon dont la mission auprès du gouvernement a été prolongée par décret.

Pendant l'intersession, il y a eu une élection législative partielle provoquée par la démission de M. Francis Sanfour, député républicain de la Haute-Loire, qui a été élu au scrutin de dimanche 27 septembre.

AU SÉNAT

Au Sénat, également, devait se dérouler samedi, à 15 heures, une séance de pure forme. Mardi, les sénateurs entendront l'éloge funèbre de Suzanne Crémieux (gauche-démocratique), décédée au début du mois de juillet, puis lecture de la déclaration gouvernementale sera faite par le garde des sceaux, M. Olivier Guichard.

MM. Maurice Pontalier, remplace de Suzanne Crémieux, et Gabriel Calmel, suppléant du nouveau ministre du commerce et de l'artisanat, M. Pierre Brousse, prendront ce jour respectivement possession de leur siège de sénateurs du Gard et de l'Hérault. Quant à M. Alain Poirer, président du Sénat, prenant la parole le 1^{er} octobre devant les maires du Calvados, a réitéré l'ouverture d'un débat au cours de la session d'automne sur la question de la répartition des finances locales. Il a rappelé qu'une commission avait été désignée à cet effet et a regretté que le résultat de ses travaux ne soient pas connus. M. Poirer a aussi dénoncé l'ingérence de certains fonctionnaires du ministère des finances « qui s'arrogent le droit de contrôler l'opportunité des dépenses municipales quand ils n'ont qu'un droit de contrôle sur celles-ci ».

Dale Carnegie :



Dale Carnegie, fondateur

Sachez parler en public en 14 soirées

EXPRIMEZ VOS IDEES. Développez assurance et facilité de contacts.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 38 pays. Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite.

Lundi 4 Octobre, à 19h.

Hôtel Serravallo, 19, rue du Cdt-Mouchotte, Paris-13^e (métro Montparnasse). Renseignements : G. Weyn. Tél. : 954-61-06 et 954-62-32.

Au Mexique

UN OURAGAN PROVOQUE LA MORT DE PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES

(De notre correspondant)

Mexico. — L'ouragan « Lisa » a provoqué, vendredi 1^{er} octobre, la mort de plusieurs centaines de personnes dans la ville de La Paz, capitale de l'Etat mexicain de Basse-Californie-Sud. Selon M. Aramburo, gouverneur de l'Etat, le nombre des victimes s'élève à trois cent trente-cinq. Cinq cents personnes au moins sont portées disparues, ensevelies notamment sous les coulées de boue provoquées par la crue des rivières.

Les liers de la ville a été détruit par l'ouragan, qui a entraîné avec lui des vents de 200 km/h. De nombreux villages de la région ont été touchés et ont été isolés, les routes et les communications étant coupées. A Chimalila, un barrage en construction a été débordé. Au total, quelque quatre mille personnes auraient été blessées, et le nombre des sinistrés dépasserait quarante mille.

L'état d'urgence a été déclaré dans la région sinistrée. L'aéroport de la ville a pu être rouvert dès vendredi soir. Un pont aérien a été organisé entre Mexico et La Paz, et le président Luis Echeverría s'est rendu dans la région sinistrée à bord de l'un des premiers avions de secours. — J.C.

« Que choisir ? » met en cause l'utilisation de filtres à l'amianté dans le traitement de certains vins

Des tests pratiques (six vins de table, trois vins délimités de qualité supérieure, cinq vins de pays et onze vins d'origine contrôlée) dans le traitement de filtres à l'amianté dans plusieurs de ceux-ci. L'Union fédérale des consommateurs publie dans le numéro d'octobre de sa revue « Que choisir ? » (1) les premiers résultats de ce test, qui seront complétés dans le numéro de novembre.

D'ores et déjà le laboratoire qui a pratiqué ce test a décelé la présence de fibres d'amianté au microscope optique dans quinze des vingt-neuf vins. La recherche se poursuit au microscope électronique qui permet de déterminer plus précisément la quantité de fibres. Sur dix échantillons, déjà testés avec cette méthode, sept en contenaient un très grand nombre, de 2 millions au litre, jusqu'à 40 millions.

Cette présence dans le vin de fibres est due à l'utilisation de filtres à l'amianté, et l'interprétation des résultats se complique du fait que ces filtres s'usent de façon très irrégulière en cours de production. L'utilisation de ces filtres pour les boissons alimentaires est actuellement interdite aux Etats-Unis. En France, une commission de l'amianté, une des missions de la santé, étudie des problèmes en liaison avec le service de la répression des fraudes au ministère de l'Agriculture.

L'amianté rappelle, en effet, une substance qui provoque, en cas d'exposition prolongée ou massive, une maladie spécifique : l'asbestose. De plus on a pu établir une relation nette entre l'amianté et certaines formes de cancer, en particulier pulmonaires. Jusqu'ici, l'amianté, largement utilisé dans la construction, avait été mis en cause pour les risques qu'il fait courir aux travailleurs qui y sont exposés. Le Monde des 12 novembre et 10 décembre 1975, 3 juillet 1976). La détermination des doses acceptables et la possibilité des filtres à l'amianté de diviser les spécialistes, mais jusqu'à présent la question de la présence d'asbestose n'avait pas été soulevée.

Les responsables de « Que choisir ? » ont demandé aux ministères intéressés l'interdiction immédiate de l'usage des filtres à l'amianté. Tout en poursuivant leurs tests au microscope électronique, ils écrivent aux fabricants qui produisent les vins testés « pour leur demander (...) à quelle date un changement interviendra dans leur procédé de filtration ».

L'ensemble de ce dossier sera publié et « au vu de ces éléments », l'U.F.C. envisage un boycottage, à partir du 1^{er} novembre, des marques dont le changement du procédé de filtration n'aura pas été décidé.

(1) 7, rue Léonard-Raynaud, Paris (16^e), le numéro 5 F.